

# **Recherche Isolation d'urgence :**

## **Étude des usages et analyse**

**réalisée par le Groupe Recherche Action, en collaboration avec M.  
Rastello et F. Mangeol**

**Septembre 2013**

## Sommaire

<u>Sommaire.....</u>	<u>2</u>
<u>1. CADRAGE DE L'ETUDE DES USAGES.....</u>	<u>2</u>
<u>2. ANALYSE .....</u>	<u>17</u>

# 1. CADRAGE DE L'ETUDE DES USAGES

## 1.1 Cadrage problématique

Le projet de recherche *Isolation d'urgence* porte sur la question de l'isolation thermique temporaire dans des logements insalubres pour les mois d'hiver. Il a été conçu dans une visée opérationnelle visant à apporter des solutions techniques pour pallier aux situations mettant en péril la santé des individus et des familles en situation de grande précarité ; il s'agissait aussi d'affirmer et d'accélérer l'engagement d'entreprises, d'institutions locales et nationales dans l'éradication des logements indignes. Enfin, de permettre le maintien du ménage à domicile, d'éviter la perte des repères sociaux, d'améliorer le confort des locataires en luttant contre la lenteur habituellement observée dans la mise en place des projets de réhabilitation.

Si l'objectif initial consistait en la recherche de solutions techniques temporaires, peu coûteuses, faciles et rapides à installer, la présente enquête se propose, par la prise en compte de facteurs sociaux et institutionnels, d'inscrire ces potentielles solutions dans le contexte d'une urbanité complexe, composite et mouvante.

### 1.1.1 Une enquête *d'usages* en amont des phases techniques et opérationnelles

Le travail ici présenté concerne exclusivement la phase « études d'usages ». Autrement dit, avant de commencer à envisager toute solution technique, ou une quelconque manière d'installer celle-ci dans les appartements, avant même d'imaginer comment proposer ces dispositifs à des habitants, il est nécessaire d'abord de rencontrer des personnes concernées afin de mieux comprendre comment elles *vivent* dans des habitats dégradés et frappés par des problèmes d'isolation. Le point de départ et

d'ancrage de ce travail concerne donc les *usages* de ces habitants dans leur logement, leur immeuble et au-delà. L'objectif est de rendre compte de ces usages de manière approfondie et détaillée sous leurs multiples facettes. Nous nous inscrivons ainsi dans une forme d'anthropologie de l'habiter<sup>1</sup>, particulièrement celle qu'a défini Michel de Certeau s'intéressant aux « arts de faire » des citoyens, autrement dit : à leurs compétences ordinaires qui trouvent à se déployer quotidiennement et à différentes échelles spatiales (la cuisine, le logement, l'immeuble, la rue, le quartier, etc.). Le terme d'habiter recouvre ici ces « arts de faire » considérés dans leur grande variété. L'enjeu de la présente recherche consiste à mettre au jour « la combinatoire subtile de types d'opérations et de registres qui met en scène **un faire avec**, ici et maintenant, lequel est un acte singulier lié à une situation, des circonstances, des acteurs particuliers »<sup>2</sup>. Il s'agira donc de rendre compte aux lecteurs de ces multiples manières de *faire avec*, d'*habiter* les logements dégradés, dans la singularité des situations que notre enquête de terrain nous a permis d'observer.

### 1.1.2 Suivre les enquêtes des habitants

Pour saisir cet habiter, nous nous sommes dégagés d'une posture fonctionnaliste qui s'appliquerait à comprendre quel est ou quels sont le ou les problèmes techniques que rencontrent les habitants dans leurs appartements et qui conduisent à telle ou telle difficulté. Nous considérons en effet avec Bruno Latour<sup>3</sup> que ce qui relève des techniques et ce qui relève de l'humain sont tant intriqués qu'une telle distinction ne nous permet que très difficilement de saisir ce qui est justement en jeu dans cette intrication. De ce fait, nous envisageons alors que les questions d'ordre techniques ne relèvent pas uniquement de sphères d'expertises séparées de celle de l'habiter, mais ne cessent de se poser à tout

---

1

La notion d'habiter fait l'objet d'un renouvellement théorique important depuis le début des années 2000 dans l'ensemble des disciplines des sciences humaines. Nous citons à la suite les ouvrages qui nous semblent les plus marquants : Berque, A., *Écoumène, introduction à l'étude des milieux humains*. Belin, 2000 ; Paquot, Th., Lussault, M., Younès Ch. (dir.), *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*. La Découverte, coll. Armillaire, 2007 ; Latour, B., *Enquête sur les modes d'existences. Une anthropologie des Modernes*. La Découverte, 2012.

Le GRAC propose sa propre redéfinition dans le texte suivant à paraître : Groupe de Recherche Action (GRAC, Lyon) et Collectif pour la Recherche Sociale et Autonome (COPSA, Barcelone). « Des milieux de vie en résistance à la gouvernabilité écologique. Le cas de Can Masdeu » *Sociologie des approches critiques du développement durable*. dir. Boissonnade, J., Chateauraynault, F., éditions Petra, col. Pragmatismes. (à paraître)

2 De Certeau, M., Giard, L., Mayol, P., *L'invention du quotidien Tome2. Habiter, cuisiner*. Paris, Folio, 1994.

3 « Il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur le travail des paléontologues et des préhistoriens pour constater que la question de l'émergence des techniques et celle de l'humain se trouvent mélangées, d'après eux, depuis quelque deux millions et demi d'années (Latour et Lemonnier, 1994). On commence maintenant, après les travaux pionniers sur les 'industries' de chimpanzés, à découvrir de longues périodes de la préhistoire où l'habileté technique précède la montée des lignées humaines de centaines de milliers d'années. Il semble de plus en plus que les humains se soient développés dans un nid ou dans une niche peuplés déjà d'habiletés, de savoir-faire et d'objets techniques (voir par exemple Strum et Fedigan, 2000 ainsi que les travaux de Frédéric Joulain). Si l'outil, pas plus que le rire, n'est le propre de l'homme il va devenir de plus en plus difficile de tracer la frontière entre l'empire humain et le royaume des techniques ». Latour, B., *Morale et technique : la fin des moyens*. Réseaux, 2000, volume 18 n°100. p. 41.

3

moment à tout un chacun sous des registres très divers et à priori lointain (l'affectif par exemple). Loin donc de prendre cette posture d'expertise, nous avons essayé de comprendre comment, en *faisant avec* leur habitat dégradé, les personnes donnaient du sens aux problèmes rencontrés : comment les habitants repèrent-ils telle ou telle dégradation ? Comment ressentent-ils les problèmes d'insalubrité de manière sensible ? Comment qualifient-ils les différents problèmes repérés et les gênes ressenties ? Quelles chaînes de causalité établissent-ils ? Comment optent-ils pour telle ou telle solution technique plutôt que telle autre ? Etc.

Au fur et à mesure de nos rencontres, nous avons pu enregistrer auprès des habitants différentes manières de donner du sens à ce qui leur arrive dans des allers-retours permanents entre pratiques, affects et réflexivité. L'habiter se rapproche ici de la notion *d'enquête* telle que l'a défini le philosophe pragmatiste John Dewey<sup>4</sup> ; les travaux de ce dernier nous invitent à saisir sur un même plan la réflexivité, les pratiques, les affects, qui permettent aux acteurs d'analyser leur environnement et d'appréhender ce qu'il vaut mieux faire. « Enquêter sur ce qu'il *vaut mieux faire* » consiste pour les individus à examiner les situations, les actions possibles, leurs conséquences, les ressources disponibles et les obstacles à surmonter. « Les enquêtes entrent dans toutes les sphères de la vie et dans tous les aspects de ces sphères. Dans le cours ordinaire de l'existence, les hommes examinent ; ils font intellectuellement le tour des choses, ils infèrent et jugent (...). Enquêter et questionner sont, jusqu'à un certain point, des termes synonymes. Nous enquêtons quand nous questionnons ; et nous enquêtons quand nous cherchons ce qui fournira une réponse à la question posée. Ainsi, il appartient à la nature même de la situation indéterminée qui provoque l'enquête d'être *en question*, (...) troublée. »<sup>5</sup>

La place des affects sur une telle question que celle de l'habitat indigne ne peut être ignorée. En suivant John Dewey, nous nous sommes attachés à repérer différents modes de « *liaison* entre subir et agir », « la connexion étroite entre faire et souffrir ou endurer »<sup>6</sup>. Nous avons suivi les enquêtes déployées par les habitants confrontés à différents troubles, depuis la plus petite gêne ressentie, à peine perceptible pour le non initié – nous repensons à cet habitant tentant de nous faire sentir l'infime courant d'air provenant de la cage d'escalier et s'infiltrant derrière une faïence de cuisine en excellent état –, jusqu'à des situations plus flagrantes (des caves remplies d'eau), combinant des problèmes de différentes natures (aussi bien un problème d'isolation, qu'un problème électrique, qu'un problème de santé, de précarité économique et sociale, etc.). Les enquêtes ont ici la particularité d'être toujours situées, en prise avec un environnement de proximité. Nous nous sommes efforcés à chaque fois de repérer les ressources mobilisées par les habitants dans leurs enquêtes.

---

<sup>4</sup>Dewey, J., *Logique : théorie de l'enquête*. Paris, PUF, 1967 [1938].

<sup>5</sup> Dewey. 1967, *op. cit.*, p. 166 ; p. 170.

<sup>6</sup> Zask, J., « La politique comme expérimentation » in : Dewey. 2003, *op. cit.*, p. 17.

Si la présente recherche s'est proposée de suivre les enquêtes des habitants, il convient d'interroger le statut des comptes-rendus que les chercheurs ici mobilisés vont en faire. Il s'agit encore une fois de s'intéresser à la manière dont les gens font surgir les problèmes, les appréhendent, les qualifient, révisent leur qualification, les situent à tâtons, pour les maîtriser, les contrer ou parfois ne rien faire parce que le problème semble après examen insoluble, etc. Le compte-rendu de recherche n'effectue ni rupture, ni saut qualitatif mais les catégories mobilisées pour décrire « les problèmes » (le caractère problématique des situations d'habitat) se situent « dans le prolongement » des analyses des habitants. Nous rejoignons ici la posture suivie par Antoine Hennion et Pierre Vidal Naquet et reprise de l'empirisme radical de William James, « les réalités ne sont pas déjà là, présentes et inertes, pour que le langage s'empare d'elles, elles surgissent à travers la façon dont elles sont agies, vécues et mises en mots ; les analyses de l'observateur se font dans le prolongement de celles qui sont produites à ces occasions »<sup>7</sup>.

### 1.1.3 Axes problématiques et orientation de l'enquête

Depuis ce cadrage pragmatiste, notre enquête s'est orientée en suivant les trois axes problématiques suivant :

- Un premier consiste à travailler sur les problèmes rencontrés par les habitants et les formes de résolutions à ces problèmes *tels qu'ils les décrivent, les disent et nous les montrent*, et ce, dans des secteurs spatiaux suffisamment restreints (une rue, quelques rues contiguës) afin de n'enregistrer ni simplement des individus ou des ménages y faisant face seuls, ni des cas incommensurables du fait d'une distance spatiale trop importante. En ce sens nous prenons au sérieux le lapsus suivant d'une des personnes enquêtées : « vous enquêtez donc sur l'*isolement* ». Si l'isolation peut aussi être un problème d'*isolement*, il ne nous faut pas reconduire cet isolement par l'enquête et induire par notre posture d'enquêteur (délimitant des contours trop étroits ou trop lâches aux problèmes rencontrés) un non recours aux droits. **L'enquête par voisinage permet ainsi de considérer les appuis (familiaux, affinitaires, institutionnels) dont disposent les personnes enquêtées.**
- Un deuxième axe consiste à ne pas tellement porter l'attention sur une isolation thermique considérée comme une simple membrane (l'enveloppe souple et mince entourant un organe quelconque), une certaine épaisseur qui protégerait du dehors, mais plutôt sur les types de

---

<sup>7</sup> Hennion, A., Vidal-Naquet, P. (dir.), *Une ethnographie de la relation d'aide : de la ruse à la fiction, ou comment concilier protection et autonomie*. Rapport de recherche pour la MiRe, Février 2012, p. 25.

problèmes, comment ils se déploient, comment ils circulent et s'insinuent. Ainsi donc, l'enquête nous a amené à considérer la porosité des membranes isolantes des logements visités, et donc à rapprocher cette porosité de celle qui caractérise la peau des corps humains : le logement est envisagé comme une seconde peau, comme un espace de confiance, dont on vérifie (ou non) la bienveillance. Nous nous appuyons ici sur la théorie des espaces potentiels proposée par E. Belin. Ces derniers sont les espaces de proximité sensibles dans lesquels les liens affectifs se construisent, mais surtout par lesquels se tisse une fragile confiance dans ce qui entoure et environne les personnes<sup>8</sup>. **Les problèmes d'isolation sont autant de mises à mal de la confiance dans l'environnement le plus immédiat.**

- Enfin, et puisqu'il s'agit toujours de se garder de revenir à un regard fonctionnel, nous prendrons en considération tout ce que cette membrane redéployée sur un plan d'immanence (du corps à l'appartement, de la rue au quartier, des problèmes techniques aux problèmes affectifs) engage. La démarche consiste alors à **aborder la question de l'isolation comme un réseau de problèmes environnementaux** (qui concerne la qualité énergétique des bâtiments autant que la qualité des liens de voisinage) **sur lesquels les habitants vont enquêter et agir, un réseau de problèmes que l'on se refuse à délimiter a priori.**

### 1.1.4 Des facteurs structurels, au ras de l'enquête

Cette attention portée aux situations particulières des habitants, d'un logement à un autre, au fil des réseaux de proximité du quartier, n'exclut pas une prise en compte des facteurs structurels qui ont conduit aux situations évoquées. Plus exactement, nous nous sommes intéressés à la manière dont les conjonctures économiques, politiques, mais aussi migratoires, le cadre des politiques publiques liées au logement, les projets urbains, etc., sont mobilisés par les habitants lorsqu'ils enquêtent, tentent de comprendre la situation dans laquelle ils (et leur logement) se trouvent. Saint-Etienne est particulièrement concernée par le logement insalubre en raison notamment de l'histoire sociale et urbaine de la ville<sup>9</sup>. La vacance de l'habitat est forte, du fait notamment de la baisse de la démogra-

---

8 « N'y a-t-il pas un intérêt à conceptualiser cette catégorie du sens commun qu'est l'installation individu-environnement et à reconnaître que celle-ci, loin d'être une zone composite, hybride, devrait être plutôt comprise comme une unité à part entière ? N'est-il pas intéressant, inversement, en prenant pour point de départ et référentiel ce qui se trouve au milieu, d'explorer comme des constructions de second degré ce qu'on désigne trop souvent comme les formes pures ? Et en tous cas, sur le plan de la recherche sociologique, n'est-il pas préférable de prendre pour objet d'étude l'expérience et non de chercher à la reconstruire à partir de « celui » qui fait l'expérience et « ce » dont il est fait l'expérience ». Belin, E., « De la bienveillance dispositive ». *Hermès* n°25, 1999, p. 250.

9 Dans la ville de Saint-Étienne, le Pacte Arim local a recensé 3 200 logements indignes (depuis 2006, 840 logements visités dont 27 % relèvent de l'insalubrité avec 126 diagnostics sociaux réalisés). En France, plus de deux millions de personnes (2 187 000 personnes au recensement effectué par le Pôle national de lutte contre l'habitat indigne) vivent dans des conditions de logement jugées très difficiles ou dégradées : logement exigü, sans eau, sans WC, sans chauffage. Des risques sanitaires graves liés à l'habitat indigne concerneraient en France entre 400 000 à 600 000

phie (il y avait 221 775 habitants en 1975 contre 172 696 habitants en 2008). De nombreux rez-de-chaussée sont libres, le parc de logements est favorable aux personnes avec de faibles ressources, etc. Souvent l'habitat indigne est cher et les personnes n'ont pas accès à tous leurs droits (APL, etc.)<sup>10</sup>. Certaines rues, que l'on a pu arpenter pendant l'enquête, concentrent un nombre très important d'immeubles dégradés ; elles deviennent des zones de logement temporaire pour les personnes précaires et pour des primo-arrivants qui s'y installent à leur arrivée à Saint-Etienne en attendant de trouver mieux, et qui, quand ils ont un peu plus d'argent, s'en vont ailleurs. Les locataires échouent à obtenir une amélioration de l'habitat pour rester dans les lieux. De même, de nombreuses copropriétés se trouvent en perdition : nombre de personnes accèdent à la propriété grâce au coût faible du marché local mais sans moyens<sup>11</sup>. Des projets urbains ont été entrepris depuis une dizaine d'année pour redynamiser la ville, notamment le centre-ville, avec un programme de rénovation de l'habitat ancien (quartiers Crêt de Roc, Tarentaize Beaubrun, Jacquard, Chappe Ferdinand). L'accélération des interventions publiques sur le logement crée aussi des situations délicates pour les habitants : ils doivent parfois déménager à contre cœur par exemple, ou la temporalité du projet ne correspond pas à leur propre temporalité. Ces différents facteurs liés aux politiques urbanistiques interviennent, on le verra, dans l'analyse que produisent les habitants rencontrés.

Des éléments historiques se trouvent aussi convoqués par les habitants pour rendre compte de leur situation. Ainsi, dans cette rue, située non loin du Puits Couriot, un habitant relatant la mauvaise qualité du bâti et expliquant la forte dégradation des lieux, nous explique que les immeubles ont été construits « pour les ouvriers de la mine ». On retrouve ici dans l'enquête les traces du paternalisme et de l'hygiénisme qui ont fortement marqué l'industrie en France dès le XVIIIème siècle, et qui ont aussi marqué les mémoires, et qui expliquent aussi les problèmes qui se posent dans les immeubles.

Il est important de ne pas réduire les situations à ces grandes variables historiques, urbanistiques et sociales, à ces grands facteurs d'explication, mais il convient de saisir ces derniers au ras de l'enquête : autrement dit suivre comment les problèmes se posent concrètement et diversement aux personnes qui sont ici et maintenant aux prises avec leur logement, suivre comment ces facteurs sont convoqués par les personnes.

---

logements, dans lesquels vivent 1 million de personnes.

10 Intervention de Pascale Pichon lors du workshop *Isolation d'urgence*, avril 2010, École nationale d'art et design de Saint-Etienne, École nationale supérieure d'architecture et École supérieure des Mines de Saint-Etienne.

11 Chaque année, le rapport de la Fondation Abbé Pierre tente d'attirer l'attention sur ces co-propriétaires pauvres qui ne peuvent pas (plus) payer les charges et l'entretien de l'immeuble. Les logements se dégradent et de manière concomitante, la situation de précarité des personnes s'aggrave.

## 1.2 Enquêter sur les conditions dégradées d'habitat hors dispositif de prise en charge

Le cadre initialement prévu pour l'enquête de terrain a évolué au cours du temps : en effet, là où nous devions nous entretenir avec des habitants d'immeubles préalablement déclarés insalubres, vivant dans des logements identifiés et recensés par le PACT Arim Loire, pour lesquels donc une réhabilitation<sup>12</sup> ou un relogement des occupants était prévu dans un délai de deux ans, nous sommes allés à la rencontre d'habitants dont les logements n'ont pas été reconnus officiellement comme insalubres. Ces habitants se trouvent donc hors dispositif de prise en charge spécifique au logement insalubre : certains sont sur le point de déménager, d'autres en ont le projet ou souhaitent réaliser/faire réaliser des travaux ; à l'inverse, d'autres pensent continuer à vivre dans leur appartement faute d'entrevoir une solution alternative à court terme ou parce qu'ils ne ressentent pas le besoin de déménager. Il convient de revenir ici sur ce que ces conditions particulières ont fait à l'enquête et à la recherche, autrement dit de préciser leur heuristique. D'une part, nous avons pu développer une démarche anthropologique ouverte à la contingence, ce que nous proposons de nommer une *enquête par prolifération*. D'autre part, nous avons été amenés à interroger d'emblée la notion d'urgence.

### 1.2.1 Une enquête proliférante

#### Une enquête de proche en proche, ouverte à la contingence et à la diversité des situations

Aller à la rencontre des habitants potentiellement concernés par les problèmes d'insalubrité mais non identifiés par les services de prise en charge a nécessité une première étape, celle consistant à repérer en sillonnant à pied les quartiers centraux de Saint Étienne des immeubles qui paraissaient vétustes, des rues qui concentraient ce type de bâtiments. Repérage à l'œil nu donc<sup>13</sup>, mais aussi discussion avec ceux qui arpentent les rues au quotidien et entrent dans les immeubles (comme un facteur par exemple qui nous a indiqué un immeuble le qualifiant de vétuste et occupé par des rroms).

---

12 30% des logements rachetés par le PACT seront réhabilités.

13 Nous verrons plus loin comment ce repérage depuis l'extérieur vient interroger les conceptions normatives de l'enquêteur.



L'enquête a ainsi rebondi d'un cas à un autre ; elle s'est propagée de proche en proche, selon un double mouvement concomitant. Par proximité géographique d'une part : une fois entrés dans un premier immeuble, nous y avons démarré l'enquête de porte-à-porte sollicitant les habitants pour répondre à nos questions, ensuite, nous avons essayé d'entrer dans tous les immeubles de la rue, parfois ceux des rues contiguës, essayant ainsi de « quadriller » des petits îlots pour en avoir une vue d'ensemble. Par proximité de voisinage d'autre part : à travers l'enquête menée en porte-à-porte dans les immeubles et dans la rue en discutant avec les passants à la recherche d'un immeuble concerné, nous nous sommes trouvés pris dans la vie de quartier et avons pu faire de nouvelles rencontres : la dame que nous venons voir reçoit une voisine qui nous propose de venir chez elle parce qu'en matière de problèmes d'isolation « [nous allons] être servis » ; un habitant nous recommande d'aller visiter tel immeuble ou telle voisine qui vit dans cette même maison depuis plus de quarante ans ; le président d'une association installée depuis de nombreuses années dans le quartier nous fait partager sa vision des lieux et nous indique des immeubles dégradés, etc.

Cette démarche d'enquête procédant par déambulations se trouve de fait ouverte à la contingence, celle de ces rencontres sur le vif, mais aussi plus trivialement, celle des possibilités d'accès aux immeubles ou aux appartements : certains bâtiments semblant d'extérieur très vétustes mais dans lesquels nous n'avons jamais pu rentrer ; d'autres au contraire d'aspects moins vétustes mais dans lesquels nous avons pu entrer facilement parce que la porte n'était pas fermée ou parce que nous avons croisé un habitant qui nous a ouvert ; nous avons en outre sonné à plusieurs reprises, à des heures différentes, chez certains habitants, et personne ne nous a jamais répondu.

L'enquête de terrain a été conduite par un binôme sociologue-designer. Parfois nous avons pu entrer chez les personnes pour nous entretenir longuement avec elles (une heure environ), visiter les lieux, et prendre des photos : ce type de démarche nous a permis d'avoir une vision précise et approfondie de la situation des personnes (biographie, parcours résidentiel, analyse des problèmes rencontrés dans l'appartement) et du logement (problèmes visibles repérés). A d'autres moments, les rencontres ont été plus furtives (une dizaine de minutes tout au plus) : un bref échange dans l'appartement, voire sur le pas de la porte, dans l'allée de l'immeuble ou dans la rue, mais des informations ciblées ont parfois pu être ainsi obtenues (concernant un problème particulier sur lequel s'est focalisée la personne), et surtout ce mode d'enquête en multipliant les rencontres a fait proliférer les cas.

Il nous faut en effet insister ici sur l'hétérogénéité des situations rencontrées et analysées : celles de locataires, mais aussi de propriétaires, possiblement des squatteurs, de familles, de personnes seules, différents problèmes de chauffage, d'isolation, d'inondation, d'humidité, d'infiltration, d'ins-

tallation électrique, etc. Nos comptes-rendus insistent sur la singularité des situations, la manière dont les problèmes se posent spécifiquement pour telle famille, dans tel appartement, dans tel immeuble, et explicitent la façon dont les personnes rencontrées y vivent.

Certaines des personnes rencontrées connaissent avec précision la manière dont leur appartement est isolé (matériaux, date des travaux, etc.) parce qu'elles ont pu obtenir l'information (par le propriétaire, le syndic de co-propriété, un artisan) ou parfois parce qu'elles ont réalisé elles-mêmes l'isolation voire la rénovation. D'autres n'en ont qu'une idée très vague, n'ont pas de connaissance particulière sur la manière dont ont été construits ou rénovés les bâtiments, ceux-ci étant d'ailleurs souvent très anciens. A plusieurs reprises dans l'enquête de terrain, nous avons eu l'impression de constater les résultats d'une « rénovation empirique », menée sans plan. Nous avons en effet été étonnés parfois face à la complexité des constructions, dont on pouvait *a priori* interroger la logique : différents niveaux entre la rue et la cour (avec des caves, des sous-sols, des garages), des constructions à flanc de colline, avec des dénivelés, parfois une seule entrée et un seul escalier pour deux immeubles assemblés, des parties communes labyrinthiques et collées à la roche dans certaines rues, etc. Face à notre étonnement, l'un des habitants rencontrés nous expliquera : « c'est dur à imaginer en plan car il n'y a pas eu de plan de la rénovation ».

Partant, dans tous les cas de figure, que les personnes connaissent ou non « l'ossature » de leur bâtiment, pour chacune des situations, nous avons été attentifs dans l'enquête à la manière dont les habitants se saisissent des problèmes rencontrés, les relient entre eux, déploient différents savoirs pour les analyser, repèrent les conséquences ressenties, etc. Comment ces habitants enquêtent et construisent des connaissances sur leur situation *malgré tout*, et surtout suivant une autre logique que celle du plan technique, devant là davantage compter sur leur expérience sensible, le regroupement d'informations avec le voisinage, l'exploration à tâtons de techniques d'isolation bricolées, réajustées au fil des échecs pour comprendre d'où provient l'humidité et la contrer, etc., ?

## **Cartographie**

Nous renvoyons ici à la cartographie réalisée.

## 1.2.2 Aux prises avec l'urgence

### Gênes

L'enquête de porte-à-porte a donné lieu à diverses situations d'embarras pour les personnes rencontrées mais aussi pour les chercheurs :

Deux dames maghrébines nous ouvrent, l'une a une vingtaine d'année, l'autre dans les 50 ans, lorsque nous disons nous intéresser à des problèmes tels que des infiltrations d'humidité, la plus jeune des deux nous indique qu'il en ont effectivement mais que malheureusement, ils ont des invités à dîner et ne peuvent ainsi nous recevoir. [Cas 4.E.1]

L'état général ne paraît pas dégradé, les fenêtres sont en double vitrage et il y fait chaud. Nous peinons à nous faire comprendre et à expliciter les raisons de notre présence. Lorsque nous évoquons la question de l'humidité, elle nous fait signe de la suivre, elle nous entraîne alors à l'étage, dans une chambre dont le mur mitoyen de la salle de bain comporte des traces d'humidité. Nous ne parvenons pas à savoir si les consommations de gaz pour le chauffage sont importantes ou non et si les murs et le toit sont bien isolés. Magalie demande alors à la dame si elle peut prendre une photo de la cours sur laquelle donne les trois fenêtres du salon. Il semble qu'à ce moment là, la dame ait ressenti une sorte de malaise, comme si cette demande lui faisait réaliser qu'elle n'avait toujours pas vraiment saisi les véritables raisons de notre présence. Elle est alors allée chercher son téléphone portable et nous a demandé d'appeler son mari, afin de lui expliquer ces raisons. Le mari n'a pas répondu à notre appel, ce qui nous a décidé à quitter l'appartement, en ressentant un fort malaise à notre tour à l'idée que durant toute cette situation, la dame n'a peut-être pas compris qui nous étions et ce que nous faisons là. [Cas 4.G]

En redescendant la rue de la Sablière, nous remarquons deux appartements au rez-de-chaussée dont les fenêtres en bois en vitrage simple semblent en mauvais état. Les deux appartements sont occupés par des jeunes hommes d'une petite vingtaine d'années. Le premier entrouvre la porte, il a l'air d'être à moitié nu. Il nous fait signe d'attendre, il revient vêtu d'un pantalon et d'une chemise et nous indique qu'il ne parle pas français, mais que son frère, qui habite en face, pourra nous répondre. Il frappe à plusieurs reprises à la porte, cherche vraisemblablement une clé dans sa poche qu'il ne trouve pas. Au bout d'un moment, le frère entrouvre la porte, il semble qu'il était aussi en train de dormir, très vite, il nous dit qu'il n'a aucun problème ni de chauffage, ni d'humidité et lorsque nous lui disons que les fenêtres sont mal isolées, il réitère son refus de nous répondre, d'une manière plus directe cette fois. [Cas 4.H.1 et 2]

L'accès à l'escalier de l'immeuble est condamné par une grille. En face, une petite cour sur laquelle donne un bâtiment : toutes les ouvertures, portes, fenêtres, sont murées, sauf une porte entrouverte. Un jeune garçon, d'une douzaine d'années, vient à notre rencontre. Gênés, nous lui expliquons que nous venons pour rencontrer des personnes qui pourraient avoir des difficultés dans leur logement, que nous avons remarqué que l'immeuble était assez endommagé... Est-ce que nous pourrions lui poser des questions ?

Il nous propose d'entrer chez lui. Surpris, nous entrons. Il part chercher sa mère.

L'appartement est en rez-de-chaussée. Nous entrons dans un espèce de sas où se situe la cuisine, qui donne sur le salon. La porte d'entrée ferme mal. Dans l'entrée, une bouteille de gaz, une chaudière, de nombreuses traces d'infiltration vers la porte et dans un coin du mur.

Une femme d'une quarantaine d'années nous rejoint. Nous interrogeons d'abord le fils et la mère sur les autres personnes qui vivent dans l'immeuble. La mère nous répond qu'il n'y a pas plus personne, que tout le monde est parti. Elle parle un français très approximatif. Son fils traduit.

Nous posons ensuite des questions sur le logement lui-même, sur le propriétaire.

Finalement, tout au long de la rencontre qui durera un quart d'heure environ, nous ne parvenons pas à savoir si les autres occupants de l'immeuble ont été expulsés (c'est ce que semblait nous dire le facteur rencontré précédemment), s'il s'agit d'un squat ou si la famille paie un loyer (à un vendeur de sommeil), dans la mesure où lorsqu'on parle d'un propriétaire, ils acquiescent.

Nous n'entrons pas plus loin dans l'appartement et nous ne demandons pas à le faire. Nous apercevons une ou deux chambres au fond, où l'on entend (me semble-t-il) d'autres enfants.

Les fenêtres du salon ne sont pas murées, ni particulièrement calfeutrées.

Nous les remercions et repartons assez vite. La situation est en fait très gênante. Nous n'osons pas poser trop de questions de peur de les mettre dans l'embarras (puisque nous avons bien l'impression qu'ils squattent cet appartement), de donner l'impression de venir les contrôler. [Cas 2.A.1]

Cette mise en série donne bien à voir la variété des situations de gêne des enquêteurs lorsqu'ils frappent à la porte sans y avoir été préalablement invités : ne plus être très sûr que les personnes comprennent le sens de la visite, notamment du fait de la langue, venir spécifiquement chez quelqu'un pour regarder les conditions dégradées d'habitat au point d'en garder une trace par la photographie, ne pas oser poser trop de questions de peur d'être confondu avec des agents de contrôle, essayer des refus, ou au contraire être surpris de l'accueil réservés aux enquêteurs dans de telles conditions, etc. L'enquête vient ainsi s'inter-poser dans la vie quotidienne des habitants, qui re-

çoivent des invités, prennent du repos, vaquent à leurs occupations, etc. ; dans les situations ici évoquées, elle n'a pu vraiment avoir lieu.

Nous n'avons jamais essayé de « forcer » le passage ; c'est en situation et parfois au feeling (parce que l'on sentait telle personne épuisée, ou parce qu'elle semblait de pas avoir compris la raison de notre visite etc.) que nous avons décidé à tel moment de renoncer à un entretien, à prendre davantage de temps aux personnes, à entrer chez les gens, etc. On pourrait dire ici que l'éthique de l'enquête s'est définie en situation, en fonction de la contingence et des appréciations propres aux enquêteurs.

### **La reconnaissance du problème d'insalubrité par la situation d'enquête**

Les comptes-rendus de rencontre et les éléments de l'enquête de terrain mobilisés dans la suite du texte dans les trois livrets font référence à des situations où les personnes acceptaient de répondre à nos questions, et le plus souvent nous recevaient chez elles<sup>14</sup>. C'est donc bien à travers une rencontre avec les habitants que l'état des logements a pu être décrit à chaque fois. Nous nous sommes attachés à leurs propres manières de voir les choses, de définir les problèmes de leur appartement, de leur immeuble.

Dans notre démarche, la reconnaissance de l'insalubrité ou tout du moins du caractère problématique des conditions d'habitat est en quelque sorte liée à la situation d'enquête. Notre sollicitation des personnes et notre entretien avec elles lorsqu'elles l'acceptent actent l'existence d'un problème : nous nous présentons comme faisant une enquête sur les « difficultés liées à leur logement... », et c'est bien cet élément qui autorise les prises de parole des personnes, leur développement pour expliciter dans le détail les termes dans lesquels les problèmes se posent. C'est précisément cette réflexion que l'enquête est venue enregistrer.

Toutefois, une telle reconnaissance de la part des enquêteurs n'a pas d'effet direct sur la situation des habitants (il ne s'agit pas de venir contribuer aux rapports des services d'hygiène, de verser des « preuves » au dossier pour demander une réhabilitation ou un relogement auprès des organismes en charge des problèmes de logement ; ni encore de revenir avec les prototypes d'isolation d'urgence émergeant de la présente recherche).

---

14 Des comptes-rendus peuvent également faire référence à l'état extérieur des immeubles ou des parties communes, lorsque nous n'avons pas été reçus à domicile.

## Du dehors aux dedans

Un autre élément de la méthodologie mise en œuvre est ici à souligner. Le repérage des appartements et donc des familles ciblés par l'enquête (c'est-à-dire susceptibles d'avoir des problèmes d'isolation et plus largement de salubrité de l'habitat) se fait d'abord depuis le cheminement des enquêteurs dans la rue, depuis l'observation des façades, des fenêtres, des halls, de ces *dehors* qui se donnent à voir. La conversation nouée avec les habitants du quartier permet très vite une enquête de proche en proche : l'approche des familles à interroger ne se fait donc non plus seulement par le dehors, mais aussi par les *dedans*, par les connaissances qu'ont les voisins des appartements du quartier et des situations des familles.

Il convient d'interroger ce rapport dehors/dedans sous un triple motif. Premièrement, l'approche par le *dehors* peut être trompeuse : par exemple, la façade de l'immeuble de Brigitte [cas 2.E.1] vient d'être repeinte, pourtant les parties communes et l'intérieur des appartements sont largement dégradés. A l'inverse, dans d'autres immeubles, les façades et les parties communes en très mauvais état ne laissent pas présager le soin pourtant apporté par les habitants aux dedans (décoration soignée, ménage, travaux d'embellissement, etc.). C'est le cas dans la situation suivante :

En haut de la rue, nous remarquons, au milieu d'une série d'immeubles abandonnés, un immeuble qui semble habité. La porte d'entrée est ouverte. Un petit couloir donne sur une cour intérieure, assez biscornue. Nous commençons à faire le tour, à regarder les noms sur les portes. Nous sonnons à plusieurs d'entre elles. La plupart sont assez dégradées (de nombreux signes d'humidité, de moisissures etc.). Seule une porte s'ouvre et à notre grande surprise, sur un appartement refait à neuf. La personne qui nous ouvre est un homme d'une quarantaine d'année. Nous lui expliquons très rapidement la raison de notre venue. Il nous explique qu'il a acheté l'appartement récemment et qu'il l'a refait à neuf. L'appartement du dessous a également été rénové, nous dit-il. Il nous signale par contre l'existence d'autres appartements plus dégradés dans l'immeuble. Ce propriétaire ne se sentant pas du tout concerné par l'objet de notre recherche, il referme la porte assez vite. Et nous, gênés d'avoir imaginé qu'il vivait dans un taudis, nous nous esquivons aussi vite. [Cas 2.B.1]

Deuxièmement, l'enquête parce qu'elle s'intéresse à la manière dont les gens habitent malgré tout leurs appartements, font face aux problèmes, trouvent des bricolages ajustés, se découragent face à l'étendue des problèmes, retrouvent confiance, etc., insiste sur la *vie* qui se déploie au *dedans par-delà les façades*. L'enquête de proximité, dans ce mouvement du dehors aux dedans qu'elle opère, nous permet de toucher cette vitalité, même si comme nous l'avons vu, entrer chez les personnes peut occasionner des situations de gênes.

Troisièmement, dans certaines situations, nous avons été dans l'incapacité, au vu de l'état du *dehors*, de savoir si les dedans étaient habités. Cette situation de trouble – l'incapacité de trancher la question – est presque inimaginable dans une grande ville française en 2013 :

Nous avons déjà visité plusieurs appartements de cette rue, la plupart des immeubles sont très vétustes. Nous sommes devant une ancienne devanture de boutique (l'Épicerie Comestible) au rez-de-chaussée, l'ancienne vitrine est fermée par un grand volet en bois revêtu d'une peinture verte défraîchie et scellé par un cadenas ; l'endroit a l'air abandonné. Mais à côté du grand volet, il y a une fenêtre, avec un rideau blanc-grisâtre : nous frappons plusieurs fois, personne ne répond ; en s'approchant de la vitre, on voit que l'intérieur a l'air ancien (vieux lino, vieille peinture verte et grise délavée). Nous croyons pourtant apercevoir une soucoupe avec des croquettes pour chat sur le rebord intérieur de la fenêtre. Si cette maison est habitée, par où entre-t-on ? Il n'y a pas d'accès visible devant, ni derrière, ni dans l'immeuble contigu. Est-ce qu'il faut ouvrir le cadenas pour franchir le pas de la porte ? Ou bien la maison n'est-elle habitée que par des chats du quartier, que le ou la propriétaire du lieu vient nourrir régulièrement ? [Cas 1.G]

On se rend devant la devanture de la boutique est fermée par une grille en fer, un peu enfoncée, les vitres sont couvertes de vieilles affiches, très sales, brisées par endroit. L'espace entre la grille et la vitre est rempli de canettes vides, papiers gras... On ne peut pas voir à l'intérieur, mais on ne peut pas non plus imaginer que des gens vivent ici. On entre sous le porche pour accéder à la porte d'entrée de l'immeuble sur le côté, fermée. Le plafond du porche est éventré à plusieurs endroits. Un nom est sur la porte, un trou permet la distribution du courrier, celui-ci semble s'être accumulé. On frappe, pas de réponse, mais comment les gens vivant au 1er étage pourraient-ils entendre leur visiteur frappant au rez-de-chaussée, à la porte de l'immeuble ? On passe derrière l'immeuble, les fenêtres de l'appartement du premier étage sont ouvertes, on croit entendre la radio, l'appartement laisse apparaître des murs blancs, sans meuble ni élément de décoration visible depuis la rue. Le reste de l'immeuble a l'air vide, très dégradé, des vitres cassées, des saletés amoncelées dans l'arrière cours. [cas 3.C1]

Ces comptes-rendus font apparaître les propres représentations de l'enquêteur, ce qu'il s'imagine de ces dedans au vue des dehors. Ces situations le troublent et viennent troubler les distinctions entre habitable-inhabitable, salubre-insalubre ; digne-indigne, etc.

Les exemples ici évoqués radicalisent le trouble mais d'autres situations sont venues interroger dans une moindre mesure les représentations de l'enquêteur, ses conceptions normatives du « bien » habiter, du « bon » usage ou encore d'un usage « confortable » d'un lieu : se chauffer en remplissant des

bassines d'eau chaude dans un appartement déjà humide, n'ayant pas les ressources suffisantes pour payer l'électricité, relève-t-il du mésusage ? La posture d'enquête a consisté à mettre en suspens ces jugements pour se focaliser sur la manière dont les habitants concernés vivent dans ces appartements et expliquent y vivre, autrement dit, pour s'intéresser à la vitalité de ces dedans.

Cet aperçu des conditions d'enquête et ces premiers récits nous montrent comment d'emblée en tant qu'enquêteur nous nous sommes trouvés aux prises avec l'urgence en nous proposant d'entrer chez des personnes dont l'habitat était dégradé et qui se trouvaient hors dispositif de prise en charge. Dans de tels cas, ***l'urgence ne se donne plus à voir comme quelque chose de tranché, de déclaré, de reconnu officiellement par les institutions et organismes compétents*** (service d'hygiène de la Mairie, Pact Arim, DDE, etc.) qui évaluent l'état matériel du bâti et agissent en conséquence. Le caractère insupportable et dangereux de la situation, l'urgence sanitaire et/ou sociale dont relèvent les situations (les problèmes de santé liés au bâti, les risques d'accidents, la précarité sociale des personnes contraintes à vivre dans de telles conditions) ne sont pas là évalués *a priori*. Dans cette recherche, il est pourtant bien question *d'urgence*, puisqu'il s'agit d'analyser des situations particulières, à partir desquelles des propositions d'isolation *d'urgence* temporaires seront proposées par le laboratoire et pourront servir à d'autres familles. Là, dans l'enquête de terrain, *l'urgence* des situations prend donc des **contours plus flous** que dans le cadre d'une intervention institutionnelle basée sur des critères précis. Surtout, dans une telle démarche ouverte, **l'enquêteur porte la responsabilité de son regard, de son appréciation des conditions d'habitat**, de ce qui relève de conditions d'habitat indigne ou insalubre, nécessitant donc potentiellement une intervention d'urgence. Son éthique peut se trouver bouleverser puisque face à certaines situations, il peut se trouver confronté à une obligation (au moins morale) d'assistance à personne en danger, il est là pour enquêter sur les conditions de vie très difficiles des habitants sans la garantie que ces personnes seront prises en charge pour améliorer leur situation.

En outre, par l'observation des logements, de leurs dysfonctionnements en série, l'urgence prend un caractère multi-factoriel : elle relève de problèmes techniques multiples et variés, mais aussi parfois de problèmes économiques et sociaux. Par ailleurs, les personnes interrogées elles-mêmes ont leur propre vision de *l'urgence*, des critères qui définissent (ou non) leur situation ou celle de leurs voisins comme relevant de *l'urgence*, leur manière de réagir face à elle, de trouver des solutions qui améliorent leur quotidien, etc. Ainsi, les termes dans lesquels l'urgence se définit varient d'une famille à une autre, et ne concordent pas nécessairement avec celle de l'enquêteur.



Ce questionnement a été central et transversal dans notre recherche – qu'est ce que *l'urgence* ? – tant dans l'approche design que sociologique ; ainsi est-il reconduit tout au long de l'analyse des matériaux et à travers les résultats de celle-ci, nous nous en ressaisirons enfin en conclusion.

## 2. ANALYSE

### 2.1 Axes analytiques

#### 2.1.1 Affects et perceptions actives

L'une des manières de rendre compte des résultats de l'enquête consiste à donner à voir comment les personnes rencontrées se saisissent (comme nous le leur proposons à travers notre visite et nos questions) des problèmes liés à leur environnement proche, identifient les difficultés générées par leurs conditions de logement, et trouvent des manières de faire face et/ou de faire avec<sup>15</sup>.

Nous aborderons ici les résultats de l'enquête à travers une approche en termes de « propagations » : celle-ci nous permet de restituer le caractère dynamique et fortement distribué des problèmes rencontrés par les habitants, au plan sensible et matériel (dans l'espace, le temps, par-delà les frontières entre humains et non-humains)<sup>16</sup>. Plus que sur des unités humaines prédéfinies (individus, personnes, familles, ménages) et sur des choses (qui concentreraient des problèmes dits « techniques »), cette approche permet d'insister sur des transports de matières et d'affects qui « font » les problèmes tels qu'ils sont ressentis/qu'ils affectent<sup>17</sup> et qu'ils sont exprimés par les personnes, tels qu'ils les traversent, les font faire ou au contraire les laissent impuissants.

---

15 Cette posture est étayée par les théories pragmatistes et dites du « second empirisme » (inspirées notamment du travail de William James), elle a été explicitée de manière détaillée dans le livret intitulé *Cadrage commun*.

16 En prenant en compte cette distribution des problèmes par delà les frontières entre humains et non-humains, nous nous situons à la suite de la sociologie de B. Latour, pour qui le travail sociologique ne peut consister qu'en le suivi de mouvements, d'associations et de compositions, sous peine de reconduire l'idée qu'il existerait une société déliée des entités humaines et non-humaines qui lui donnent consistance. Latour, B., *Changer de société, refaire de la sociologie*. La Découverte, 2006.

17 Nous utilisons la terminologie des affects dans le sens spinoziste relevé par G.. Deleuze : « Un corps quelconque, Spinoza le définit de deux façons simultanées. D'une part, un corps, si petit qu'il soit, comporte toujours une infinité de particules : ce sont les rapports de repos et de mouvements, de vitesses et de lenteurs entre particules qui définissent un corps, l'individualité d'un corps. D'autre part, un corps affecte d'autres corps, ou est affecté par d'autres corps : c'est ce pouvoir d'être affecté qui définit aussi un corps dans son individualité. » Deleuze, G., *Spinoza, philosophie pratique*. Editions de Minuit, 1981, p. 165.

L'un des enjeux majeurs de ce compte-rendu consiste alors à donner à voir des êtres réflexifs en situation et en cela actifs, autrement dit : des êtres qui cherchent à garder des moyens d'agir sur leur environnement, sans que le compte-rendu reconduise l'isolement ou l'impuissance éventuelle dans lesquels les habitants se trouvent, mais sans minorer non plus l'ampleur des problèmes auxquels ils se confrontent, les pertes de confiance dans l'environnement, les découragements, les fuites, etc. Pour cela, nous mobilisons une sociologie de la perception, attentive aux *prises*<sup>18</sup> construites en situation par les personnes, en acceptant qu'elles débordent les frontières d'un strict agir rationnel. Parler en termes de *prise* permet en effet d'interroger de manière plus aiguë la question de la confiance dans l'environnement : celles et ceux que nous rencontrons ont partiellement perdu confiance, non seulement en telle ou telle instance en charge de la résolution des problèmes, en leur propriétaire, mais aussi dans leurs murs, plafonds, fenêtres, leur « chez-soi<sup>19</sup> ». C'est précisément parce que la confiance est mise à mal qu'ils se trouvent potentiellement en situation de construire de nouvelles *prises*. Les prises sur les problèmes et parfois la résolution de ceux-ci sont tantôt trouvées dans l'enquête elle-même (comprendre et donc construire le problème, c'est-à-dire le faire advenir comme tel, le faire reconnaître ou tout du moins le faire exister pour un tiers), tantôt dans l'appropriation (d'une pièce, de l'appartement, de l'immeuble, du quartier) ; elles engagent des temporalités différentes (urgence, temps long), et se situent sur des plans différents (aussi bien l'action en justice, que des travaux de rénovation, ou la fabrication de chiens de porte, etc.).

La perspective analytique proposée doit nous permettre de sortir d'une dichotomie entre d'une part une saisie technique et matérielle (où l'isolation se mesurerait au type et à la qualité du matériau isolant utilisé et à son épaisseur) et d'autre part une saisie inverse qualifiée de subjectiviste/relativiste (l'isolation perçue, ressentie par les personnes), pour au contraire redéfinir à chaque fois de manière située et mouvante *ce que c'est que l'isolation*. L'enquête entend bien se placer du côté de ceux qui vivent dans ces logements mais n'entend pas pour autant en rabattre sur la production de

---

18 F. Chateauraynaud et C. Bessy ont proposé une prise en compte sociologique originale de la question de la perception (dans une version très agentive). C'est à eux que nous empruntons le concept de « prise » qu'ils définissent comme : « la rencontre entre un dispositif porté par la ou les personnes engagées dans l'épreuve et un réseau de corps fournissant des saillances, des plis, des interstices » Bessy, C., Chateauraynaud, F., *Experts et faussaires. Pour une sociologie de la perception*. Paris, Métailié, 1995, p. 239.

19 La conceptualisation de l'habitat en terme de « chez-soi » est très présente dans les travaux qui sont menés actuellement par la sociologie du mal-logement. Voir à ce sujet le rapport de Katia Choppin, David Grand, Elodie Jouve et Pascale Pichon, : *Sortir de la rue : les conditions d'accès au « chez-soi »*, rapport DGAS, mai 2010. Ce changement de regard, qui implique la prise en compte de la complexité de ce qui attache à un environnement, nous semble relever d'un changement plus large de paradigme que l'on constate aujourd'hui dans les disciplines des sciences humaines travaillant sur des « données vivantes », notamment en engageant des trajectoires de recherche moins guidées par des paradigmes disciplinaires que par des enquêtes et des questionnements ontologiques (Ian Hacking, Bruno Latour, Bruno Karsenti, Pierre Livet, Ruwen Ogien).

vérité sur le phénomène que l'on désigne lorsqu'on parle d'isolation. Bien au contraire, hypothèse est faite que les personnes elles-mêmes sont les plus à même de saisir et de rendre compte de la multiplicité de ce qui entre en ligne de compte dans ce que c'est ou ce que « fait » une « bonne » ou une « mauvaise » isolation pour eux. De fait, l'enquête empirique a fait apparaître très nettement les connexions que les habitants opèrent sans cesse avec des entités très diverses (y compris au plan macro-logique, en se référant à l'ensemble de la ville de Saint-Étienne ou encore au plan mondial à la « crise des subprimes ») en ce qu'elles participent de l'altération de leur milieu de vie. Les problèmes renvoient alors à des entités, des moyens et des plans très différents qui permettent de lier de manière très directe, et sur un plan qui n'est pourtant pas celui de la montée en généralité, la tâche de moisissure, l'immeuble et son propriétaire, la ville et ses dirigeants, etc.

Ce qui nous intéresse, c'est bien à chaque fois la manière dont ces différents éléments sont articulés et agencés pour attester de tel ou tel problème ou au contraire rendre compte de son caractère insaisissable. Ou bien encore, voir comment en s'attachant à ces *agencements*<sup>20</sup>, ils montrent comment le problème qui les affecte, en affecte bien d'autres. C'est ainsi que l'on verra apparaître des collectifs tels que « ceux qui vivent dans les immeubles construits au-dessus des galeries des mines », « ceux qui vivent dans le quartier visé par tel projet urbain » ; ou mobiliser au cours de visites tel voisin dont l'appartement appartient au même propriétaire, telle voisine dont l'appartement est *aussi* situé sous le grenier ou dont les chambres donnent *aussi* sur la façade nord etc., les habitants de tel immeuble qui est *aussi* mitoyen de tel immeuble racheté par la mairie et vide depuis plusieurs années etc..

## 2.1.2 Ce qui *fait* problème

L'attention alors portée sur ce qui *fait* problème amène à observer la constitution de problèmes qui pourraient ainsi être qualifiés de « communs », plutôt que de « publics »<sup>21</sup>. Cette distinction nous semble importante dans la mesure où elle laisse la possibilité à des problèmes considérés générale-

---

20 La notion deleuzienne d'agencement est utile ici en l'écart qu'elle produit avec d'autres conceptions d'unités multiples plus « molles » (où l'unité est définie par avance, par exemple dans l'idée de « projet »), comme les termes agrégat ou assemblage le suggèrent. Le concept d'agencement insiste en effet sur l'hétérogénéité des éléments mis en jeu et en même temps sur l'articulation entre ces éléments, ainsi la description des agencements consiste-t-elle plutôt en l'exposition de séries divergentes qu'en la production d'homogénéités. Deleuze, G., Guattari, F., *Mille plateaux*. Ed. De Minuit, 1981. (Chap. IV. « Postulats de la linguistique »).

21 Parler de « constitution de problèmes » renvoie directement à la théorie pragmatiste de l'émergence des publics chez J. Dewey. Si nous parlons de « problèmes communs » plutôt que de « problèmes publics », ce n'est pas tant pour nous détacher de Dewey que par souci de clarté, afin donc de ne pas laisser supposer que nous distinguons dans l'enquête des espaces privatifs et des espaces publics, le privé du public (étant entendu que ce n'est pas non plus ce que fait Dewey). Dewey, J., *Le public et ses problèmes*. Folio, 2010 [1923].

ment comme relevant d'un domaine infra-public, privé, affectif ou communautaire d'émerger comme des problèmes qui *concernent* de manière située les habitants des appartements visités tout autant que les propriétaires, les habitants des immeubles voisins, les institutions en charge de l'application des réglementations sanitaires, etc. Si l'analyse des grandes controverses scientifiques par la sociologie<sup>22</sup> a su faire valoir que la constitution de publics concernés dépassaient très largement le cadre des « acteurs » des projets (que l'on pense à l'affaire de l'amiante ou à l'analyse de conflits très locaux sur l'implantation d'incinérateurs de déchets), elle est relativement peu ajustée sur une problématique comme celle que nous traitons ici, où la dimension de l'habiter est centrale. Nous empruntons à cette sociologie le concept de *matter of concerns*, parce qu'il permet de percevoir des réseaux d'acteurs qui n'apparaîtraient pas autrement (de ne considérer que les positions d'expertise), mais nous nous décalons aussitôt d'une grille de lecture en termes de « constitution de publics », afin de prendre toute la mesure affective de ce dont nous parlons (pour cela, nous parlerons de constitution de communs). Aussi, c'est afin de mieux rendre compte de ces trajectoires un peu triviales, de ces constitutions fragiles, que nous avons inséré dans les développements qui suivent de nombreux comptes-rendus d'observation :

Alors que nous sommes toujours dans la montée d'escalier, Brigitte nous parle de la situation de ses voisins. Au-dessous de chez elle, c'est une femme qui vient de déménager. Elle a fait venir les services d'hygiène et ils ont trouvé du plomb et de l'amiante. La mère de cette femme vit toujours dans l'immeuble, sur le palier d'en face, mais elle n'est plus là en ce moment car elle s'est faite agressée un soir dans la cage d'escalier. Brigitte nous montre aussi les marches cassées qui sont réparées à la va-vite. L'une d'ailleurs a été réparée avec une planche qui ne fait même pas la même longueur. Résultat : elle risque de trébucher à chaque fois qu'elle rentre chez elle. D'ailleurs, il y a une voisine qui est tombée dans les escaliers à cause de ces marches et qui s'est cassé le coccyx. Elle nous montre aussi les fils électriques qui pendent un peu partout, les tapis posés à certains endroits par la propriétaire pour, dit-elle, « cacher la misère ». [Cas 2.E.1]

En montant, cette locataire, Brigitte, nous parle des marches cassées, des planches rajoutées mais trop longues donc tout aussi dangereuses, du carreau de fenêtre cassé depuis deux ans. Elle nous invite à porter attention au trajet qu'elle a quotidiennement à emprunter pour parvenir à son appartement, mais chemin faisant, elle décrit aussi des problèmes communs à l'ensemble des habitants de l'immeuble, au sens où ils en font tous l'expérience. Il ne s'agit pas pour elle d'objectiver le fait que ces planches mal ajustées puissent constituer en soi un problème, mais d'abord de relier ce problème avec d'autres (du plomb, de l'amiante, des fils dénudés, des agressions physiques, des tapis « caches

---

22 Callon, M., Lascoumes, P., Barthes, Y., *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris, Seuil, 2001.

misères » sur les marches et le palier troué) puis d'en restituer les conséquences sanitaires directes, en l'occurrence la chute et la blessure au coccyx de l'une de ses voisines récemment tombée dans les escaliers. Non seulement l'entité pertinente pour comprendre l'étendue du problème n'est pas dans cet extrait l'appartement, mais c'est aussi ce qui fait que le problème de coccyx de sa voisine fait aussi parti de *son* problème.

A l'inverse, on pourra noter la manière dont, dans un immeuble rapidement visité, le syndicat de propriété semble trancher abruptement sur ce qui est *commun* et ce que peuvent être par conséquent des problèmes communs : « chaque propriétaire gère ses problèmes ».

Un immeuble dans une impasse. La porte de l'allée est entrouverte. Nous entrons. Au dos de la porte d'entrée, une petite affiche, manifestement laissée par les locataires du rez-de-chaussée. « Appartement mal isolé, nouveau né, électricité coûte cher. Merci de bien fermer la porte. » Nous décidons donc d'entrer. Nous croisons dans les escaliers une vieille dame, à qui nous expliquons très rapidement la recherche : un état des lieux des immeubles dans le quartier, les problèmes d'isolation.... Elle nous répond assez sèchement qu'elle n'a rien à nous dire. « On n'a pas de problèmes », « de toute façon il faut voir avec le syndic de propriété pour ça ! ». Elle s'en va. Nous attendons un peu et continuons à monter les escaliers. Nous ne savons pas où sonner. Nous arrivons enfin au dernier étage. Nous sonnons à l'une des portes. Un jeune garçon vient nous répondre. Son père n'est pas là. Nous lui expliquons tout de même la raison de notre venue. Il nous répond que pour les appartements, c'est chaque propriétaire qui gère ses problèmes. Par exemple, son père veut changer ses fenêtres, depuis longtemps parce qu'elles sont en bois et qu'elles sont en très mauvais état, c'est à lui de le faire... [Cas n°2.I : 2.I.1, 2.I.2, 2.I.3]

Parfois encore, les habitants disent ne rencontrer aucun problème, que rien ne leur donne consistance au moment où nous les rencontrons. Bien sûr, il y a là un effet de l'enquête par porte-à-porte, et l'on comprend bien que des habitants n'aient aucune envie de se confier à un inconnu. Dans l'exemple qui suit, ce n'est pourtant pas cela qui est en jeu, puisque la personne nous ouvre sa porte et nous fait entrer ; aussi, nous entrons chez elle parce que nous repérons nous-mêmes un problème:

Un homme au rez-de-chaussée ouvre sa fenêtre nous voyant hésiter devant les interphones et stationner depuis quelques minutes devant l'immeuble. Nous avons remarqué le pignon du bâtiment qui avait été recouvert de plaques (un bardage de laine de verre, recouvert d'une peinture d'arbres avec le ciel et le soleil) dont certaines avaient été totalement ou en partie arrachées laissant voir des traces d'humidité. Nous présentons l'étude à cet habitant, il nous répond être propriétaire de son appartement et ne pas rencontrer de problèmes. Il ne sait pas quand ont été réalisés les travaux sur le pignon. Il vit ici depuis 10 ans, dit apprécier la vie dans

son appartement et son immeuble. Au bout de quelques minutes, il nous propose d'entrer chez lui, nous montre des éléments de décoration (il semble avoir des petites collections d'objets), nous dit aussi qu'en ce moment il stocke chez lui des gros appareils ménagers neufs pour ses voisins qui vivent à l'étage et qui vont déménager. Il nous parle aussi de son voisin du dessus, président de la copropriété, « devenu un bon copain ». Il nous parle aussi des enfants, des familles qui ont des petits en bas âge avec les poussettes qui stationnent au rez-de-chaussée. Il apprécie la bonne entente, le fait que les habitants soient de toutes origines, qu'il peut discuter notamment avec des familles des Comores ou du Mali. Il nous montre aussi la manière dont les habitants se sont auto-organisés pour le ménage des parties communes et la sortie des poubelles : un planning a été établi, il est noté au feutre sur un simple calendrier cartonné et affiché à côté des boîtes aux lettres (ce format a un côté très familial), avec en plus des indications pour sortir les différentes poubelles ; et comme il nous le précise, là aussi la bonne entente fonctionne, les habitants se rendent service en échangeant leur tour. [Cas n°3.F.1]

Ici, il y a bien un problème apparent sur le pignon, mais la situation ne *fait pas* problème pour cet habitant : peut-être parce que le problème n'infiltré pas encore, qu'il ne s'est pas propagé dans l'appartement, mais ce qui nous semble remarquable ici – et ce que l'on aimerait souligner – c'est la confiance que cette personne manifeste dans son environnement proche, humain et non humain, et en retour la confiance que ses voisins lui manifestent (l'auto-gestion du ménage, le garde-meuble). L'habiter ne semble ainsi pas mis à mal, et alors que nous venons le voir pour parler des problèmes d'isolation, il n'aura à cœur que de nous montrer toute la confiance *en* et *de* ce qui l'entoure. Parler de son habiter c'est pour lui parler de cette solidarité de voisinage pour les corvées (le ménage, les poubelles) mais aussi du plaisir d'habiter là (de discuter, de se faire des amis, etc.).

### 2.1.3 Allagmatique de la propagation

Les entrées analytiques que nous proposons dans la suite de notre propos ne dessinent pas un mouvement linéaire (qui irait de *l'insinuation* des problèmes dans l'appartement à la *contamination* des corps par diverses maladies) puisqu'on ne sait jamais quand cela commence, on ne sait jamais quand cela s'arrête. Toutefois, elles tentent de produire une série différenciante, dans le sens de l'analyse généalogique proposée par Michel Foucault, en prenant en compte la dimension événementielle, sérielle, de régularité et de possibilité des phénomènes observés et que nous voulons restituer ici au plus près de leur cours d'effectuation<sup>23</sup>. L'heuristique de l'analyse que nous proposons

---

23 « Quatre notions doivent donc servir de principe régulateur à l'analyse : celle d'événement, celle de série, celle de

repose en effet sur de petites opérations de différenciation, à l'intérieur d'une trame générale marquée par la répétition des phénomènes. La répétition d'exemples dans le cours du développement qui suit constitue le point d'angle de cette approche généalogique, il consiste à regarder la même situation sous différentes perspectives qui, à chaque fois, décalent de la précédente : une situation marquée par *l'accumulation* de problèmes peut tout aussi bien être *contaminante*, mais c'est du contraste produit entre les deux qu'émerge le sens dont nous voulons rendre compte. Aussi, le poète Charles Peguy, réfléchissant en philosophe sur le devenir de l'histoire<sup>24</sup>, nous a inspiré un certain souffle, celui d'une puissance de véridiction de la répétition, ou puissance *poïétique*, capable de créer du sens non pas *sur* les choses, mais *entre* elles.

En répétant de manière discontinue différents transports de matières et d'affects qui *fabriquent* des problèmes, nous voulons également mettre la focale sur ce que Gilbert Simondon a identifié par la théorie de l'allagmatique<sup>25</sup>, en opposition au principe hylémorphique platonicien, encore dominant aujourd'hui dans les sciences sociales. En ne différenciant pas trop vite la matière et la forme, on peut en effet accéder à une certaine vibration des phénomènes, vibration qui peut venir caractériser sur un même plan descriptif la propagation des corps volatils (molécules odorantes, molécules d'eau, flux thermiques) et celle, affective, produite par la pratique quotidienne d'un environnement entaché ou progressivement gagné par l'humidité, le froid, la moisissure ou les puanteurs. Interrogeant l'allagmatique de Simondon à la lumière des sciences des matériaux, le sociologue des sciences J. Roux propose de « redistribuer les frontières entre monde vivant et monde inerte [...] Il ne s'agit plus pour l'être physique d'être dans un *en soi*, mais il s'agit pour lui d'être dans un contexte d'usage, dans tel environnement, dans tel conditionnement, et d'être donc dans la durée, par individualités successives, par métamorphose poursuivie de la relation individu/milieu associé »<sup>26</sup>.

---

régularité, celle de condition de possibilité. Elles s'opposent, on le voit, terme à terme : l'événement à la création, la série à l'unité, la régularité à l'originalité, et la condition de possibilité à la signification. Ces quatre dernières notions (signification, originalité, unité, création) ont, d'une manière assez générale, dominé l'histoire traditionnelle des idées, où, d'un commun accord, on cherchait le point de la création, l'unité d'une œuvre, d'une époque ou d'un thème, la marque de l'originalité individuelle, et le trésor indéfini des significations enfouies. » Foucault, M., *L'ordre du discours. Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*. Gallimard 1971, p. 60. Si Foucault traite un matériau discursif, c'est bien toujours dans sa performativité, dans sa matérialité même, aussi nous semble-t-il tout à fait approprié de suivre ici cette voie généalogique.

24 Dans *Clio*, C. Peguy multiplie les répétitions pour faire apparaître les événements (petits et grands) que l'histoire se charge toujours de recouvrir par la signification. Répéter, c'est ainsi redécouvrir l'événementialité ordinaire de l'expérience. Peguy, C., *Clio*. Gallimard, 2000 [1931]. Il nous faut dire aussi que si nous accordons une telle importance à l'agencement répétition-événement de Peguy c'est qu'il structure la conception deleuzienne de l'évènement. Deleuze, G., *Différence et répétition*. PUF, 2000 [1968].

25 La démarche de l'allagmatique simondonienne, en considérant des opérations plutôt que des structures, des matériaux en devenir plutôt que des matières inertes (dont on pourrait extraire des qualités intrinsèques) propose une lecture ontologique très novatrice des phénomènes techniques. Le concept central dans cette démarche est celui d'*individuation*, en ce qu'il permet de délaisser une ontologie de l'essence (l'être-en-tant-qu'être) pour une ontologie dynamique et événementielle (tout à fait concordante avec ce que Michel Serres désigne par l'être-en-tant-qu'*autre*). Voir le supplément « Allagmatique » dans Simondon, G., *L'individu et sa genèse physico-biologique*. Aubier, 2001, p. 261.

26 Roux, J., « Entre le moule et l'argile. La science des matériaux est-elle allagmatique ? », in : Roux, J. (coord),

S'agissant des transports de matériaux problématiques ou l'on peut dire de problèmes qui se matérialisent dans l'environnement des personnes, nous en proposons à la suite cinq modes de saisie.

- Le premier consiste en la description d'un mouvement d'*insinuation*, lequel doit nous permettre de percevoir la phénoménalisation des problèmes, leur lente et progressive apparition.
- Le second mode de saisie, qui est aussi celui qui qualifie la forme prise par notre enquête de terrain, est conduit par le mouvement de *propagation*. Nous suivrons là différentes chaînes causales qui soumettent un problème à un autre, et ainsi de suite.
- Le troisième mode de saisie, la *réurrence*, doit pouvoir nous faire entrevoir la cinétique complexe des problèmes, les étranges rapports de vitesse et de lenteur qui font leur persistance.
- Le quatrième mode de saisie est celui qui indique l'*accumulation* de problèmes que l'on dira connexes, ils s'additionnent et se superposent les uns aux autres.
- Enfin, la *contamination* qualifiera le dernier mouvement dont nous voulons rendre compte. En naviguant plus franchement entre les diverses échelles (l'immeuble, le quartier, la ville, le continent européen) et en posant plus ouvertement la question de l'ordre anthropologique que l'ensemble des mouvements de matériaux/problèmes dessinent, nous examinerons l'opérativité ambiguë du concept d'immunisation.

L'ensemble de ces mouvements s'accompagnent de modalités de résolutions mises en œuvre par les habitants. Suivre les réseaux de déploiement des problèmes implique ainsi tout au long du chemin de rencontrer le caractère actif des humains avec lesquels ils livrent un véritable corps-à-corps. En effet, si nous parlons de problèmes, il faut le rappeler une dernière fois, ce n'est pas *en négatif*, au sens de la tradition critique en philosophie ou en sociologie, mais bien dans un sens pragmatiste : les problèmes correspondent à autant d'interruptions dans les cours d'action ; les suivre, c'est forcément suivre les enquêtes qui permettent d'en rétablir (ou non) le cours.

---

Gilbert Simondon, *une pensée opérative*. Presses Universitaires de St-Etienne, 2002, p. 298.



## 2.2. Développement

### 2.2.1 Insinuation



On peut juger des fictions cinématographiques à leurs qualités artistiques, sur un plan autonome qui serait celui de l'esthétique ou de l'art, mais on peut aussi les investir d'une certaine capacité à donner du sens à des situations vécues, difficilement descriptibles autrement<sup>27</sup>. C'est bien en cette deuxième acception que nous présentons cette première entrée analytique à l'aide du film d'angoisse « Dark Water » du réalisateur japonais Hideo Nakata<sup>28</sup>.

Le film débute par le déménagement de l'héroïne et de sa petite fille dans un nouvel appartement, plus grand que le précédent, après un divorce difficile. Le déménagement s'accompagne pour l'héroïne de la fin d'une longue période de chômage parsemée d'obstacles de tous ordres et doit venir marquer le début d'une nouvelle vie, plus confortable. Mais l'insalubrité de ce nouveau logement apparaît vite, quoique de manière progressive : c'est d'abord une petite tâche au plafond, remarquée quelques jours après l'emménagement qui commence à inquiéter l'héroïne, mais la tâche s'agrandit

27 Une telle conception de la fiction est proposée dans *l'Enquête sur les modes d'existence* de Bruno Latour. Ce dernier, en détachant des « êtres de fiction » du domaine strict de l'art, leur confère au passage une capacité propre de dire quelque chose de vrai sur le monde, ils constituent en cela un mode d'existence particulier de la vérité. Latour, B., *Enquête sur les modes d'existences. Une anthropologie des modernes*. La Découverte, 2012. (voir le chapitre 9 « Situer les êtres de la fiction » pp. 238-260)

28 Nakata, I. (réal.) Ichise, T. (prod.) *Dark Water*, film, 2002.

de jours en jours, en même temps qu'augmentent des bruits étranges provenant eux aussi du plafond. L'héroïne identifie alors une présence fantomatique dans l'appartement, une ombre de petite fille hante les lieux...

La trame narrative du film *Dark Water* peut être lue comme la description d'une insinuation malsaine mettant à mal l'habiter. La découverte de l'insalubrité du logement se fait progressivement et à mesure que s'étend la tâche, s'étend également l'inquiétude d'abord de vivre dans un logement inhabitable puis (c'est bien là le ressort fantastique du film) celle plus effrayante encore de vivre en compagnie d'un fantôme. L'eau et l'angoisse s'insinuent, l'habitat et le quotidien de l'héroïne se trouvent indistinctement bouleversés alors que la mise à mal s'étend à toutes les sphères de son existence (la garde de sa fille est mise en danger, elle est au bord de perdre son travail...).

Cette entrée en matière fictionnelle nous semble tout à fait pertinente pour comprendre ce qu'il en est d'un habiter mis à mal. On perçoit bien en effet, par le contraste que le langage codifié de ce film d'épouvante produit avec un langage technique ou scientifique, combien les registres en jeu sont multiples et entremêlés et de ce fait traversent bien souvent les frontières auxquelles la description scientifique les assigne. Qu'elles relèvent de l'action publique ou des sciences sociales, les catégories « d'indigne » « d'insalubre » ou même de « précaire » infèrent un phénomène à des causalités techniques, économiques, psychologiques et sociales, mais en ne tenant pas suffisamment compte de leurs ramifications affectives, des séries de conséquences qui s'en suivent et de leurs effets (rétroactifs) sur le phénomène lui-même. La figure fictionnelle du fantôme, quant-à-elle, a cette particularité de traverser les espaces, elle se rend présente autant dans la tête que dans l'appartement, dans l'imaginaire que dans le réel, autant dans l'affectif que dans l'intelligible, elle s'insinue dans le présent et l'à *venir*, elle ne cesse de se manifester et de se rappeler à ceux qu'elle hante.

Comme le fantôme de *Dark Water*, l'humidité, le froid, les courants d'airs s'insinuent, mais aussi les odeurs (d'humidité, de poubelles, de logements voisins mal entretenus, de poussière, de tabac), les bruits (du voisinage, de la rue), les souris, les blattes et les cafards ou d'autres éléments encore comme le plomb des peintures ou des canalisations qui se transmet dans l'air et dans l'eau... Ces éléments entrent dans le logement, s'immiscent dans l'espace de vie des habitants, jusque dans leur corps même (lorsque l'on respire un air impur, lorsque l'on boit une eau souillée) sans que l'on puisse les en empêcher ; ils passent à travers les murs, les fenêtres, les plafonds, les sols, sans même que l'on ne les voit parfois. L'insinuation renvoie donc d'abord à l'apparition d'un problème dont le mouvement est perceptible (de bas en haut ou de haut en bas, à travers les dalles, le plafond ou les murs), sans pour autant que (dans un premier temps au moins) l'origine exacte puisse être précisée :

Nous montons au dernier étage et sonnons au cabinet de travail (« magnétiseur-humaniste ») qui nous fait face. Une dame nous ouvre la porte et nous engageons la discussion. Elle habite l'immeuble depuis une dizaine d'années, et si elle ressent des problèmes d'isolation dans son appartement, ce n'est pas le cas dans son cabinet de travail. **Elle nous dit que le froid vient d'en bas, qu'elle le sent vraiment dans son appartement, dont le sol est toujours très froid.** [Cas n°1.L.1]

Elle nous dit tout de suite que le problème de cet appartement est effectivement le chauffage, l'immeuble n'étant pas relié au gaz de ville. L'appartement est chauffé par des radiateurs électriques, dont elle estime le coût mensuel à 200€ à 400€ en hiver, seules deux pièces ne sont pas chauffées, sa chambre et une autre pièce dont elle ne précise pas l'usage. **Selon elle, la chaleur s'échappe par les escaliers qui montent à l'étage.** [Cas n°1.I.3]

Le co-proprétaire nous montre les problèmes d'infiltration d'humidité dans la cage d'escaliers : de grosses tâches grises sur le crépi blanc défraîchi, il nous dit que la façade est complètement perméable. On entre dans son appartement, dans la cuisine. Le contraste est saisissant : il y fait très bon, l'appartement est équipé de double vitrage. La cuisine est équipée d'un mobilier des années 70 « comme neufs ». Il nous dit être satisfait du chauffage collectif. Mais il nous dit de temps en temps sentir en dessous des placards de la cuisine incorporée, à travers la faïence, un léger courant d'air provenant de la cage d'escalier. Il passe sa main devant la faïence, à la recherche de cette sensation plusieurs fois ressentie, il veut nous la faire sentir à nous aussi. [Cas n°1.N.1]

Au rez-de-chaussée du n°24, un homme d'une cinquantaine d'années nous ouvre. **Tout de suite, il nous indique qu'aucune des fenêtres n'est vraiment isolée, puisque ce sont de vieilles fenêtres en bois en simple vitrage et en mauvais état.** Le propriétaire s'est engagé à toutes les changer à la fin de l'hiver. Il se chauffe au gaz bouteille et nous dit « ne pas oser faire le calcul de ce que ça lui coûte » [Cas n°1.J.1]

Brigitte nous amène dans la salle de bain, nous montre les moisissures. Elle nous montre aussi l'écart qui grandit entre le carrelage et le mur extérieur (plusieurs centimètres en un an), les prises installées dans la cuisine juste à côté de l'arrivée d'eau, le jour entre le mur et le cadre de porte, une chambre où il fait très froid, etc. [Cas n°2.E.1]

Cette série de courts exemples permet de donner à voir que les problèmes d'isolation sont très majoritairement repérés par les habitants de logements peu ou mal isolés. Ils permettent aussi de voir que ces problèmes apparaissent d'abord par capillarité (le sol froid par exemple, l'humidité d'un mur extérieur) et par la perméabilité des logements au froid et à l'humidité (ce peut être aussi aux bruits et aux mauvaises odeurs). Avec l'insinuation il y a pour les habitants une première rupture dans la continuité de l'habiter doublée d'une première interrogation : d'où proviennent les problèmes ? Car si nous parlons d'insinuation c'est aussi que les problèmes ne sont pas rapidement détectables, et c'est en habitant au quotidien qu'on les voit et les sent surgir progressivement, ils sont découverts au fur et à mesure de leur lente apparition et de leur dissémination dans l'espace de l'habiter.

Mais dès lors que les problèmes sont détectés, une enquête débute pour les habitants. Si l'intrigue du film *Dark Water* consiste en la mise en scène d'une enquête qui a pour but la découverte de l'origine de la présence fantomatique autant que des problèmes d'infiltration d'eau dans le logement, c'est qu'une fois passé la terreur, l'héroïne agit, enquête et parvient même à la fin du film à élucider l'affaire (ce qui n'est malheureusement que rarement le cas pour les personnes que nous avons rencontré). Face à l'insinuation, et lorsque le constat est établi par les habitants, il s'agit alors pour eux de qualifier, mesurer et établir les termes et l'ampleur du problème. On repère différentes modalités pour décrire le problème. Une première, phénoménale (« la chaleur s'échappe », le « sol est très froid ») ; une deuxième basée sur un indicateur, le plus souvent l'indicateur retenu est la note d'électricité (200 euros mensuels en hiver), mais ce peut être aussi grâce à un testeur d'humidité ou un thermomètre. Enfin, un troisième : la monstration, on pointe du doigt la tâche d'humidité ou le papier-peint qui se décolle (comment, par quelles formes, se manifeste le problème – on pointe des preuves tangibles). Dans certains cas, notamment dans l'avant dernier exemple cité (cas n°1.J.1), l'ampleur du problème est telle que l'habitant préfère ne pas en connaître la mesure exacte (par sa traduction en facture de gaz). En même temps, cette réaction ne doit pas être perçue ici comme une complète déprise puisque la résolution a déjà été programmée pour le printemps, par l'engagement du propriétaire à changer l'ensemble des fenêtres.

Visite du grenier : vétuste, gros problèmes d'isolation au niveau de la toiture, pas d'isolant, juste des petits morceaux de laine de verre déchiquetée éparpillés au sol. Il fait très froid sous les combles, il y a déjà un appartement où vit une dame âgée malade, et les propriétaires (2) auraient pour projet de faire deux appartements supplémentaires sous les combles. Aujourd'hui, on y sent le vent passer. Mme Chafak (peut-être avec d'autres voisins ?) a fait remettre quelques tuiles, juste en haut de l'escalier, il y avait un trou, c'est de là que venaient les fuites d'eau sur le palier. A cet endroit, sous les toits, il fait très froid. [Cas n°1.C]

Nous apprenons qu'il y a beaucoup de problèmes d'infiltration d'eau dans le coin, en partie à cause de canalisations souterraines vétustes. Une partie de la rue qui passe devant le parking du musée de la mine s'est effondrée il y a quelques temps suite à l'effondrement d'une canalisation. Au début de la rue, côté impair, où il y a les quatre immeubles murés, il y avait une rivière, peut-être en cause des inondations et de l'humidité des immeubles. (Ces immeubles ont été rachetés par la ville, il y a apparemment le projet de construire une place, et d'amener une ligne de tramway jusqu'ici. L'immeuble où nous sommes était aussi concerné par un rachat par la ville, mais ne l'est plus, le rachat s'arrête au n°7, en face.) Les caves de l'immeuble sont inondées en permanence et une pompe fonctionne en continu pour maintenir le niveau. Ils aimeraient vider définitivement les caves de cette eau, mais cela coûte trop cher, 3000€ pour intervenir (via la mairie) avec une caméra et localiser les endroits cassés. Si les canalisations sont bouchées, ça ne marche pas. Ils pensent qu'elles le sont, et qu'elles sont vétustes un peu partout sur ce périmètre. Il y a un lotissement juste derrière qui a été inondé, un garage à côté s'est effondré. [Cas n°1.Q]

Ces deux exemples illustrent deux cas extrêmes où si l'origine des problèmes est bien identifiée dans les deux cas, les possibilités de résolutions semblent quant à elles, si ce n'est introuvables, à tout le moins très lointaines. La découverte de l'insinuation, de son ampleur et de la porosité au froid et à l'humidité de l'appartement voire de l'immeuble dans son ensemble renforce le sentiment que le véritable responsable (le propriétaire dans le premier exemple, la mairie dans le second exemple) est absent ou défaillant, qu'il ne tient pas ses responsabilités, qu'il ne fait rien ou pas assez pour contrer l'insinuation, en bref c'est le sentiment d'abandon des locataires comme des propriétaires qui se trouve renforcé. Les chaînes défaillantes ici sont aussi bien techniques – les murs, les toits, les planchers, les fenêtres, etc. ne jouent plus leur rôle –, que sociales - les liens sont défaillants entre locataire et propriétaire, entre propriétaire et service municipaux. Dans de nombreux cas, les personnes expliqueront avoir alerté leur propriétaire et les services d'hygiène de la municipalité à de nombreuses reprises, ces derniers n'auraient pas répondu, tardivement et partiellement, l'insinuation n'ayant fait que progresser entre temps.

Nous nous arrêtons ensuite au 44-46. Un jeune homme entre 20 et 30 ans nous ouvre au premier appartement où nous sommes, au fond d'un long couloir sombre, au rez-de-chaussée. Il nous propose tout de suite de rentrer, d'une manière plutôt cordiale. Il nous amène dans son salon pour nous montrer des traces d'humidité. Au passage nous apercevons une femme dans la cuisine, qui est en train de préparer à manger à un bébé. Nous ne verrons pas la chambre, qui est l'unique pièce supplémentaire. Dans le salon, qui ne fait pas plus de 15m<sup>2</sup>, deux fenêtres donnent directement sur la rue, au dessus de l'une d'elles, une importante trace d'humidité (moi-

sissures) est apparente. L'homme l'explique par le fait que contrairement à l'autre fenêtre, celle-ci n'a pas de chauffage en dessous. Le problème s'était déjà posé l'année précédente, en dessous de la première fenêtre, où déjà des traces d'humidité étaient apparues. Ils avaient averti le propriétaire, qui était intervenu relativement vite, en remettant de l'enduit et un « produit anti-moisissure ». Cette fois-ci, et alors que le propriétaire a été averti depuis au moins un mois du problème, il n'est toujours pas passé. Il remarque également des courants d'air dans les encadrements des fenêtres et nous dit payer d'importantes factures de gaz, bien qu'il ne puisse nous en préciser le montant exact. Lorsque nous lui posons la question de savoir comment les murs et les plafonds sont isolés, il nous dit ne pas le savoir. [Cas n°4.E.2]

Il fait très chaud dans l'appartement, on sent un manque d'aération. L'intérieur n'est pas sain, trop humide et anormalement froid selon les dires du père, surtout le carrelage au sol. Pour parler d'isolation, il nous dit que chez lui c'est : « Isolation 0% humidité 100% ». Ce sont les termes du résultat du diagnostic posé par les services d'hygiène de la municipalité. Le mur ne comporte pas d'isolation intérieure. Il y a un problème important d'infiltration d'eau par la façade, depuis une fuite du chéneau, le tuyau de descente est endommagé, le mur se défait, c'est bien visible de l'extérieur. La fille souffre d'allergies et de troubles respiratoires dont la cause serait l'humidité prégnante. A chaque fois que les tâches d'humidité réapparaissent sur les murs du salon, le père repasse une couche d'enduit, il y a donc une bonne épaisseur d'enduit. Quelqu'un du service d'hygiène lui avait dit de laisser les traces apparentes pour permettre de constater les dégâts, mais personne ne vient jamais constater, et il est difficilement supportable de vivre avec cette moisissure, surtout avec les problèmes de santé de leur fille. Dans la chambre des enfants, le papier peint a été en partie enlevé, à un moment où ils pensaient pouvoir faire des travaux rapidement. Depuis, pas de travaux, les murs sont restés comme ça. Il y a un trou dans le mur au niveau de la cloison mitoyenne de la chambre et du salon. Les lits des enfants étaient avant à cet endroit, c'est une barre des lits superposés, en appui sur le mur, qui a fait ce trou. La cloison est dans un état critique côté façade. Ce problème leur a fait changé l'aménagement de la chambre. Recours : Cette famille a appelé le service d'hygiène de la ville. Celle-ci a posé un délai au propriétaire. Ce délai n'est pas respecté. [Cas n°1.P.1]

Les deux précédents exemples montrent les habitants *en action* face aux problèmes qu'ils rencontrent. Ils mettent en œuvre des procédures amiables ou légales de recours, mais se trouvent finalement impuissants face à ces insinuations. Le fait est que dans les deux cas, le problème ne se situe pas seulement à son point d'apparition, il est plus diffus (dans le temps et l'espace) et plus têtue (dans les termes de sa résolution), le fait est également que dans les deux cas, les locataires veulent démé-

nager au moment où nous les rencontrons et la fuite, comme dans de nombreux autres cas, semble en bout de course la seule échappatoire. Dans le premier exemple, faire appel au propriétaire résout une première fois le problème mais lorsqu'il se représente une année plus tard, la même sollicitation ne porte pas ses fruits. Et c'est un peu la même chose qu'il se passe dans le second exemple : les locataires font appels une première fois aux services d'hygiène de la mairie qui répondent en venant repérer et mesurer le problème (« 0% d'isolation, 100% d'humidité »), mettent à demeure le propriétaire de le résoudre lorsque les locataires font à nouveau appel à eux mais la situation reste inchangée au moment où nous menons l'enquête.

Dans les deux exemples, les tentatives de résolution en passent aussi par des moyens techniques plus ou moins bricolés, en l'occurrence ici en couvrant les traces d'humidité d'enduit de plâtre, mais là encore, ce genre de résolutions paraît bien dérisoire compte tenu de la diffusion des problèmes. Nous avons rencontrés dans l'enquête toutes sortes de bricolages pour empêcher les insinuations, ainsi sur un sol froid on pourra mettre un tapis (pas une protection « ciblée » mais élargie à l'ensemble du plancher ou pour le moins une grande surface), repeindre l'ensemble d'un plafond pour une tâche d'humidité, ou couvrir d'épais rideaux tout un encadrement de fenêtre pour empêcher les courants d'air. Nous avons à cet égard remarqué comment les habitants bricolent des équipements qui finissent par se standardiser, se systématiser : pour exemple, dans un immeuble, toutes les portes sont équipées de chiens de portes de modèle différent, mais cloués à la porte depuis l'extérieur. Avec ces clous, un équipement domestique venant habituellement agrémenter les appartements suivant les préférences singulières des familles et pouvant être ajouté ou enlevé si besoin, devient un équipement standard. Il fait partie des portes-d'entrée-des-appartements-de-l'immeuble.

## 2.2.2 Propagation

[« Se dit des ondes, de la lumière, de la chaleur... Fait de s'étendre de proche en proche; progression, diffusion dans un milieu. Mouvement d'une onde sonore ou lumineuse s'éloignant de son origine. *Propagation d'un incendie, d'une épidémie; propagation de la chaleur.* » (cntrl.fr) [Pasteur] a, une fois pour toutes, affirmé la propagation des maladies infectieuses. Quillet *Méd.* 1965, p.191. ]

Comme le mouvement d'insinuation, le mouvement de propagation se caractérise par la diffusion des problèmes et leur indifférence aux frontières physiques, ce qui fait sa spécificité est donc à chercher ailleurs : dans la propension des problèmes à en entraîner d'autres à leurs suites, dans cette sorte d'effet domino que leur déploiement induit. Il correspond donc à la fois à l'accroissement, à la

poursuite et au développement du problème (suivant une ou plusieurs chaînes causales ou un faisceau de problèmes connexes) mais également bien souvent aux premières mesures de résolution entreprises par les habitants.

D'une part les problèmes apparaissent souvent d'emblée multiples (froid, humidité, etc.) et multidirectionnels (venant d'en haut, d'en bas, etc.) ; d'autre part, la découverte d'un problème en entraîne souvent un autre. On a pu ainsi voir apparaître dans l'enquête des galeries souterraines faisant pencher des immeubles, lesquels immeubles font travailler les murs et les fenêtres, faisant peu à peu apparaître un jour entre murs et carrelages, fenêtres et encadrements, jusqu'à empêcher la fermeture de ces fenêtres... Dans les deux cas qui suivent, rencontré à de nombreuses reprises, la résolution du problème de froid ressenti dans les logements consistant à rajouter un radiateur ou à chauffer plus en entraîne directement un autre, l'augmentation de la facture d'électricité.

M. Kerguich nous indique qu'en plus des problèmes d'humidité qu'il nous a montrés, l'appartement est très mal isolé, **le froid vient notamment du sol et du mur donnant sur la rue**. Le phénomène lui semble particulièrement prononcé dans la chambre des enfants. Cet état de fait les oblige à rajouter un chauffage électrique en plus du chauffage central au gaz dans la chambre des enfants. [Cas n°1.P.1]

Christine nous explique qu'au-dessus c'est le grenier, donc ça amène beaucoup de froid. Quand il y a des périodes où il fait très froid, c'est impossible de chauffer. Elle a de grosses factures de gaz : de 300-400 euros tous les deux mois. « Avec les enfants », me dit-elle, « on est obligé de chauffer, mais dans certaines pièces ça ne fait rien. Au sol, c'est la dalle directement. ». [Cas n°2.G.1]

Mais ce qui va nous intéresser dans ce mouvement, ce sont avant tout les modalités de résolutions employées par les habitants pour *empêcher la propagation des problèmes*. Cette prise de vue directement par l'action des habitants permet de percevoir les problèmes se propageant, mais en même temps en ce qu'ils ne sont pas encore considérés par les habitants comme insolubles, en ce que ces derniers disposent d'une multiplicité de prises spatiales, techniques et affectives pour faire face. La question qui se pose alors à eux est la suivante : comment mettre fin à une logique de propagation ? Ou comment éviter que les causes des problèmes s'enchaînent les unes aux autres ?

Au fil du temps, les solutions apportées se multiplient. Celles-ci concernent tout particulièrement l'introduction de nouveaux usages (ouvrir les fenêtres pour chasser l'humidité, etc.), le réagence-



ment des espaces intérieurs des appartements (mettre des tiroirs sous les lits pour les maintenir à niveau quand le sol ne peut plus être un repère fiable, soutenir les placards muraux avec de grosses équerres pour éviter leur chute...), et le bricolage de toutes sortes d'étayages ça et là (fussent-ils inesthétiques) :

### ***Adapter les manières de faire, agencer et vivre dans un espace dégradé***

Brigitte nous fait entrer dans son appartement. Il y fait relativement bon. Elle nous signale le sol chaotique recouvert par un lino..., les trous dans le mur qui n'ont jamais été rebouchés, les fenêtres qui ne se ferment plus alors que c'est du double vitrage PVC. L'immeuble bouge car il y a des galeries en-dessous. Dans une des chambres, elle nous montre les tiroirs qu'elle met sous le lit pour le maintenir droit. [Cas n°2.E.1]

A droite au fond, un évier, avec un placard en contre-plaqué blanc au-dessous, dont une porte est cassée. Au-dessus deux placards en bois, qui, nous disent-ils, menacent de tomber. D'ailleurs, il y en a déjà un qui est tombé. Et regardez avec quoi on est obligé de soutenir les placards pour qu'ils ne tombent pas. Ils nous montrent les deux très grosses équerres en fer très visibles en effet au-dessous. C'est très esthétique, ajoutent-ils avec ironie... [Cas n°2.G.1]

Un tiroir disposé ici, quelques équerres dans un placard, tout ce qui peut maintenir un certain ordonnancement de l'espace (des placards pour ranger ses affaires, un lit droit pour dormir), un étayage, ici au sens le plus physique du terme, peut participer à *tenir bon, tenir droit* face à la propagation des problèmes. Dans le cas qui suit, il est moins question d'étayage que d'adaptation puisque la résolution provisoire du problème implique un réaménagement complet de l'ensemble de la pièce :

Il nous entraîne dans la chambre des enfants où ils ont décelé l'apparition d'une moisissure similaire dans le coin droit du mur donnant sur la rue. Ils se sont rendu compte de la fragilité du mur le jour où le cadre du lit à étage des enfants a transpercé la cloison. L'incident s'est produit dans le mois qui a précédé notre visite. Comme de l'autre côté du mur, M. Kerguich a gratté et découvert le papier-peint, en suivant la traînée de moisissure, en revanche, il n'a pas posé d'enduit. Il nous dit avoir été obligé de changer l'aménagement de la pièce, notamment de décaler le lit des enfants dans l'angle opposé. M. Kerguich nous dit que la pièce est de ce fait moins agréable, car l'entrée, auparavant dédiée à l'activité des enfants, est maintenant occupée par l'imposant lit à étages. [Cas n°1.P.1]

Comme pour les équerres qualifiées d'inesthétiques que nous venons d'évoquer, ici aussi, l'action des habitants entraîne une perte, moins d'un point de vue esthétique cette fois puisqu'il s'agit là de la qualité d'usage du logement qui est mise à mal : ils changent de place le lit des enfants, mais perdant au passage une certaine jouissance d'usage de la pièce. C'est aussi le cas dans l'exemple qui suit, où il s'agit également de ré-agencer l'espace en fonction des problèmes qui s'y posent : ceux-ci sont déjà d'ordre technique (aucune isolation, électricité hors norme de sécurité, immeuble qui penche, etc.), une pièce est d'ailleurs actuellement en travaux. Un mur a été refait en placo puisque lorsque la personne a enlevé l'ancienne tapisserie, « le mur venait avec » tellement c'était humide. Effet domino : compte-tenu de l'état du bâti, la famille doit réaliser des travaux, et elle les fait elle-même pour ne pas dépenser trop d'argent. Il s'agit pour elle maintenant de vivre dans un appartement partiellement en chantier. De plus, le logement est déjà trop petit pour cette famille, celle-ci a du mal à trouver un autre appartement compte-tenu des ses faibles ressources financières, elle tente donc de faire de ce T2 un T3, alors que ce qu'elle souhaite véritablement, c'est en fait un T5 :

On passe dans la pièce suivante, la première à droite en entrant dans l'appartement. C'est le salon, que Christine a du couper en deux, nous explique-t-elle, pour faire une autre pièce. Ils sont trop à l'étroit dans cet appartement. C'est un T2, elle en a fait un T3, alors que normalement, elle n'a pas le droit. Mais ils sont quand même vraiment serrés. De toute façon, elle veut déménager. Elle a fait plein de demandes, maintenant elle attend des réponses...Elle cherche un T5 et nous dit que c'est difficile à St Etienne. Elle paie dans cet appartement 480 euros de loyer (+45 euros de charges). On comprend, vu l'âge des enfants, qu'il y avait deux enfants de moins au moment où ils sont arrivés dans l'appartement. [Cas n°2.G.1]

La propagation causale des problèmes entraîne ainsi des résolutions directement ajustées à leur manifestation. Mais si le mouvement de propagation est, comme nous avons essayé de le montrer, d'abord un mouvement de rationalisation des problèmes par les habitants, il est en même temps un mouvement d'ordonnancement de l'habiter. Redresser, réordonner, réagencer, adapter, ranger, harmoniser, régler, prioriser sont autant de verbes à l'infinitif qui rendent compte de ce qui doit s'opposer à la propagation pour les habitants. Des verbes à l'infinitif plutôt que simplement des procédures rationnelles, d'ordre techniques ou légales ; des gestes qui opposent une certaine rectitude, une propreté, un ordre comme appropriation de l'espace habité face à des phénomènes qui mettent en désordre, dérèglent le quotidien, affaissent et déforment, incurvent, infléchissent, gauchissent et recourbent.

Cette épreuve qui consiste pour les habitants à *tenir bon*, à *tenir droit* face à la propagation se

redouble ou prend encore une autre épaisseur lorsque les problèmes deviennent récurrents : ceux-ci ne font pas (plus) que se propager, mais leur récurrence se déploie dans des temporalités et des spatialités inattendues ; ils appellent alors au fil du temps d'autres postures, d'autres solutions de la part des habitants.

### 2.2.3 Récurrence

« ANAT., PHYSIOL. État, caractère de ce qui est récurrent, de ce qui revient en arrière. » « Caractère, état de ce qui réapparaît par intervalles, de ce qui se reproduit; processus répétitif. » *cntrl.fr*

La récurrence des problèmes indique une irrémédiable usure des bâtis, en résonance avec l'usure affective des habitants : les problèmes peuvent longtemps rester tels quels, ils peuvent aussi stagner dans leur (absence de) résolution, leur présence est persistante. Plus fondamentalement, la récurrence des problèmes pose la question de leur temporalité. Or comme on va le voir, c'est une temporalité bien particulière à laquelle nous avons affaire, une temporalité d'apparition par intervalles, de retours en arrière et de projections sombres dans l'avenir, soit une temporalité trouée et poreuse. Les scansionnements de la récurrence sont déterminées par celles des intempéries : un orage et une pluie battante de quelques minutes ou trois longs mois d'hiver avec un thermomètre qui ne dépasse jamais zéro. Ces scansionnements sont également provoqués par le délabrement des bâtis, par leur désagrégation tout à la fois lente et procédant par effets de seuils, par ralentissement et accélération du temps vécu par les habitants : un mur s'affaisse paisiblement pendant dix ans et un jour, une fenêtre quelque part dans l'immeuble ne ferme plus ; l'humidité d'un mur n'avait jamais provoqué celle de l'atmosphère jusqu'au jour où...

Que ce soit donc du fait des intempéries ou de la qualité du bâti, le phénomène de récurrence gagne à être décrit à travers ses caractéristiques cinétiques, au sens que donne la chimie à ce terme (mais en profitant aussi de son sens mécanique)<sup>29</sup>. Car si les vitesses et les lenteurs sont déterminantes dans le déploiement des problèmes, elles le sont également dans le phénomène même qui garantit l'isolation des habitations, on pense ici à l'usage très répandu aujourd'hui des matériaux hygroscopiques<sup>30</sup>, qui permettent paradoxalement la circulation de la vapeur au travers des matériaux, en

29 En chimie, la cinétique désigne l'étude de la vitesse des réactions chimiques. Le sens physique du mot est hérité de sa racine grecque [*kinêtikos*] « qui met en mouvement ». Le Petit Robert, 2010.

30 Une substance est dite hygroscopique du fait de sa tendance à l'absorption de l'humidité de l'air, par *absorption* et par *adsorption*. La diffusion de la vapeur à l'intérieur du matériau résulte de l'*ad*-sorption de l'eau, fixée quant à elle à sa surface.

capturant l'eau sous sa forme liquide. Encore une fois donc, le terme même d'isolation nous induit en erreur, puisque ce sont bien des porosités qui en garantissent l'efficacité.

L'humidité pourrait constituer la figure majeure de la récurrence tant son éradication est rendue difficile, tant ses actions sur le bâti sont persistantes. Elle se diffuse en *condensation* par manque d'isolation ou ponts thermiques, par *capillarité* en progressant à l'intérieur des matériaux, par *infiltration* après une pluie importante, elle peut même provoquer la *saturation* en eau des matériaux, auquel cas elle sature aussi l'atmosphère. Ainsi, et le cas de la saturation nous semble à ce titre tout à fait éloquent, la qualification des actions de l'humidité sur les bâtis peut être directement appliquée à celle qu'elle produit dans les habitats et donc *pour* les habitants. Nous avons déjà rencontré les deux exemples cités à la suite, sous l'angle de l'insinuation des problèmes, nous les retrouvons ici sous l'angle de leur persistance et ce malgré les actions mises en œuvre par les habitants :

Face à nous, sur le haut supérieur de la cloison, une tranche de 1 m sur 60 cm de papier-peint a été ôtée, on peut voir que de l'enduit a été passé par dessus. M. Kerguich nous explique que le problème est récurrent et que le propriétaire ne veut rien faire, mais qu'au moment où il nous parle, ils ont laissé tomber, ils veulent déménager. La dernière fois que le problème s'est manifesté (l'apparition d'une mousse noire sur le coin supérieur du mur du salon) le service hygiène de la Mairie a conseillé de laisser telle quelle la tâche afin qu'ils puissent venir ensuite la constater. Mais depuis, le service n'est pas passé et il nous dit avoir gratté puis nettoyé la tâche et enfin avoir repassé de l'enduit, afin qu'elle ne s'étende pas. Lors du passage du premier passage du service d'hygiène (avant donc cet incident plus récent), le mur avait été expertisé par un technicien, lequel avait diagnostiqué qu'il contenait 100% d'humidité. Il nous dit qu'effectivement, cela fait deux ans qu'il est en conflit avec son propriétaire pour le problème d'étanchéité de la façade, il nous indique le même point de moisissure que Mme. Kerguich nous avait montré lors de notre dernière venue, le problème persiste depuis 2 ans et semble venir d'un raccordement de canalisation à l'intérieur du mur et provenant d'un appartement voisin qu'il dit « mal construit, mal fait » [le raccord à la gouttière est visible en façade]. Il nous informe avoir déposé un recours aux services d'hygiène de la ville et que ces derniers ont donné un délai au propriétaire pour réaliser des travaux, que ce dernier n'a pas tenu. [Cas n°1.P.1]

L'infiltration de la façade, due à un mauvais raccordement de canalisations à l'intérieur même du mur extérieur, engendre la chronicité des problèmes. Les rappels à l'obligation légale du propriétaire, les recours auprès du service d'hygiène de la Mairie, les replâtrages, rien n'est jamais suffisant. Hormis la réfection complète de la façade, l'humidité reviendra toujours, par points de capillarité, d'abord dans l'angle du mur du salon, puis dans la chambre des enfants, qu'il faut alors ré-agencer en conséquence. Impossibilité présente, passée et *à venir* de l'habiter, répétition d'événements qui

affectent négativement et se répercutent en rebonds et aller-retours dans une temporalité fragmentée et une spatialité poreuse.

Nous évoquons l'appartement d'où émane l'odeur âcre et persistante, puisqu'elle est locataire de l'appartement d'en face. Elle nous dit que le couple qui y vit est installé là depuis 20 ans, qu'ils vivent dans de mauvaises conditions, mais ils ne savent pas dire lesquelles précisément (elle pense que leur appartement n'est pas du tout chauffé). Ils refusent de laisser entrer le propriétaire, qui n'aurait jamais pu voir l'intérieur de l'appartement. La dame craint que ce dernier ne soit pas équipé d'une salle d'eau. Elle a de bonnes relations avec eux, entretenues depuis longtemps, notamment avec la dame, qu'elle décrit comme très sociable et très bavarde, elle dit qu'ils passent beaucoup de temps dehors, dans la rue, où elle est une figure bien connue : « on pense qu'il la domine parce qu'on les voit souvent se chamailler dans la rue, mais moi je peux vous dire que ce n'est pas le cas, qu'elle ne se laisse pas faire ». Elle reconnaît que l'odeur qui émane de l'appartement l'importune mais qu'elle ne voit pas quelle solution puisse être trouvée. Le propriétaire lui a suggéré de faire tourner une pétition dans l'immeuble, mais elle s'y refuse, pensant que cela auraient des conséquences très néfastes sur le couple. Elle insiste sur le fait qu'ils sont là depuis très longtemps, et qu'elle ne veut pas mettre en danger leur habitat. [Cas n°1.L.1 et 1.L.2]

L'exemple qui suit est moins alarmant, mais répète un scénario similaire, le problème d'humidité qui atteint manifestement la façade s'est déplacé du haut d'une fenêtre à l'autre :

Dans le salon, qui ne fait pas plus de 15m<sup>2</sup>, deux fenêtres donnent directement sur la rue, au dessus de l'une d'elles, une importante trace d'humidité (moisissures) est apparente. L'homme l'explique par le fait que contrairement à l'autre fenêtre, celle-ci n'a pas de chauffage en dessous. **Le problème s'était déjà posé l'année précédente, en dessous de la première fenêtre**, où déjà des traces d'humidité étaient apparues. Ils avaient averti le propriétaire, qui était intervenu relativement vite, en remettant de l'enduit et un « produit anti-moisissure ». Cette fois-ci, et alors que le propriétaire a été averti depuis au moins un mois du problème, il n'est toujours pas passé. Il remarque également des courants d'air dans les encadrements des fenêtres et nous dit payer d'importantes factures de gaz, bien qu'il ne puisse nous en préciser le montant exact. [Cas n°4.E.2]

Là encore, les solutions apportées semblent bien en deçà de celles requises pour une éradication du problème. Aussi, l'expression de « cache misère » est revenue à de nombreuses reprises dans les discours des habitants, pour qualifier les solutions provisoires souvent privilégiées par les propriétaires. Ici, c'est un « produit anti-moisissure », dont les professionnels savent combien un tel produit est la plupart du temps complètement inefficace (du fait du caractère structurel de tels problèmes),

ailleurs, comme dans l'exemple qui suit, la personne utilise elle-même les termes de « cache-mi-sère » et de « camouflage » pour indiquer le type de solutions proposées :

Les murs sont blancs, avec une fibre de verre. Mais on voit apparaître une auréole d'humidité à la limite entre le mur et le plafond, sur le mur du fond (face nord). Christine nous dit que de toute façon, dans l'appartement, le proprio ne fait que cacher les problèmes, il camoufle par ci par là, mais ça ne résoud rien. Ça revient toujours. Elle nous dit qu'elle laisse la fenêtre ouverte pour que ça sèche, justement, parce que quand il y a eu de la pluie, de la neige pendant plusieurs jours, ça devient vraiment trop humide. [Cas n°2.G.1]

Les deux fenêtres sont en PVC mais là encore il n'y a aucune isolation. De plus, nous dit Christine, les fenêtres ont du gonfler, maintenant, elles sont un peu tordues et l'air passe à travers. Et autour du cadre, il n'y a aucune isolation. On est directement sur le mur extérieur. Elle nous montre aussi le placo qui a été posé par le proprio autour d'un des cadres de fenêtres, mais elle nous fait remarquer qu'elle l'a vu faire et qu'il n'a même pas nettoyé la moisissure, il a juste posé le placo par dessus, pour cacher. Donc ça va revenir. Ça revient toujours... [Cas n°2.G.1].

Elle nous dit qu'ils avaient refait entièrement cette pièce pour les enfants, tout repeint, mais que ça s'est abîmé très vite. La moisissure est réapparue sur le mur côté fenêtre... [Cas n°2.G.1]

On retrouve ce phénomène de récurrence dans les cas n°2.E.1 et n°1.L.3, quoiqu'elle prenne cette fois-ci un chemin différent, puisque dans ce cas là, elle n'intervient pas au sein du même logement, mais se retrouve, de déménagement en déménagement, dans chacun des appartements traversés. Si le cas n°2.E.1 est le plus spectaculaire, puisque la locataire est amenée à occuper successivement trois appartements du même immeuble en rencontrant à chaque fois le même type de problèmes, le cas n°1.L.3, qui voit les habitants déménager dans l'immeuble d'à côté pour des problèmes d'isolation phonique et se retrouver avec un gros problème d'isolation thermique, relève aussi de ce même genre de récurrence. Ici donc, cette dernière n'est pas attachée à un espace en particulier mais plutôt à des trajectoires, pourtant initiées par les habitants pour échapper aux problèmes.

Si la récurrence fait apparaître un défaut dans la prise en charge par les propriétaires de problèmes dont bien souvent ils ont toute connaissance de l'ampleur, cela ne veut pas nécessairement dire que nous avons affaire à des propriétaires « vendeurs de sommeil » ou malintentionnés. La précarité des habitants est souvent redoublée par celle des propriétaires, dans une boucle de laquelle il est difficile de démêler les responsabilités tant les échelles concernées sont multiples.

## 2.2.4 Accumulation

[S'accumuler v. pron. : « Augmenter en nombre, en volume dans un même endroit, à un moment donné ». ]

Après (ou quasiment au même moment parfois) qu'un premier problème ait été repéré, localisé, parfois circonscrit et traité (il s'agit d'éviter sa propagation en stoppant par exemple une infiltration, en assainissant les murs, etc.) d'autres défaillances de l'appartement sont découvertes, d'autres pièces et d'autres éléments de l'appartement s'avèrent problématiques : c'est bien alors à une accumulation de problèmes à laquelle doivent faire face les habitants. A la différence du mouvement de propagation, il ne s'agit pas d'une accumulation de problèmes techniques liés par une ou plusieurs chaînes causales. Les deux mouvements de propagation et d'accumulation peuvent être concomitants, mais dans le dernier cas, les problèmes rencontrés sont de *différents ordres* – aussi bien des problèmes d'isolation thermique, phonique des fenêtres mais aussi des portes, des sols, et des murs, des défaillances du système électrique, de la chaudière, des dégâts des eaux, des aménagements effectués en dehors des normes de sécurité, la présence de nuisibles, etc. – sans que ces problèmes n'aient un lien les uns avec les autres. Ce mouvement d'accumulation est illustré dans la situation suivante :

Une jeune femme ouvre la porte, qui donne sur un long couloir. Deux jeunes garçons jouent et apparaissent de temps en temps. La jeune femme, (d'origine d'Europe de l'est ?) porte un tee-shirt, elle parle assez bien français, mais ne comprend pas tous les détails de ce que nous lui disons. Elle habite ici depuis deux ans, avant, elle vivait à Beaubrun dans un appartement jugé trop petit. Ils ont donc déménagé pour ce f3, qui ne la satisfait pas. Elle nous dit que l'environnement est très bruyant, que la boîte de nuit provoque beaucoup de nuisances sonores, et qu'ils dorment mal. Il y a des souris ; des carreaux du carrelage au sol sont cassés, d'autres gondolés, les fenêtres sont équipées en simple vitrage. Elle paye entre 80 et 100€ de gaz par mois. Elle ne sent pas bien du tout dans cet appartement, elle en cours de demande HLM avec une assistante sociale. [Cas n°3.A.1]

On pense aussi au cas de Christine sur lequel nous aurons l'occasion de revenir plus longuement plus bas avec le récit complet de notre entretien avec elle (*cf. infra. 2. Le récit comme forme de restitution : Voisiner*).

Christine nous expose au fur et à mesure de la visite les différents problèmes qu'elle rencontre dans son appartement ; de manière non exhaustive, on pourra citer plusieurs niveaux de difficultés

rencontrées : une chaudière qui n'est pas aux normes et qui menace de prendre feu, des traces d'infiltration, la tapisserie qui se décolle, l'absence d'isolation sur le mur extérieur, des prises électriques sans la terre et arrachées pour certaines, des cadres de porte décalés de plus d'un centimètre du mur, le plâtre et la peinture qui s'effritent, l'absence de placard dans les murs qui oblige à acheter beaucoup de meubles, le garde-corps à la fenêtre qui n'est pas du tout aux normes, le compteur électrique a pris feu, il a dû être remplacé, etc. Toutes les pièces sont touchées par au moins un problème.

Dans ces exemples, on comprend comment les problèmes *s'accumulent* : pour reprendre la définition du terme, ils « augmentent en nombre, en volume dans un même endroit, à un moment donné ». Cette unité de temps et de lieu est importante à souligner. Les problèmes de souris n'ont rien à voir avec les problèmes d'électricité ou d'isolation phonique, pourtant, pour les habitants, ils participent d'un même ensemble, sentiment de vivre *ici et maintenant* dans un logement voire un immeuble vétuste. L'espace-temps de l'habiter se trouve envahi par les problèmes, et c'est ce constat que font les habitants. Les problèmes d'isolation thermique et de vétusté des appareils de chauffage conduisent les habitants dans des difficultés économiques. Les problèmes techniques qui s'accumulent finissent par aggraver la précarité économique des habitants, mais produisent aussi du stress, dégradent leur moral, etc. Les habitants se trouvent *cernés par les problèmes*, au sens spatial du terme : les problèmes se déclenchent de tous les côtés, de la cave au plafond (on pense à cet immeuble dont les caves sont complètement inondées, remplies de gravas et de détritrus), mais aussi au sens où il est difficile dans de tels cas de ne pas finir par être bloqué pour agir. L'exemple de Mme Chafak montre bien les processus mis en place pour faire face à l'accumulation :

Mme Chafak n'a pas du tout confiance en son propriétaire, qui ne résout aucun des problèmes du logement. Elle en a marre, et se débrouille seule pour tous les travaux qu'elle a à réaliser. Elle passe à l'action de manière autonome suite au désengagement complet de la part du propriétaire. Apparemment, le propriétaire voudrait vendre, ou relouer, en tous cas elle nous fait comprendre qu'il aimerait bien qu'elle parte. Mme Chafak a fait une demande de logement social / HLM, mais n'a pas trop espoir d'obtenir un logement, les listes étant très longues. Mme Chafak nous dit qu'elle ne touche pas d'aide sociale, et s'empresse d'ajouter, en justification, qu'elle n'a pas d'enfant en bas âge.

Une des premières choses dont elle nous parle est le montant de ses factures de gaz : plus de 1000€/an. Mme Chafak est marquée par les problèmes qu'elle a eus avec sa précédente chaudière. Avant celle-ci, il y avait une chaudière ancienne qui fonctionnait très mal. Elle a du faire changer des pièces à ses frais, et elle a vécu une période sans eau chaude. Ses problèmes ont l'air d'avoir duré un moment, mais nous ne savons pas combien de temps exactement. Elle



évoque le danger lié au fait d'avoir une chaudière qui ne fonctionne pas correctement. Le compteur est sur le palier, entouré d'un placard en formica scotché pour ne pas s'ouvrir, et mal fixé, il bouge. Mme Chafak nous dit qu'elle chauffe au maximum, sinon il fait froid. Le chauffage est éteint dans la cuisine, où nous sommes. Elle dit avoir attendu un maximum avant d'allumer, on estime à début novembre le moment où elle a commencé à l'allumer.

Mme Chafak utilise régulièrement du produit pour déboucher les canalisations, les canalisations se bouchent facilement.

Mme Chafak a régulièrement des problèmes d'infiltration. Elle a fait des travaux (enduit et papiers peints) à trois reprises à cause d'infiltrations dans le salon et dans la cuisine. Nous visiterons ensuite le grenier, soit ce qui se trouve juste au-dessus de chez elle, et ce n'est pas du tout isolé. Quand elle parle d'humidité, elle évoque des problèmes de santé, en parlant d'un logement avec infiltrations où il y a des enfants (exemple concret ou générique ?). Pour faire des travaux, le propriétaire n'a jamais rien pris en charge. Du coup, elle fait elle-même ce qu'elle peut faire, et paye quelqu'un au noir pour le reste. Pour les tapisseries, elle les a faites avec l'aide de sa cousine. Elle nous fait remarquer les câbles électriques qui courent le long du plafond, et qui étaient tombés à cause de l'humidité. Elle fait faire l'électricité par quelqu'un, car ça lui fait peur, c'est dangereux. Elle a fait venir quelqu'un pour sa hotte, qui marche une fois sur deux, et nous fait remarquer que son four ne marche plus.

Il a déjà plu sur son palier, devant la porte de son voisin. Elle l'a aidé en mettant des bassines. Au début de l'entretien, nous croisons ce voisin sur le palier. Il revient d'acheter du bois, en morceaux dans un filet, en petite quantité. Nous essayons de discuter un peu avec lui aussi, mais il part vite, on sent que c'est difficile pour lui de parler de sa situation. Il monte sous les combles, où sa mère, souffrante, vit.

Mme Chafak a une amie qui vit dans l'immeuble d'en face, elle est propriétaire et a des gros problèmes d'infiltration liés à l'absence de son voisin du dessus (parti en Turquie).

Il y a des rats et des souris. Mme Chafak en a parlé à des voisins, mais selon ses dires, personne ne veut rien faire, le problème ne les concerne pas directement, ils ont déjà leurs problèmes (ce quelle comprend bien) mais par ailleurs elle a du mal à supporter le laisser aller et la saleté. Avec une voisine, Mme Hayat, elles ont pris en main le nettoyage des parties communes.

L'immeuble est vétuste, il y a un gros problème d'isolation au niveau de la toiture, pas d'isolant, juste des petits morceaux de laine de verre déchiquetée éparpillés au sol. Il fait très froid sous les combles, il y a déjà un appartement où vit une dame âgée malade, et les propriétaires (2) auraient pour projet de faire deux appartements supplémentaires sous les combles. Aujourd'hui, on y sent le vent passer. Mme Chafak (peut-être avec d'autres voisins ?) a fait remettre quelques tuiles, juste en haut de l'escalier, il y avait un trou, c'est de là que venaient les fuites d'eau sur le palier. A cet endroit, sous les toits, il fait très froid. [Cas n°1.C.4]

Ici, les problèmes viennent en quelque sorte de tous les côtés, du plafond d'abord, qui n'est pas du tout isolé, de la chaudière qui tombe souvent en panne, des parties communes qui ne sont pas du tout isolées et nettoyées, parfois même de l'eau s'écoule sur le palier de Mme Chafak... Pourtant Mme Chafak n'est pas sans ressource, puisqu'elle engage à trois reprises des travaux dans sa cuisine afin de résorber pour un temps les traces d'humidité, elle paye à ses frais les différentes pièces défectueuses de la chaudière, elle prend même en charge (aidée de sa voisine) l'entretien des parties communes, la réparation de la gouttière du toit. Elle s'attaque à chacun de ces problèmes, mais l'accumulation produit aussi des effets de découragement. Nos différentes visites à Mme Chafak nous ont amené à prendre la mesure de sa détresse : si lors de notre première entrevue, elle s'est montrée loquace, lors des trois autres visites que nous lui avons rendues, elle était en revanche beaucoup plus terne et refusait d'échanger plus que quelques mots. Les habitants risquent de plier sous le poids des difficultés qui s'accumulent, ils peuvent aussi « se plier » et finir par de plus rien demander ni au propriétaire parce qu'ils savent qu'ils n'obtiendront rien, ni aux institutions de prise en charge parce qu'ils savent qu'ils obtiendront difficilement une aide ou une offre de logement : Mme Chafak doute d'obtenir un logement social malgré sa situation, une assistante sociale est venue chez Christine, elle a constaté des problèmes mais son rapport ne mentionne pas noir sur blanc la vétusté de l'appartement et pour l'heure elle reste avec sa famille là où elle est. Globalement, dans l'ensemble de nos visites, les institutions de l'aide sociale ou de l'aide au logement nous ont semblé bien absentes. Le risque que nous pointons ici est que face à l'accumulation des problèmes et à l'absence de réponse (et surtout de répondant) institutionnel, les personnes soient submergées, pliées par les difficultés, que la confiance dans les institutions d'aide mais aussi le voisinage (qui comme dans le cas de Mme Chafak peut donner l'impression de ne pas être très aidant pour certains) s'amenuise et disparaisse. Les plaintes alors finiraient par disparaître faute de trouver un interlocuteur crédible<sup>31</sup>.

Dans le cas de Christine, prise dans ce mouvement d'accumulation de problèmes techniques (de chauffage, d'isolation, d'installation électrique dangereuse, d'absence de garde-corps), de problèmes économiques (les factures liées aux dépenses de chauffage notamment), de problème de santé (sa petite fille a un retard de croissance et souffre probablement d'une intoxication au plomb), l'ultime menace semble résider dans le placement de ses enfants. Son amie Brigitte présente lors de la visite dit s'inquiéter de cette perspective compte-tenu des problèmes qui s'accumulent dans l'appartement<sup>32</sup>.

---

31 Nous pouvons ici supposer que ces personnes qui ont abandonné toute démarche de plainte faute de trouver quelqu'un pour les écouter et répondre à leur problème sont les personnes les plus en difficultés et isolées, et l'enquête par voisinage ne nous a pas donné accès à ces personnes.

32 Le mouvement ATD Quart-Monde mène depuis plusieurs années une réflexion autour des placements d'enfants

Pour finir, il faut aussi prendre en compte un autre aspect du mouvement d'accumulation, celui-ci concerne l'expérience même des habitants. Après plusieurs années de vie dans un appartement, un immeuble vétuste, voire un parcours résidentiel entier marqué par l'insalubrité, les habitants construisent des connaissances *par accumulation d'expériences*. L'œil devient bien exercé, le corps ne peut pas être trompé quand surviennent par exemple les premiers signes de l'humidité : qu'il s'agisse d'une petite tâche aussitôt repérée ou seulement d'une ambiance. Les habitants peuvent alors réagir plus vite, être plus précautionneux : ainsi, Mme Chafak de prendre très au sérieux l'entretien de la chaudière *en connaissance de cause*, et une autre habitante ayant rencontré des problèmes de souris dans plusieurs logements de savoir repérer d'emblée les bruits caractéristiques des nuisibles dans les murs et de s'équiper sur le champ d'appâts empoisonnés (là où une oreille lambda n'aurait repéré qu'un vague craquement).

## 2.2.5 Contamination

### ***Lutter contre des dégradations anthropologiques***

Un autre mouvement décrit par les habitants est celui que nous thématisons en terme de contamination. Parler de contamination ici c'est insister sur la dimension anthropologique de la dégradation de l'habitat, sur une dégradation à laquelle l'on confère une capacité d'atteinte des perceptions intimes de soi des habitants. L'anthropologue M. Douglas souligne en effet les propriétés contaminantes de la souillure, combien les pollutions peuvent trouver à s'étendre rapidement à tout ce qui se trouve en contact avec elles (symboliquement autant que physiquement)<sup>33</sup>. Cette conception permet ainsi de sortir d'une interprétation utilitariste de la dégradation de l'habitat pour une prise en compte des dimensions affectives et perceptives de ce qu'elles engagent<sup>34</sup>. Plus loin, les analyses anthropologiques de M. Douglas (actualisées dans la présente enquête empirique) ouvrent sur un double questionnement : d'une part celui relatif aux conséquences politiques d'un aménagement urbain largement caractérisé par une dynamique d'hygiénisation, d'autre part, celui au combien *inactuel* de l'ordonnement des espaces habitables.

---

pour « motifs économiques », en particulier, à cause des problèmes du logement. La pauvreté impose des conditions difficiles pour élever des enfants. Sur ce point voir : Renoux, M.C., *Réussir la protection de l'enfance. Avec les familles en précarité*. Ed. Quart-Monde, 2008.

33 Douglas, M., *De la Souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*. La Découverte et Syros, Paris, 2001.

34 Michel Serres fait des déjections et autres sécrétions humaines et animales un analyseur anthropologique puissant de ce qu'habiter veut dire : « Qui vient de cracher dans la soupe la garde pour lui ; nul ne touchera plus à la salade ou au fromage qu'il a ainsi pollués. Pour conserver quelque chose en propre, le corps sait y laisser quelques taches personnelles [...] D'où le théorème que l'on pourrait dire de droit naturel -j'entends ici par naturel une conduite générale chez les espèces vivantes- : le propre s'aquiert et se conserve par le sale. Mieux : le propre est le sale ». Serres, M., *Le Mal propre. Polluer pour s'approprier ?* Ed. Le Pommier, 2008.

Plus loin et face à un phénomène global de paupérisation de l'habitat urbain<sup>35</sup> qui se manifeste *en même temps* à des échelles qui semblent incommensurables (la planète-bidonville/tel appartement dégradé à St-Etienne), l'hypothèse philosophique de l'immunisation des sociétés modernes soutenue par Roberto Esposito peut être utile à comprendre le mouvement de contamination dont nous voulons rendre compte. Cette hypothèse poursuit en effet celle de M. Foucault émise sur la biopolitique, cette forme moderne de pouvoir qui s'applique sur la vie même, en créant un rapport de profonde correspondance entre les politiques de santé publique des pays d'Europe occidentale et leurs politiques migratoires. R. Esposito montre que la préservation de la vie et de la santé des populations, la protection faces aux menaces infectieuses se trouve thématifiée en des termes similaires s'agissant de l'entrée sur le territoire par les immigrés clandestins. Le processus d'immunisation contre des agents infectieux correspond terme à terme à deux modalités d'application du pouvoir, celle sanitaire, qui met en œuvre les dispositifs de santé publique, celle policière, qui met en œuvre les dispositifs de gestion de l'immigration clandestine.

Il nous dit qu'un projet est effectivement en cours et qui concerne le début de la rue St-Just, « visible depuis le périphérique ». La mairie préempte les immeubles au fur et à mesure. Il nous dit qu'il a le sentiment que le quartier est en mutation, que « c'est un quartier qui va bouger dans l'avenir ». Il nous dit que depuis qu'ils sont installés ici, ils ont vus les différentes vagues d'immigration arriver dans la rue, d'abord les Italiens, puis les gens du Maghreb et les Turcs, maintenant les bulgares et les roumains. Il nous dit que « c'est bien que le quartier soit si divers, mais que ça tire par le bas », le quartier « attire les nouveaux migrants les plus pauvres », beaucoup de logements sont insalubres. **Il trouve que le quartier reste dégradé, et que la mutation est rendue difficile par la pauvreté.** Cela l'amène à réaffirmer combien la culture de travail est au centre de la transmission qu'ils promeuvent dans leur association, cette dernière préservant que les jeunes ne soient pas « pris dans la rue » ou « déraillent ». Il souligne que le contexte de crise économique est aussi fortement ressenti. Depuis là émerge un discours moins consensuel sur la communauté et les problèmes auxquels elle est confrontée. **Il évoque ainsi les difficultés qu'ils rencontrent dans l'aide au recours aux droits pour les personnes âgées, le fait que les personnes « ne franchissent pas seules le pas d'aller voir une assistante sociale », qu'ils « refusent souvent de bénéficier de leurs droits, par dignité ».** Depuis là, c'est un problème dans la transmission qui se trouve avancé par cet homme (membre du Conseil d'administration de l'association culturelle turque de St Etienne) : l'autorité familiale (« le respect du père »), les modèles de réussite économique (« le chef d'entreprise ») ou de connaissance (le « respect pour le professeur ») ne suffisent plus à assurer la filiation. Il évoque une perte de l'entraide (pour le logement et l'argent notamment) qu'il attribue aux cultures paysannes, dont la génération précédente était issue. La conversation se termine par un discours

---

35 Davis. M., « La planète bidonville, involution urbaine et prolétariat informel », in *Mouvements* n°39-40, Septembre 2005.

réitéré sur « l'attention qu'il faut avoir avec les enfants », qu'il « faut que l'on travaille plus avec les enfants », les « éloigner des dangers de la rue ». [Cas n°1.F.1]

Dans cet extrait d'observation, la personne (elle-même immigrée turque, présente depuis plus de vingt ans sur le territoire et dirigeant d'une association communautaire) associe la dégradation du quartier aux différentes vagues d'immigration qui s'y sont succédé, chacune avec moins de ressources que les précédentes<sup>36</sup>. L'insalubrité des logements vient correspondre à une nouvelle population de migrants et l'on observe ici (comme d'autres l'ont observé partout sur la planète) ce phénomène urbain d'assignation et de correspondance des populations les plus vulnérables à leurs entours dégradés. Il s'agit pourtant d'habiter malgré tout. Pour habiter un quartier dont l'ordonnement est menacé par toutes sortes de « pollutions », il convient alors pour notre interlocuteur de nous signifier l'importance du maintien de celui de la communauté, rappeler l'importance des valeurs transmises entre les générations (celle du travail ou celle de la solidarité). Pour que les jeunes ne se trouvent pas à leur tour assignés au stigmat qui marque le quartier<sup>37</sup>, pour que les personnes âgées ne se retrouvent pas isolées, pour que toutes les langues soient apprises et parlées (le Turc pour les jeunes nés en France, le Français pour les nouveaux arrivants et certaines personnes âgées), notre interlocuteur oppose à la continuité de la dégradation du quartier celle d'une communauté qui valorise l'ensemble de ses membres. Car il nous dit dans un même souffle la difficulté à faire tenir ces petits attachements fragiles, rendus précaires et incertains avec le temps. Nous apprendrons au cours de ce même entretien que l'association a déjà acheté un terrain afin de reconstruire dans les deux ans qui viennent un local dans un autre quartier de la ville, jugé moins dégradé.

Si la contamination se manifeste par la transmission des « souillures » du quartier à leurs habitants, le mouvement peut tout aussi bien être constaté à revers, c'est à dire en sens inverse :

Mme Chafak est parfois choquée des comportements de ses voisins. Elle nous parle d'un homme qui jetait ses poubelles par sa fenêtre, le sac explosait par terre systématiquement. Elle nous explique qu'elle a du lui expliquer plusieurs fois de descendre ses poubelles, que ce n'est pas qu'il ne voulait pas le faire, mais plus qu'il ne savait pas, donc que ça a été long, mais que maintenant il ne les jette plus par la fenêtre. [Cas n°1.C.4]

On perçoit bien dans ce court extrait que l'état général du quartier produit également des effets sur

---

36 Esposito, R., *Communauté, immunité, biopolitique. Repenser les termes de la politique*. Les prairies ordinaires, 2010 [2008]. Voir aussi Neyrat, F., *Biopolitique des catastrophes*. Ed. Musica Falsa, 2008.

37 E. Goffman signale lui aussi le caractère anthropologique de ce type d'assignation, notamment à l'aide du concept de stigmat. Goffman, E., *Stigmat. Les usages sociaux du handicap*. Ed de Minuit, 1975.

les usages domestiques qu'ont les habitants. Le geste de jeter les ordures par la fenêtre, qui plus est depuis un étage, nous semble signaler non pas tant un comportement incivil ou moralement répréhensible, que la marque spectaculaire de ce qu'un environnement est aussi actif dans la production des comportements et des modes de vie. Ce que Bruno Latour a montré lorsqu'il a fait apparaître les propriétés agentives<sup>38</sup> des ralentisseurs routiers (les « gendarmes couchés »), leurs propriétés médiatrices capables de *faire ralentir* les automobilistes, surgit ici par « l'explosion » des sacs poubelles sur le trottoir : l'agentivité des rues et des parties communes des immeubles, leur détérioration par le temps et le manque de moyens affectés à leur entretien induisent et incitent à des comportements dégradants.

Pour autant, Mme Chafak ne laisse pas ce type de contamination perdurer, elle va à la rencontre du voisin responsable, lui explique à plusieurs reprises la nécessité de descendre les poubelles et finit par obtenir gain de cause. Si l'environnement immédiat permet difficilement que l'on prenne soin de lui, la vie commune, les relations de proximité, peuvent toujours et à tout moment changer le cours des choses.

Dans les deux exemples que nous avons donné à voir, l'ordonnement de l'habiter se construit dans une lutte contre les phénomènes de contamination sur les humains par l'expérience quotidienne d'environnements non-humains dégradés. Il faut, pour nos deux interlocuteurs, pouvoir opposer au transfert de propriétés dégradantes d'autres types de rapport aux autres, à ce qui entoure : dans un cas renforcer les liens de la communauté turque usagère de l'association, dans l'autre, aller dans le sens d'une co-responsabilisation des usagers des espaces communs des immeubles. M. X est en position de passeur au sein de communauté, il oppose la transmission à la contamination ; Mme Chafak se trouve en position de prendre en charge le ménage quotidien des parties communes de son immeuble (elle est aidée en cela par sa voisine Mme Aïcha) elle oppose donc quant à elle le *prendre soin*<sup>39</sup> des espaces communs à la contamination.

---

38 Le concept d'agentivité est issu du terme anglais *agency* et désigne la capacité d'agir des mots, leurs qualités performatives. L'utilisation que nous en avons ici résulte d'un déplacement de concepts depuis la sémiotique (J. Greimas parle en ce sens du caractère actantiel du langage), la théorie féministe du langage (J. Butler) en passant par l'ethnométhodologie d'H. Garfinkel jusqu'aux relations entretenues entre humains et non-humains. C'est donc ce dernier usage du concept que nous mobilisons, porté particulièrement par la philosophe des sciences D. Haraway et Bruno Latour. L'agentivité ainsi redéfinie propose de considérer un monde déjà articulé, invitant à des descriptions plus inventives que celles fournies par les disciplines scientifiques. Haraway, D., *Manifeste cyborg et autres essais*. « Savoirs situés, La question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle », Exils, 2007, et Latour, B., *Enquête sur les modes d'existences, op. cit.* 2013.

39 Nous utilisons l'expression « prendre soin » dans le sens des théories du care défendues par J. Tronto et C. Gilligan, théories selon lesquelles l'activité de soin déborde très largement les lieux dédiés (cabinets de médecins, hôpitaux) en se déployant en premier lieu dans la sphère domestique. L'intérêt heuristique de la théorie du care consistant à identifier un prendre soin (la prévenance, la responsabilité, l'attention éducative, la compassion, l'attention aux besoins des autres) qui échappe aux logiques curatives se double ainsi d'un intérêt proprement éthique (voire politique) en la reconnaissance d'une activité très majoritairement prise en charge par les femmes dans les sociétés occidentales. Gilligan, C., *Une voix différente. Pour une éthique du care*. Flammarion, 2008. Tronto, J., *Un monde*

### ***La blancheur et l'ordre au dedans : esquiver la contamination, étendre le chez-soi.***

La lutte contre la contamination prend ailleurs d'autres formes, comme dans l'extrait suivant celle de l'esquive ou de l'isolation par la mise en ordre des intérieurs et le « blanchissement » de l'habitat :

Les murs de la cage d'escalier sont très abîmés (il y a de nombreux trous), les plafonds aussi ; l'installation électrique est apparente et très vétuste. Par contraste, un grand soin semble tout de même apporté à ces parties communes : au premier étage par exemple, un petit meuble avec des plantes. A chaque pallier et entre-sol un lino est installé, doublé d'un tapis ou d'un paillason. A chaque étage (tout du moins au premier et quatrième), les chaussures sont laissées sur le pallier. Au quatrième, de la moquette beige vient même remplacer le lino sur le pallier, les chaussures sont bien alignées sur une serviette disposée au sol pour ne pas salir la moquette.

L'appartement est très clair. Au sol un lino parquet clair, au mur une fibre blanche. Dans la cuisine, des électroménagers d'apparence neufs, une petite table. Les chaises sont pliées sur le côté. Rien ne dépasse, rien sur les comptoirs. Seules sont sorties les courses du marché qui vient sans doute d'être fait. Tout est blanc et propre. Des rideaux blancs aux fenêtres. On voit cependant la tapisserie se colorer un peu ça et là. Au plafond, une auréole d'infiltration, assez discrète encore. Le lino au sol remonte un peu sur le bas du mur pour couvrir les plaintes. Dans le salon, très peu de meubles, qui semblent eux-aussi neufs ou très récents, agencés et assortis avec soin.

Dans le cours de la discussion, Mr Tirüt. dit qu'il a honte quand les amies de sa fille viennent lui rendre visite, parce que ce n'est pas beau, c'est abîmé, c'est sale... [Cas n°2.C.1]

L'intérieur de l'appartement du couple et le soin apporté aux parties communes contrastent fortement avec l'état de vétusté de la cage d'escalier. Ici, en construisant une rupture progressive entre le dedans (le lieu habité, l'univers domestique) et le dehors (les murs décrépits de la cage d'escalier), les habitants tentent d'empêcher ou d'esquiver la contamination (la « souillure » morale d'habiter (et de surcroît, d'être propriétaire d') un immeuble dans un tel état. L'appartement maîtrisé – le propre, rangé, décoré, blanc, neuf *versus* l'immeuble acheté qui se dégrade inéluctablement – le vétuste, les trous, les fils électriques qui sortent des murs. Les ethnologues qui se sont intéressés aux manières d'habiter des locataires de HLM dans des quartiers stigmatisés ont relevé ce processus de rupture<sup>40</sup> : ces aménagements permettent « aux individus de résister, de compenser le poids de leur

---

*vulnérable, pour une politique du care.* La Découverte, 2009.

40 La Mache, D., « Homes sweet homes... Univers domestiques en HLM », *Ethnologie française*, vol. 33, 3/2003, pp.

subordination, d'esquiver au moins partiellement, les déterminismes et les mécaniques de l'appartenance. (...). Images de soi, images pour soi, les appartements loués ou achetés s'animent et donnent à voir l'organisation de cosmologies personnelles. (...) Ici des familles et des individus expriment une volonté tenace d'échapper aux assignations et aux catégories. Bricolant leur environnement, ils préservent une part irréductible d'indétermination et de secret. De toute la force de leurs compétences habitantes, ils peuvent seulement dire "*je ne suis pas ce que l'on pourrait croire*" »<sup>41</sup>.

Dans le cas que nous venons d'exposer, il s'agit de prolonger un seuil, un passage vers le dedans qui s'étend au-delà de l'appartement : les chaussures alignées sur un lino, lui-même recouvert d'une serviette, la moquette beige ajoutée, le petit meuble sur lequel une plante verte est disposée, sont autant d'extensions d'un dedans accueillant ou à tout le moins, répondant aux normes communes de confort et d'hygiène. Les moquettes, tapis et lins recueillent les poussières, les plantes requalifient l'atmosphère, l'alignement des chaussures indique l'ordre intérieur aux appartements. Mais il ne faudrait pas croire qu'il s'agit simplement là de donner à voir au visiteur que les normes de l'hygiène et du confort sont respectées malgré le mauvais état du bâti. Dans cet exemple particulièrement, la lutte contre la contamination ne consiste pas à « faire bonne figure », elle n'est pas simplement d'ordre symbolique. Nous voulons montrer que l'extension d'un espace de bienveillance par l'agencement très soigneux des seuils opère sur le même plan que celui de la « reconnaissance sociale » et plus largement de la présentation de soi aux autres. Le rapport intime entre l'agencement de l'habiter et l'agencement au monde, leur continuité même, révèle combien sont intriqués les ordonnancements matériels et les ordonnancements symboliques : lorsque l'on pénètre au dedans de l'appartement et que l'on découvre ses murs et ses rideaux blancs, son univers peuplé d'objets neufs et sa clarté lumineuse, on perçoit alors le sens littéral du contraste, dans sa manifestation en couleur (le blanc), en valeur (la préciosité des objets) et en sens (l'intérieur blanchi)<sup>42</sup>. Le processus d'immunisation, dont nous évoquons tout à l'heure le déploiement ambiguë prend ici une teneur nouvelle, il a quitté l'échelle inter-nationale pour celle du domestique, et semble indiquer plutôt qu'un repli agressif contre des agents infectieux, un mouvement de renforcement de ce que l'on pourrait comparer aux défenses immunitaires d'un corps, depuis l'intérieur de l'appartement et

---

473-482. L'auteur insiste aussi la particularité des logements HLM construits en série et dans lesquels les locataires « logés à la même enseigne » doivent faire un « chez soi » bien à eux. Il s'agit donc là de créer une rupture avec l'environnement du quartier stigmatisé mais aussi de singulariser les espaces de vie. C'est aussi ce que raconte la chanson de Renaud « Banlieue rouge », *Le retour de Gérard Lambert*, 2001.

41 Mache, 2003, *op. cit.*, p. 474 ; p. 481.

42 L'analyse que nous produisons ici réfère à l'ontologie de Michel Serres. Nous lui devons (notamment par l'entremise de B. Latour) de pouvoir parler d'ontologie non plus en terme d'essence mais d'*altération*, parler d'être-en-tant-qu'*autre* plutôt que d'être-en-tant-qu'être. Serres, M., *Le parasite*. Grasset, 1980.



jusque dans son prolongement, sur le seuil et au-delà. R. Esposito le dit bien : « Au fond, un monde sans extérieur -complètement immunisé- est nécessairement aussi sans intérieur. Au comble de son succès, l'immunisation peut être poussée à s'immuniser y compris contre elle-même : à rouvrir la brèche, ou le temps de la communauté<sup>43</sup> ». C'est dans cette brèche qu'il est possible de se soustraire à la fois aux contaminations et à l'immunisation, ici par une immunisation hospitalière au dehors, ailleurs par l'entraide, comme dans les situations sur lesquelles nous allons maintenant nous pencher.

### **S'éloigner des sources contaminantes**

Nous le percevons nettement maintenant, le mouvement de contamination que nous décrivons met directement en jeu la santé des corps : parce que si un problème d'isolation thermique entraîne d'autres problèmes tels l'humidité, il finit aussi par entrer dans les corps et les contaminer.

Brigitte habite l'immeuble depuis 4 ans : elle a d'abord vécu un an au premier étage mais il y avait une très forte odeur de tabac qui remontait du local de l'amicale situé en-dessous, au rez-de-chaussée. L'odeur passait par le sol, les murs... Elle avait un très jeune enfant, qui d'ailleurs est devenu asthmatique, elle a donc demandé à déménager. La propriétaire lui a alors proposé de déménager dans un appartement au deuxième étage. Mais là c'était pire, nous dit-elle : son fils vomissait tout le temps, il faisait une intoxication au plomb. La propriétaire lui a finalement proposé un appartement au troisième étage, précédemment occupée par elle-même. Elle ne parle plus de problème de santé, mais l'appartement est en mauvais état (installation électrique très vétuste, moisissures dans la salle de bain, une chambre où il fait très froid, etc.). Elle est sur le point de déménager. [Cas n°2.E.1]

Le parcours résidentiel de Brigitte dans cet immeuble donne à voir à la fois la manière dont les problèmes de l'immeuble contaminent son fils, d'abord ses poumons puis son système nerveux, entraînant des difficultés de santé graves, mais aussi la manière dont la propriétaire a traité le problème. Au premier étage, il ne s'agit pas pour celle-ci d'empêcher la contamination – le passage des fumées de tabac provoquant l'asthme – en renforçant l'étanchéité du sol et des cloisons : on déplace le malade (et sa mère) au deuxième étage, on les éloigne de la source de contamination. Au deuxième étage, l'intervention de la propriétaire ne consiste pas à dé-contaminer l'appartement, à ôter toute trace de plomb, mais encore une fois à déplacer la famille un étage plus haut, laissant l'appartement en l'état, le plomb potentiellement nuisible, prêt à une nouvelle offensive sur un prochain locataire. Installée au troisième étage et rencontrant de nouvelles difficultés, Brigitte a

---

43 R. Esposito, 2010, *op. cit.* p 111.

trouvé pour elle et son fils une solution plus radicale, déménager, non plus *être déplacée* mais *fuir*. Dans l'habitat dégradé, le corps se retrouve en première ligne, l'habitat ne joue plus son rôle d'habitable, de membrane, plus grand chose ne protège les corps quand planchers et cloisons laissent passer les toxiques et les maladies ; d'une certaine manière, dans ces contextes-là (extrêmes), les locataires *font corps*<sup>44</sup> avec l'habitat dégradé.

### **Santé perçue et risques ressentis : l'expérience des habitants en question**

Forte de son expérience, Brigitte peut désormais établir en connaissance de cause des corrélations entre l'état du logement et l'état de santé. Elle explique dans l'entretien que son compagnon vit dans la même rue : l'appartement comporte des moisissures partout, l'homme a développé des problèmes de santé et mène le propriétaire en justice pour demander des dommages et intérêts. L'action en justice ici c'est la modalité trouvée par son compagnon pour réparer les effets de la contamination. Brigitte exerce aussi sa vigilance auprès de son amie Christine qui vit dans le même immeuble que son compagnon, appartenant au même propriétaire. Brigitte relie les problèmes de santé de sa filleule (la fille de Christine) à la présence de plomb et d'amiante (l'une des conséquences du saturnisme sur le système nerveux étant le retard de croissance) : la fillette ne grandit pas depuis trois ans ; à 4 ans elle pèse 13 kilos. Brigitte est très inquiète, elle pousse Christine à agir en justice contre le propriétaire pour mettre fin à la contamination (dans l'entretien avec Christine, celle-ci tempèrera le diagnostic de Brigitte, déclarant que sa fille tousse souvent).

Selon Brigitte, dans le cas de son fils, de son compagnon et de la fille de Christine, la causalité est directe : le logement cause la maladie.

Le risque que représente le logement pour la santé n'est pas seulement lié aux maladies mais aussi aux accidents. Des risques sont perçus, tels que chute, électrocution, etc. : ainsi, Brigitte de nous montrer dans l'escalier les marches cassées réparées à la va-vite avec des planches trop longues, une voisine est tombée et s'est cassée le coccyx ; elle nous signale aussi l'installation électrique très vétuste, tout particulièrement dans le salon-cuisine où, nous explique-t-elle, elle prend le jus tout le temps, « il y a des arcs électriques », « des flammes bleues qui sortent », « plein de prises qui ne marchent plus », « il n'y a rien qui est aux normes ». Chez Christine, la chaudière est dangereuse : l'assistante sociale lui a dit que la chaudière ne devrait pas être là, elle devrait être près de la fenêtre.

---

44 On emprunte ici à Arlette Farge l'expression *faire corps*. L'historienne s'attache au corps des pauvres au XVIIIème siècle et relève combien celui-ci n'a pas ou peu de biens matériels à mettre en lui et l'adversité de l'environnement (à la différence des autres classes sociales qui disposent d'hôtels particuliers, de maisons, de boutiques et de personnes payées pour les entretenir). « [L'habitant de la région parisienne] fait corps avec ce qui l'entoure, les dangers et les risques, les bonnes occasions et les rencontres (...). » Farge, p. 79. Sur ce point voir Farge, A., *Effusion et tourment : le récit des corps. Histoire du peuple au XVIIIe siècle*. Odile Jacob, 2007.

Et il ne devrait pas y avoir ce carré là au-dessus, le tuyau devrait entrer directement dans le plafond. Là ça menace de prendre feu à tout moment. De même, il n'y a qu'une prise qui a la terre, pour les autres si les enfants y mettent les doigts, ils restent collés. Le fils aîné de Christine parle de l'immeuble qui penche, qui menace de s'écrouler. Christine parle aussi du garde-corps à la fenêtre qui n'est pas du tout aux normes. Ce n'est pas du tout sécuritaire pour les enfants. D'ailleurs le fils ajoute que le jeune garçon a bien failli se défenestrer.

Il ne s'agit pas ici de juger en expert technique et sanitaire de la véracité des corrélations établies par les habitants entre leur logement et leurs maladies ou des risques d'accidents. A cet égard, il faut préciser que les disciplines scientifiques concernées sont à la traîne et les chercheurs ne disposent pas de données fiables à l'heure actuelle permettant de prendre toute la mesure de l'impact du logement sur la santé des habitants. Ce constat est fait par nombre d'observateurs du mal logement. Pour exemple, le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre relève que l'impact des mauvaises conditions d'habitat sur la santé est encore mal connu et dénonce l'absence de travaux de recherche suffisants en termes de santé publique<sup>45</sup>. Cette observation est partagée par certains spécialistes de la santé publique. Ces derniers n'hésitent pas à parler d'un « déficit scientifique » concernant notamment l'habitat ancien dégradé ou insalubre, ou encore « l'absence de données de routine » permettant de faire le point régulièrement et sur un vaste panel de logements et d'habitants. Compte-tenu de ces faiblesses de la recherche, les politiques publiques restent restreintes en « s'attach[ant] souvent à des impacts d'apparence univoque tels que celui qui associe plomb dans la peinture et saturnisme »<sup>46</sup>. Surtout, « le point de vue des usagers est peu analysé, à la différence d'autres champs de la santé environnementale »<sup>47</sup>. Parler de « santé perçue » et d'« éléments de risque ressentis » permet aux chercheurs de santé publique de prendre en considération l'appréciation des habitants.

Il s'agit donc pour nous ici de comprendre comment les habitants analysent leur environnement, établissent des corrélations, perçoivent leur état de santé et celui de leurs proches, ressentent des risques, et agissent en fonction. C'est pourquoi nous suspendons le registre de l'expertise – appuyé sur des savoirs qui se révèlent par ailleurs à l'heure actuelle bien incomplets – pour comprendre comment les habitants sont compétents en la matière.

Surtout, lorsque l'on franchit la porte de ces appartements dégradés, une responsabilité importante

---

45 Fondation Abbé Pierre. *L'état du mal logement en France : 18e rapport annuel*, 2013, p. 76.

46 Ginot, L., Peyr, C., « Habitat dégradé et santé perçue : une étude à partir des demandes de logement social », *Santé Publique*, 2010/5 Vol. 22, p. 494.

47 *Ibid.*

vient à peser sur nos épaules, responsabilité dont il faut faire grand cas, et pour cela, dont il faut faire part à ceux qui nous lisent. En tant que chercheurs sociologues et designers, nous nous devons d'avertir qu'aucune solution technique, scientifique, sanitaire ou sociale ne peut prétendre résoudre le genre bien particulier de problèmes rencontrés dans cette enquête : à rater la pluralité, le caractère toujours situé, contingent et dynamiques des manières d'habiter, des gestes qui en tissent la trame, y compris lorsque l'habitat est très dégradé, on se trouve en grand risque d'en réduire considérablement la teneur. Aussi, et là, la responsabilité se mue en prise de position contre des modèles de politiques publiques qui n'ont de cesse de reconduire ces réductions, de fonctionnaliser et rationaliser les solutions proposées en matière de mal logement. Si les chercheurs doivent emprunter des chemins de traverses, ce n'est pas seulement pour rendre compte adéquatement des phénomènes, c'est aussi pour que les acteurs de la décision publique puissent enfin faire cas de la trame touffue de l'habiter.

## 2.3 Le récit comme forme de restitution : voisiner

Nous détaillerons ici un récit de visite (en trois parties) en mettant l'accent sur les mouvements traités plus haut ; nous verrons comment les problèmes abordés s'intriquent de manière complexe dans la singularité des situations, mais aussi dans la situation d'enquête elle-même<sup>48</sup>. Celle-ci fait en effet apparaître de manière inopinée une famille de locataire (cas 2.G1), une voisine amie de la famille (cas 2.E1), le propriétaire de l'immeuble (cas 2.G2) et le technicien en charge des travaux d'entretien. Ces différents acteurs se croisent, se font face dans la situation d'enquête ; celle-ci donne à voir la diversité des positions et des statuts : locataire, voisin, propriétaire. C'est par la narration de cette visite que nous escomptons rendre compte aux lecteurs de **ce que cela veut dire concrètement voisiner**, et de surcroît dans un quartier emprunt aux difficultés d'habitat. C'est avoir des relations très familières avec certains : un réseau quasi familial (une amie très proche dont on est marraine de la fille, un compagnon, un fils qui a un logement autonome mais qui revient toujours chez sa mère « au cas où il se passe quelque chose », etc.) ; une connaissance très précise des incidents survenus (la chute d'une voisine dans l'escalier, l'agression d'une autre), des intérieurs de ceux que l'on fréquente, etc. C'est bien le *voisinage* (comme action de voisiner) qui permet cela, dans un cadre où les immeubles sont situés les uns à côté des autres, qu'ils voisent. C'est aussi soutenir ses voisins : par affinité, par proximité d'expériences, etc. Et notre enquête emboîte le pas, en suivant deux habitantes Brigitte et Christine dans leur réseau de voisinage : on chemine d'un immeuble à un autre, on voit comment les problèmes se côtoient, etc. L'on voit aussi comment c'est terrible de voisiner de manière forcée avec un propriétaire, qui entre chez Christine comme chez lui. Ces récits nous permettent directement de poursuivre l'enquête sur la chaîne des responsabilités en allant voir le propriétaire même de l'appartement, que les locataires décrivent en mauvais état, et à qui ils reprochent son manque d'action. Nous proposerons à partir de là, dans un dernier temps, une reprise plus analytique de ce récit.

### 2.3.1 Chez Brigitte, 23 février : suivre les traces d'une enquête de voisinage

---

48 En prenant le parti de passer ici par l'entremise du récit des visites, nous maintenons le cap épistémologique que nous nous sommes fixé : rendre compte des phénomènes observés de manière située et dans la variété de leurs dimensions. On trouvera une défense convaincante des productions de savoirs qui « font voisiner » science, fictions et narration dans l'ouvrage collectif coordonné par E. Dorlin et E. Rodriguez *Penser avec Donna Haraway*. PUF, 2012.

Nous nous dirigeons au *numéro 4* de la rue P. L'immeuble nous apparaît assez vétuste. Nous montons les différents étages. Au 3ème, nous décidons de sonner à une porte au fond d'un renforcement, où nous entendons des voix. Une femme vient nous ouvrir, une petite fille est à ses côtés. Nous lui expliquons la raison de notre visite mais elle s'excuse et nous répond tout de suite qu'elle doit s'absenter. Une jeune femme au fond du couloir s'avance un peu, puis une autre un peu plus âgée, habillée en blanc, avec des chaussures de service (type vêtements d'hôpitaux). Elle répond alors tout de suite qu'elle reste, et peut nous répondre. La jeune femme lui dit alors « t'as qu'à les ramener chez toi », en parlant de nous, F. et A. Elle acquiesce et commence à s'habiller. Nous la suivons. Descendons l'escalier. Elle s'appelle Brigitte et habite dans la même rue, sur le même trottoir, quelques numéros plus loin, au *numéro 10*.

Elle nous signale tout de suite, alors que nous sommes encore dans la rue, qu'elle va déménager, qu'elle a trouvé un autre appartement, mais que là, avec son appartement, nous allons « être servis ». Elle commence déjà à nous le décrire. En montant les escaliers, Brigitte nous montre un carreau de fenêtre cassé depuis deux ans, qu'elle a signalé à la propriétaire, qui n'a toujours rien fait.

Brigitte explique que la Ville souhaite racheter la rue pour la réhabiliter, mais sa propriétaire ne veut pas vendre, c'est la seule de la rue, et elle empêche donc la rénovation de la rue entière. Le bar au coin de la rue a été vendu, le propriétaire va partir.

Alors que nous sommes toujours dans la montée d'escalier, elle nous parle de la situation de ses voisins. Au-dessous de chez elle, c'est une femme qui vient de déménager. Elle a fait venir les services d'hygiène et ils ont trouvé du plomb et de l'amiante. La mère de cette femme vit toujours dans l'immeuble, sur le pallier d'en face, mais elle n'est plus là en ce moment car elle s'est faite agressée un soir dans la cage d'escalier. Elle nous montre aussi les marches cassées qui sont réparées à la va-vite.

Elle nous fait entrer dans son appartement. Il y fait relativement bon. Elle nous expose les différents problèmes qu'elle rencontre et nous fait visiter son appartement, pièce par pièce.

Elle nous parle beaucoup de sa voisine, Christine, chez qui nous avons sonné au *numéro 4*. Nous apprendrons qu'elle est la marraine de la fille de cette voisine. Elle se fait beaucoup de souci pour cette filleule. Elle a 4 ans, et ne fait que treize kilos, elle ne grandit pas depuis trois ans. « Les services sociaux sont sur le coup. » « Moi je lui ai dit Christine, il faut que tu fasses quelque chose parce qu'un jour où l'autre, ils vont la prendre ta fille. » Elle essaye de la convaincre d'amener son propriétaire au tribunal, parce qu'il y a du plomb et de l'amiante dans l'appartement. Elle l'aide à faire ses papiers.

Son « homme » habite lui aussi la rue, au rez-de-chaussée du *numéro 6*. Il a le même propriétaire que Christine et le mène d'ailleurs en justice. Il y a des moisissures partout dans son appartement.

Du coup, nous dit-elle, il a des problèmes de santé. Il demande pour cela des dommages et intérêts. Le propriétaire fait de temps en temps quelques menus travaux mais c'est pour cacher les moisissures, alors qu'elles réapparaissent toujours. Son appartement à lui par contre est nickel, ajoute-t-elle.

Elle nous parle ensuite de l'immeuble d'à côté où vivent des bulgares.

Brigitte a finalement trouvé un autre appartement, ce qui n'a vraiment pas été facile (elle voulait rester dans le quartier, à côté de l'école). Le prix de son nouvel appartement est un petit peu plus élevé (540 euros par mois, au lieu de 500) mais « c'est la nuit et le jour » nous dit-elle. Elle nous parle encore d'une fuite d'eau chez sa voisine et d'une fuite de gaz dans l'immeuble.

L'entretien se termine. Elle nous propose de retourner un autre jour voir Christine *au numéro 4*, ainsi que son « homme » *au numéro 6*. Elle nous raccompagne sur le palier. Elle aimerait que l'on rencontre aussi l'une de ses voisines mais elle n'est pas chez elle.

### **2.3.2 Chez Christine, 27 février : « Vous allez voir par vous-mêmes »**

Quelques jours plus tard, nous retournons dans l'immeuble de Christine que nous avons rencontrée lors de notre précédente visite. Christine habite au *10* de la rue, au 3ème étage (gauche au fond d'un sas). La porte de l'allée semble être en permanence ouverte. Nous montons les escaliers et sonnons directement à sa porte. Il est 15h45.

Cette fois-ci une voix masculine nous répond et nous interroge à plusieurs reprises. Qui c'est ? Il n'a pas l'air d'entendre ou de comprendre notre réponse. « Nous venons voir Christine ». On entend sa fille dire : « je pense que c'est la femme et l'homme qui sont passés la dernière fois ». Nous répondons : « oui, oui, c'est bien ça ». La porte s'ouvre. Christine se dirige vers nous, du fond du couloir. Elle est, comme la dernière fois, vêtue d'une longue djellaba. Sa fille aussi. Elle nous fait entrer. Nous enlevons nos chaussures. Comme dans la plupart des appartements, elle nous prie de ne pas les enlever, elle n'a pas fait le ménage encore. Nous les enlevons quand même et entrons.

#### **« Là, c'est dangereux pour notre santé »**

L'appartement est traversé par un long couloir. Elle nous invite à la suivre et à nous installer dans la

cuisine, située au fond du couloir à gauche. Le couloir a l'air en travaux, les murs sont détapissés. Des fils (téléphone ou internet) apparent courent tout le long du couloir, en haut du mur. La cuisine est carrelée au sol et sur une partie basse du mur.

Dans la cuisine, elle nous présente son fils et le copain de son fils, sa fille, sa voisine (Brigitte) que nous avons déjà vu en entretien. Ceux-ci se lèvent pour nous serrer la main. Ils sont assis ou debout autour d'une grande table. L'ambiance est très joyeuse, ils ont l'air amusé par notre venue. Deux autres jeunes (une de l'âge de sa fille, environ 14-15 ans, et un autre qui semble un peu plus vieux) sont aussi là mais ne nous sont pas présentés. Deux enfants plus jeunes (5-6 ans) sont aussi présents dans l'appartement. Ce sont également les enfants de Christine.

Brigitte est assise en face de nous. Nous restons debout. Tout le monde parle en même temps. Ils lui disent qu'il va falloir nous faire visiter l'appartement. Christine a l'air de ne pas savoir par où commencer. Brigitte lui dit : « et bien Christine, il faut d'abord que tu leur demandes pourquoi ils sont là, qu'est-ce qu'ils veulent savoir... » Elle répond qu'on lui a déjà expliqué. Je confirme. Tous continuent à parler en même temps.

Christine est dans cet appartement depuis environ 10 ans. Ils sont cinq à y vivre. Il y a surtout des problèmes d'humidité, et de plomb, nous dit-elle. L'appartement est chauffé au gaz. Quelqu'un est d'ailleurs passé ce matin pour changer le tuyau d'évacuation de la chaudière. Brigitte ajoute : « ça sentait le caramel ». Ils nous montrent le tuyau, dégoûtés, il est encore là, posé sur le sol, tout encrassé. Il y a dans la cuisine, un grand frigo en entrant à gauche, puis un placard bas. Deux fenêtres PVC sur le mur en face de nous. Puis à droite au fond, un évier, avec un placard en contreplaqué blanc au-dessous, dont une porte est cassée. Au-dessus deux placards en bois, qui, nous disent-ils, menacent de tomber. D'ailleurs, il y en a déjà un qui est déjà tombé. « Et regardez avec quoi on est obligé de soutenir les placards pour qu'ils ne tombent pas ! ». Ils nous montrent les deux très grosses équerres en fer très visibles en effet au-dessous. « C'est très esthétique ! », ajoutent-ils avec ironie. Mais Brigitte de poursuivre : « de toute façon, tout ce qu'on veut accrocher au mur ne tient pas, ça s'effrite, on ne peut pas faire un trou sans que tout s'effondre ». A côté de l'évier, sont installées une machine à laver, récente, et une gazinière. Et juste à côté de moi à droite un grand congélateur de type coffre 200L.

Brigitte nous dit que les services d'hygiène de la Ville sont déjà passés deux fois depuis deux mois. Une assistante sociale est également venue voir Christine. Ils ont fait des tests, et ont détecté du



plomb et de l'amiante dans le mur de la cuisine, là (elle nous montre celui de gauche en entrant). Ils ont demandé au propriétaire de faire les travaux : « parce que là c'est dangereux pour notre santé, il y a des enfants ».

Brigitte ajoute que l'assistante sociale lui a dit que la chaudière ne devrait pas être là, « elle devrait être près de la fenêtre. Et il ne devrait pas y avoir ce carré là au-dessus, le tuyau devrait entrer directement dans le plafond. Là ça menace de prendre feu à tout moment. »

On peut observer de grosses traces d'infiltration autour du conduit. La tapisserie est décollée ou en train de se décoller en de nombreux endroits. Il semble n'y a aucune isolation sur le mur intérieur, côté fenêtres.

« Rien n'est aux normes », nous dit-elle. « L'électricité, il n'y a rien qui soit aux normes. Les prises par exemple, il n'y en a qu'une qui a la terre, toutes les autres, si les enfants mettent les doigts, ils restent collés. » Là c'est le fils qui prend le relais. Ils nous indiquent les prises. Les deux prises au-dessus de l'évier sont d'ailleurs en passe de se décrocher.

« Mais vous allez voir dans le reste de l'appartement... vous allez voir par vous-mêmes. »

Ils nous parlent également de l'immeuble qui penche, qui menace de s'écrouler, et du propriétaire qui ne veut pas vendre. Le propriétaire qu'il faut harceler pour qu'il fasse des travaux, à qui il faut demander, redemander, toujours demander... « Il finit par faire les choses mais vraiment petit à petit, et là, plus particulièrement sous la pression de l'assistante sociale et des services d'hygiène. Là y a presque toute la cuisine à refaire. » Elle propose de nous montrer le rapport de l'assistante sociale et du service d'hygiène. « Eux disent que l'immeuble est en très mauvais état, ils proposent au propriétaire de lui racheter pour en reconstruire un autre à la place, mais il refuse. » Le fils ajoute : « y a un projet comme ça pour toute la rue, mais y a des proprio qui refusent de vendre, qui sont trop attachés à leur petit bien. »

### ***La visite inopinée du propriétaire***

Et c'est là qu'on sonne à la porte. Ils nous avertissent que ce doit être le propriétaire. Christine part ouvrir la porte. Nous sommes vraiment très mal à l'aise, nous le disons à haute voix. Nous souhaitons le rencontrer, mais là... c'est très gênant... Brigitte se lève très vite, pour aller dire à Christine de ne pas le faire entrer dans la cuisine, pour qu'il ne nous voie pas. On plaisante avec le copain du fils et l'autre jeune fille sur le fait qu'il faudrait qu'on se cache quelque part. « Il y a la salle de bain juste derrière vous... » Le propriétaire débarque enfin dans la cuisine. Il nous regarde et ne dit rien. Il attend une explication. On reste un moment sans rien dire. F. explique alors qu'on

réalise une recherche sur le quartier, un état des lieux des immeubles, des appartements. Nous sommes mandatés par la Cité du Design.

P : « Vous êtes des étudiants ? »

A : « Non, je suis sociologue ».

F : « Moi, je suis designer et chercheur également. Mais nous voulions justement vous rencontrer. Nous sommes passés à votre domicile mais vous n'y étiez pas ».

P : « Très bien, et bien maintenant je suis chez moi ».

F : « D'accord. Nous finissons la visite avec madame et nous passerons chez vous ».

Il repart avec Christine dans la pièce d'à côté, qui est en travaux. Nous l'entendons râler, lui dire qu'elle ne devrait pas mettre le linge sur les radiateurs, qu'il lui a déjà dit je ne sais pas combien de fois, qu'il existe des étendages pour ça, que ce n'est pas la peine de se plaindre de l'humidité ensuite... « Mais vous n'écoutez rien. » La fille s'en mêle. Elle se moque ostensiblement du propriétaire.

Maintenant il cherche une fuite d'eau. Il dit qu'il y a eu une infiltration dans l'appartement du dessous. Est-elle sûre qu'il n'y a pas eu de l'eau, je ne sais pas, une fuite quelque part, quelque chose ? Il regarde dans la salle de bain, de l'autre côté dans la cuisine, il ne voit rien.

Elle aimerait d'ailleurs qu'il enlève la baignoire et le bidet pour mettre une douche à la place, parce qu'ils n'ont pas assez de place. Brigitte, alors dans la cuisine, dit à haute voix que ça ne se fait plus les bidets, du temps de leurs grands-parents peut-être, mais plus maintenant... La fille (la plus âgée), qui range du linge entreposé sur le meuble dans l'entrée de la cuisine, dit au propriétaire : « ben oui, on n'est plus des bébés ».

« Mais et là qu'est-ce qu'il s'est passé ? Mais quel cirque ici ! ». Il revient dans la cuisine et se dirige vers le placard sous l'évier, un des battants est à terre. « Non mais et là, qu'est-ce qu'il s'est passé ? » « C'est rien. On va s'occuper de le remettre ». « Mais qu'est-ce qui s'est passé ? » « C'est la charnière ». « Oui mais qu'est-ce que vous avez fait pour que ça tombe ? » « Non mais on va le faire refaire, il y a un menuisier à côté qu'on connaît. » « Et vous avez de la nourriture pour chat ? Vous avez des chats ? Non, j'y crois pas ! » « Oui on en a deux. Enfin un, l'autre n'est pas à nous. » « Mais qu'est-ce que c'est que ce cirque ? » Nous sommes dans la pièce avec F., hébétés. Le propriétaire nous jette des petits coups d'œil en cherchant la complicité. B. qui est à côté dit : « ah bon, elles sont où les girafes, les éléphants ? Je ne vois pas. » « Ah, vous ne voulez sans doute pas que je vous dise qui est la girafe ici (en regardant vers l'entrée de la cuisine, la fille qui s'éloigne). »

« D'accord donc là on est dans un zoo... ? » réplique Brigitte, vraiment très énervée par l'attitude du propriétaire. Le propriétaire se dirige ensuite vers la salle de bain. On se regarde tous, atterrés. Il se dirige ensuite vers une autre pièce. « C'est vraiment le foutoir ici ». Puis on l'entend quitter l'appartement.

**« Le proprio ne fait que cacher les problèmes, il camoufle par ci par là, mais ça ne résout rien. Ça revient toujours »**

Christine revient. Nous l'interrogeons sur l'attitude du propriétaire, s'il rentre toujours ainsi ? « Vous êtes chez vous, il n'a pas à rentrer ainsi ».

Elle commence à nous faire visiter l'appartement. La salle de bain. Elle nous réexplique qu'elle voudrait qu'il enlève la baignoire, parce qu'elle prend trop de place : « le propriétaire est d'accord mais il veut que j'y mette aussi du mien, que j'achète le carrelage... ».

Elle nous montre ensuite la pièce en travaux, juste à côté. « Là on a commencé à refaire. Le mur de gauche est refait en placo. » Elle nous explique que quand ils ont enlevé la tapisserie, ils ont eu des mauvaises surprises, « parce que le mur venait avec la tapisserie tellement c'était humide. Il n'y a aucune isolation. »

Elle nous explique qu'au-dessus c'est le grenier, donc ça amène beaucoup de froid. « Quand il y a des périodes où il fait très froid, c'est impossible à chauffer. » Elle a de grosses factures de gaz : de 300-400 euros tous les deux mois. « Avec les enfants, on est obligé de chauffer, mais dans certaines pièces ça ne fait rien. Dans la pièce en travaux, il y a aussi eu des problèmes parce qu'il y avait une cheminée mais qui s'effondrait sur l'extérieur. Au sol, c'est la dalle directement. »

Elle se plaint aussi du petit dénivelé - deux petites marches - qu'il y a pour entrer dans la cuisine, située un peu en contre-bas par rapport au reste de l'appartement. « Il aurait pu faire quelque chose. Si on ne le sait pas, on risque de tomber. Et puis il y a les cadres de porte. Regardez là le décalage. » Il y a effectivement plus d'un centimètre de décalage entre le cadre et le mur. « Et le plâtre, la peinture qui s'effrite. Il dit que c'est à cause de nous, des enfants qui claquent les portes, tirent dessus. Mais c'est n'importe quoi. Quand une porte elle tient, elle tient. »

Elle se plaint aussi du fait qu'il n'y a aucun placard dans les murs, qu'il faut donc acheter beaucoup de meubles.

On continue la visite. On se dirige vers la chambre suivante, qui donne aussi sur le couloir. La fenêtre est là grande ouverte. Elle nous dit qu'ils l'ont entièrement refaite. Quand ils sont arrivés, il n'y avait rien au sol, c'était la dalle directement. Ils ont mis un parquet flottant. Elle voulait montrer au propriétaire, nous dit-elle, qu'ils étaient capables de faire quelque chose dans l'appartement, de

mettre un parquet. Les murs sont blancs, avec une fibre de verre. Mais on voit apparaître une auréole d'humidité à la limite entre le mur et le plafond, sur le mur du fond (face nord). Elle nous dit que de toute façon, dans l'appartement, « le proprio ne fait que cacher les problèmes, il camoufle par ci par là, mais ça ne résout rien. Ça revient toujours. » Elle nous dit qu'elle laisse la fenêtre ouverte pour que ça sèche, justement, parce que quand il y a eu de la pluie, de la neige pendant plusieurs jours, ça devient vraiment trop humide. Dans la chambre, il y a un lit, quelques vêtements posés sur une table dans un coin.

On passe dans la pièce suivante, la première à droite en entrant dans l'appartement. C'est le salon, qu'elle a du couper en deux, nous explique-t-elle, pour faire une autre pièce. Ils sont trop à l'étroit dans cet appartement. C'est un T2, elle en a fait un T3, alors que normalement, elle n'a pas le droit, ajoute-t-elle. Mais ils sont quand même vraiment serrés. De toute façon, elle veut déménager. Elle a fait plein de demandes, maintenant elle attend des réponses...Elle cherche un T5 et nous dit que c'est difficile à St Etienne. Elle paie dans cet appartement 480 euros de loyer (+45 euros de charges). On comprend, vu l'âge des enfants, qu'il y avait deux enfants de moins au moment où ils sont arrivés dans l'appartement.

Dans le salon, devenu chambre, les deux plus jeunes enfants regardent la télé. Puis ils jouent aux billes. L'autre fils, plus âgé, nous a rejoints. Dans le salon, une télé donc, un fauteuil, un petit meuble, un matelas replié, des choses qui traînent en divers endroits. La pièce est séparée en deux, par une arcade. De l'autre côté, un lit à étage (pour les enfants). Un étendage avec du linge qui sèche. Le plus jeune fils regarde la télé. La fille est cachée sous le matelas replié.

Le mur du fond est couvert de moisissures en de nombreux endroits. Les deux fenêtres sont en PVC mais là encore il n'y a aucune isolation. De plus, nous dit-elle, « les fenêtres ont dû gonfler, maintenant, elles sont un peu tordues et l'air passe à travers. Et autour du cadre, il n'y a aucune isolation. On est directement sur le mur extérieur. » Elle nous montre aussi le placo qui a été posé par le propriétaire autour d'un des cadres de fenêtres, mais elle nous fait remarquer qu'elle l'a vu faire et qu' « il n'a même pas nettoyé la moisissure, il a juste posé le placo par dessus, pour cacher. Donc ça va revenir. Ça revient toujours... » Elle nous dit que le propriétaire nie complètement ces problèmes d'humidité. Le technicien, qui s'occupe de tous les travaux pour lui, dit aussi que ce n'est pas du tout humide. Que s'il y a de l'humidité, ce n'est que parce qu'elle met du linge sur les radiateurs. Mais l'assistante sociale et les services d'hygiène l'ont pourtant confirmé. Lui dit que ce ne sont pas des moisissures. Le fils ajoute qu'il ne voit pas d'ailleurs pourquoi le technicien se permet de donner son avis.

Elle nous dit qu'ils avaient refait entièrement cette pièce pour les enfants, tout repeint, mais que ça s'est abîmé très vite. La moisissure est réapparue sur le mur côté fenêtre...

Le fils attire également notre attention sur le sol. Il nous fait la démonstration avec une bille. Il nous montre comment si l'on met une bille d'un côté de l'appartement, elle roule toute seule jusque de l'autre côté de la pièce. « C'est vraiment chaotique, le complètement tordu », nous dit-il. Et d'ajouter : « ça, c'est parce que l'immeuble est en train de s'effondrer. »

Concernant l'état de santé de la petite fille sur lequel l'interroge F., C. rectifie : « elle n'a pas vraiment de problèmes de croissance, mais elle a beaucoup de bronchites. » L'assistante sociale lui a dit que c'était sûrement dû à l'appartement qui est « insalubre ».

F. lui demande si le logement a été reconnu comme « insalubre ». Elle répond par l'affirmative d'abord, mais le fils insistant, lui demandant si dans le rapport il y a écrit noir sur blanc, « insalubre », alors, elle dit que non, que ce n'est pas dit directement comme ça.

Elle nous parle aussi du garde-corps à la fenêtre qui n'est pas du tout aux normes. Ce n'est pas du tout sécuritaire pour les enfants. D'ailleurs le fils ajoute que le jeune garçon a bien failli se défenestré.

Il y a aussi le compteur qu'ils ont changé parce qu'il avait pris feu.

Le fils fait part à sa mère de ses inquiétudes. Il lui dit : « tu sais très bien ce que je pense, je te l'ai déjà dit, cet immeuble il va s'écrouler. Et il faudrait qu'il s'écroule, mais juste qu'on ne soit pas dedans. Il faut le démolir et en refaire un autre ». Comme je comprends qu'il ne vit pas ici. Je lui pose la question. Il vit dans un appartement à Bellevue, dans lequel il a aussi de gros problèmes d'humidité. Mais il est très souvent dans l'appartement avec sa mère, parce qu'il a peur, il se dit que si elle l'appelle parce qu'elle a un problème dans l'appartement, qu'il s'effondre, il n'aura pas le temps de venir. Il préfère être là. Il lui dit aussi qu'elle n'est pas obligée de faire tout ce qu'elle fait, qu'elle pourrait mener directement le propriétaire au tribunal, et que si le logement est insalubre, l'assistante sociale a le devoir de la reloger dans un autre appartement. Il lui dit que ce n'est pas bon pour elle, pour les enfants. Elle répond que là avec le rapport des services d'hygiène et de l'assistante sociale, le propriétaire va être obligé de faire les travaux. Le fils préférerait qu'elle parte. Ils parlent un moment tous les deux des appartements nouvellement construits par la Cité Nouvelle et qui ne doivent pas avoir tous ces problèmes...

Christine nous dit que c'est vrai qu'avec ce propriétaire, il faut toujours demander et redemander et attendre. Elle nous parle des boîtes aux lettres qui sont sans arrêt cassées, et qu'il met toujours du temps à faire réparer. Ils ont demandé à ce que soient installés des interphones pour fermer l'allée,

mais il ne le fait pas. Tout le monde peut rentrer dans l'allée. La nuit il y a des gens qui viennent uriner. Ca sent vraiment très mauvais ensuite, ça sent toujours la pisse.

Ils ont aussi fait une pétition à un moment donné dans l'immeuble pour faire baisser les charges. Elles étaient à 75 euros. Ils trouvaient que c'était vraiment très cher alors que l'allée n'est jamais nettoyée, ou peut-être une fois par mois, le vide-ordure non plus, et qu'en gros ça ne couvre que le fait de sortir les poubelles. « C'est mal entretenu. Donc on a fait une pétition (à l'initiative de la voisine du dessous à droite, qui est là depuis longtemps). Et ça a marché : ils les ont fait baisser à 45 euros dans mon cas. »

On lui pose du coup d'autres questions sur les occupants de l'immeuble et l'état des autres appartements. Seul l'appartement au-dessous de chez elle n'est pas occupé, ce qui fait aussi qu'il fait si froid dans son appartement. Les autres appartements sont occupés. Beaucoup ont été refaits. Mais il y a aussi des problèmes d'humidité un peu partout. Elle nous parle de sa voisine par exemple, il lui semble qu'elle avait les mêmes problèmes. « Par contre, quand vous verrez l'appartement du propriétaire, lui il est nickel ! »

Au moment de quitter le salon, je demande si l'on peut prendre quelques photos. Elle nous répond que ça ne la dérange pas du tout, qu'« il y a déjà eu beaucoup de flashes dans cet appartement ».

Nous quittons le salon pour revenir à la cuisine. Tout le monde est encore là. La fille assise sur la machine à laver, l'autre sur le congélateur-coffre, à s'amuser de notre présence. Nous leur disons que nous allons voir le propriétaire. Et F. de leur redire que vraiment une chose est sûre c'est que le propriétaire n'a pas à rentrer chez eux comme ça. En tant que locataires, ils sont chez eux, ils peuvent même refuser de le faire rentrer s'ils le souhaitent. C. répond que là il venait pour nous voir (nous enquêteurs) : « il vous avait sans doute vu passer avec vos malles. Il devait penser que vous étiez du service d'hygiène, ou d'autres encore, venant pour l'appartement... »

Nous arrivons au bout de la visite. Christine nous raccompagne vers la porte. Elle nous montre le compteur à l'entrée. Nous la remercions. Au moment de remettre nos chaussures, ça frappe à la porte. Un autre jeune homme entre dans l'appartement, se présente, nous fait la bise et se dirige vers la cuisine.

### **2.3.3 Chez Mr. Montant, propriétaire de l'appartement de Christine, 27 février : « Cet appartement n'a aucun problème »**

Nous redescendons les escaliers, direction premier étage gauche, l'appartement de monsieur Montant, le propriétaire de l'immeuble. F. remarque la porte, d'une toute autre qualité que celle des autres appartements.

Nous sonnons. Il nous fait entrer. L'appartement est effectivement bien entretenu. Nous quittons nos chaussures, il nous prie lui aussi de ne pas les enlever, il n'a pas encore fait le ménage. Nous les enlevons tout de même, il est lui en pantoufle. Dans l'entrée, les chaussures sont alignées sur un petit tapis. Au-dessus un porte manteau accroché au mur. Du carrelage au sol. A gauche, la cuisine. Une cuisine intégrée fabriquée dans un bois relativement sombre. Une table ronde au centre, à laquelle est assis un homme. Il nous serre la main. Ne se présente pas. Fais comme s'il nous attendait lui aussi de pied ferme. Nous nous asseyons. F. commence à lui expliquer ce que nous faisons là. « Les immeubles du quartier... un état des lieux. On a entendu dire qu'il y avait un projet sur ce bout de rue... est-ce que vous avez été approché par la ville ? »

Le propriétaire nous répond qu'il ne sait pas grand chose de ce projet et surtout qu'il n'a jamais eu de proposition pour acheter son immeuble, jamais officiellement. Il sait qu'il y a des projets dans le quartier, mais rien de concret à son avis.

L'autre personne se lance dans la discussion, nous comprendrons ensuite qu'il s'agit du technicien auquel fait régulièrement appel le propriétaire. Selon lui, « cet appartement n'a aucun problème. » « Son seul problème est qu'il est très sale, très mal tenu. » Il décrit Christine comme une femme « désemparée », « débordée par la situation » ; les occupants comme n'ayant « aucun respect pour l'appartement », « ne pren[ant] pas soin des choses »...

Le propriétaire, qui parlera ensuite très peu, commence avec le problème de l'humidité. « Cette idiote, elle couvre les radiateurs de vêtements. Bon ben ça créé énormément de d'humidité. On lui a dit et redit, mais elle continue. Et ensuite elle se plaint de l'humidité.... Vous monsieur, vous mademoiselle, vous le savez, vous n'allez pas couvrir vos radiateurs de vêtements mouillés... C'est pour ça que c'est humide... »

Il reprend également l'exemple de la porte de placard, que nous avons aussi pu observer. « Ce placard, il a été installé il y a deux ans. Ce n'est pas normal qu'il soit dans cet état. » Le technicien poursuit en évoquant le cas des autres appartements (« parce que j'ai d'autres immeubles », précise

le propriétaire) dans lesquels il a mis le même placard, et qui six ans après sont toujours en très bon état. « Vous voyez, ils ne prennent pas soin des choses. » Il aimerait d'ailleurs qu'une fois dans leur vie ils soient propriétaires d'un appartement, « pour qu'ils se rendent compte ». « C'est sûr qu'ils ne se comporteraient pas de la même façon. »

Autre exemple : les radiateurs. C'est le technicien qui continue à parler. Il a changé il n'y a pas si longtemps le radiateur de la cuisine. Il revient dans l'appartement quelques temps plus tard et là les enfants sont montés sur le radiateur qui est en partie arraché du mur. « Bon ben là, y a un problème. » Pour bien nous faire comprendre ce qu'il veut dire, au cas où nous n'aurions pas saisi, il prend l'exemple de son chien. « Mon chien, il est très bien élevé. Quand je le fais sortir pour pisser, il ne pisse pas sur le chemin mais dans les sous-bois. Et bien ça, je lui ai appris. Là c'est pareil. En fait, cette femme elle est débordée. Elle n'arrive pas à gérer. »

Il prend alors un autre exemple, celui du conduit de chaudière. « Vous ne pouvez pas imaginer. Il y aurait fallu vous montrer. Le conduit était dans un tel état... Ils ne l'avaient jamais nettoyé. Mais moi je ne suis pas là pour faire la femme de ménage. J'ai des choses à faire bien plus intéressantes que de m'occuper de gens comme ça. Je le fais pour Mr Montant, parce qu'il le mérite mais sinon je ne le ferais pas. D'ailleurs moi je viens, mais les autres personnes de mon entreprise me disent : « mais Jean-Pierre t'es fou, moi je ne vais pas dans un endroit pareil. Ils laissent des plats s'entasser et sécher dans l'évier. C'est dégoûtant. » Mes gars, ils ne veulent pas venir travailler dans des conditions pareil. »

« Je ne sais pas, pour moi, tenir une maison c'est passer le balais, tenir le linge propre, faire la vaisselle... Mais tout ça, ils ne le font pas... C'est vraiment dans un état... Ils ne font rien pour l'appartement. Ils le dégradent. Mais quand on leur a livré, il n'était pas comme ça. Vous avez vu dans l'entrée, le trou dans la porte ? C'est le mari, qui était vraiment violent, un jour il a mis un gros coup dans la porte. Ben ils ne l'ont jamais réparé. Ça fait plusieurs années maintenant. Et puis se faire insulter... Lui, le mari, il fallait vraiment rien lui dire, il démarrait au quart de tour. En fait, ils n'ont aucun respect. Moi quand je vais chez un client, et les clients me le disent, je suis toujours propre, même ma voiture de chantier, elle est propre. Et on le remarque. Je suis rasé, je n'ai pas les cheveux ébouriffés, je me lave les dents. C'est une question de respect. Mais eux ils n'ont pas du tout ce respect vis-à-vis de moi. Je me fais insulter, ils me prennent pour un con. Mais là, Mme Boukerid (Christine), ce matin je l'ai vraiment remis à sa place. Et puis quand je me fais harceler par une personne qui n'est même pas de l'appartement mais d'un immeuble voisin, la femme blonde



que vous avez vu...(Brigitte) Là non je ne vais pas l'accepter. Je lui ai dit : « moi je fais bien mon travail mais vous n'allez pas continuer à m'emmerder, à me dire ce que j'ai à faire.... » Enfin je ne sais pas, les locataires ils ont aussi à embellir l'appartement.... »

Là F. le reprend : « enfin, en tant que locataires, ils ont à rendre l'appartement dans l'état dans lequel ils l'ont trouvé ou dans un état d'usure normale, ils n'ont pas à « embellir l'appartement ». Je suis moi aussi locataire et je connais bien ça. Enfin, en général, dans le bail, c'est ce qu'il y a écrit. »

Le propriétaire intervient : « Je ne sais pas, quand vous êtes rentrés dans l'appartement, qu'est-ce que vous avez vu ? » On ne répond pas. « Vous n'avez pas vu que c'était le cirque, qu'il y en a de partout. On ne peut pas marcher. C'est pas possible de vivre comme ça. Vous ne l'avez pas vu ? Ça m'étonne. »

Le technicien : « Et vous avez vu quoi alors ? »

F : « Une femme qui n'a pas beaucoup de moyens. Manifestement, elle ne travaille pas... »

Là le technicien fait mine de s'énerver. Il nous dit qu'il ne va nous dire qu'une seule chose avant de partir. Il sort de son étui un appareil qui était jusque là posé sur la table. « Vous savez ce que c'est ? Ça sert à mesurer l'humidité. Comment ça fonctionne ? Quand c'est rouge, c'est un taux très important d'humidité, ça veut dire concrètement que c'est mouillé. Orange, c'est humide. Jaune, ça l'est moins et vert tout va bien. Ce matin je suis venu dans l'appartement de Mme Boukerid avec mon appareil. C'était jaune-vert. C'est pas humide ! » Il commence à se lever et nous dit qu'il voit bien comment nous sommes et qu'on n'est pas sur la même longueur d'onde. Nous ne voyons que ce que voulons voir. Il va partir. Ça ne l'intéresse pas. F. essaye alors de faire redescendre la pression en lui disant que « nous notre rôle ce n'est pas de monter une charge contre les propriétaires. C'est pour ça que nous voyons tout le monde, propriétaires, locataires... Ce qui nous intéresse, c'est de comprendre, de voir les différents points de vue. Et y compris de saisir les incompréhensions ou mécompréhensions qu'il peut y avoir entre locataires et propriétaires. »

Ce que lui dit F. semble avoir eu un effet. Il se rassoit. Le terme de « mécompréhension » semble lui avoir parlé. La conversation prend ensuite une autre tournure. Le technicien continue à parler beaucoup. Il ne parle plus qu'à F. Le propriétaire acquiesce mais parle très peu.

« Je vais vous donner un autre exemple : la gazinière elle est sous la chaudière, elle ne devrait pas être là. Avec la cuisson, toutes les graisses remontent sur la chaudière. Et puis ils ne nettoient jamais. J'avais mis des marqueurs la dernière fois, ils n'ont pas bougés. Ils ne nettoient pas. Je leur

ai demandé d'échanger la place de la machine à laver avec celle de la gazinière. Ils ne l'ont toujours pas fait. Donc je pense qu'un jour, je vais arriver et je vais le faire moi-même. Je ne vais pas leur demander leur avis, je vais le faire. Mais comme on pense qu'ensuite ils risqueraient de les rechanger de place, là on a prévu une place dans la salle de bain pour la machine à laver, pour être sûrs. » Le propriétaire s'adressant à moi : « on est obligé de trouver des trucs, d'adapter l'appartement en fonction... »

« C'est comme sous l'évier, ils ont deux bouteilles de gaz en permanence. Je leur demande pourquoi ils ont ces bouteilles. On leur a installé le gaz de ville. On a relié la gazinière. Ça fonctionne très bien. Elle n'a pas besoin de ces bouteilles. Et je leur ai dit qu'en plus, en ayant le gaz de ville dans l'appart, leur assurance ne les assurait pas. Ils n'ont pas le droit d'avoir des bouteilles de gaz chez eux. Donc pourquoi ils ont ces bouteilles ? Et bien parce qu'ils s'en servent. En fait, ils n'utilisent pas le gaz de ville, ça leur coûte moins cher. Mais leur assurance ne les assure pas dans ces circonstances. »

Le technicien s'adressant à F. : « J'aimerais revenir sur un point, vous avez dit tout à l'heure quelque chose qui m'a titillé : « une femme qui a peu de moyens, manifestement elle ne travaille pas... ». Et bien oui, je pense que c'est bien le problème. On est dans une société d'assistés. » Il donne l'exemple de sa famille, sicilienne. Son grand-père arrivant en France. Il n'a rien. Il est obligé de travailler. Ses parents qui vivent dans un appartement sans sanitaires. Ils triment pour s'en sortir. Lui aussi, il est parti de rien. Et en même temps cette dame elle a des choses qu'il ne possède pas. « Quand je suis allé chez eux la dernière fois, il y avait des ordinateurs portables, des portables derniers cris. Moi, vous voyez, j'ai un vieux portable (il le tient en main et nous le montre). Si je n'ai pas les moyens, je ne m'achète pas des choses que je ne peux pas m'offrir. Si j'ai 5 euros, je n'en dépense pas 10. C'est comme l'assistante sociale. Mon père est mort il y a trois ans. Ma mère s'est retrouvée seule. Pourtant, y a pas une seule assistante sociale qui frappe à la porte. Et elle ne va pas la chercher non plus. Ma mère, elle nous lavait dans l'évier, on n'avait pas d'eau chaude, et pourtant on était tirés à 4 épingles, tous les jours, impeccables. La différence, c'est que j'ai ce que j'ai aujourd'hui parce que j'ai lutté pour, comme mes parents et mes grands-parents, que je me suis battu pour. Par exemple, le médecin m'a dit que j'avais une sciatique, mais je ne m'arrête pas pour autant, je continue à travailler, parce que j'ai une famille. »

F: « Mais on est quand même à une époque où le chômage n'a jamais été aussi fort. »

T: « Je vais vous dire une chose. Moi ce que je vois, c'est qu'il y a plein de postes disponibles (boucher par exemple) mais que personne ne les veut. »

F. leur demande si ça a toujours été comme ça, s'il y a toujours eu autant de problèmes avec cet appartement, avec cette famille, ou qu'est-ce qui fait qu'on en est arrivé là ? Ils répondent que ça s'est effectivement dégradé avec le temps. « L'appartement était certes vieux quand on l'a livré, mais il n'avait pas tous ces problèmes. Ils l'ont dégradé. » « Pour vous donner un autre exemple, à un moment donné, on s'est rendu compte qu'ils coupaient la chaudière, pour ne pas payer le gaz et qu'ils faisaient chauffer des grandes casseroles d'eau. Vous imaginez la vapeur... ? C'est n'importe quoi. »

Le propriétaire : « Et vous avez vu les portes, les cadres de porte ? Ca aussi c'est n'importe quoi. »

Le technicien : « Mais moi, je ne suis pas là pour ça. Je ne vais pas faire son éducation à cette dame. Elle doit avoir quarante ans. Mais elle est dépassée. Ma sœur et moi, on n'a jamais eu de garde-fou chez nous aux fenêtres, on ne s'est jamais défenestrés pour autant. » « Pour vous dire, une autre fois, je rentre dans l'appartement, il y avait un gros bidon d'huile renversé au sol dans la cuisine, les enfants avaient joué avec, il y en avait de partout...et elle, elle disait rien. Vous imaginez ? C'était passé sous les meubles... »

Le propriétaire : « Vous avez vu le couloir ? Ca fait quoi, deux ans qu'elle est en travaux ? Elle veut refaire la tapisserie, mais ça n'avance pas... »

Le technicien : « Là pour les travaux dans l'autre pièce, j'attends qu'elle nettoie, ensuite elle doit poser la fibre de verre. Moi je terminerai ensuite pour le sol. »

F. : « Et pour l'isolation, qu'est-ce que vous pensez faire ? Là j'ai vu qu'il n'y avait pas d'isolation du tout. C'est le mur direct. »

T. : « Oui c'est vrai que de ce côté là, c'est pas super... »

P. : « C'est vrai qu'il y a des pièces où il fait vraiment froid. »

F. : « Et donc là dans les travaux que vous avez fait, il y a le placo, il y a quoi en dessous ? Vous avez refait une isolation ? »

T. : « Ben justement, je suis en train d'y réfléchir... »

Le propriétaire : « Mais vous voyez c'est pareil, le sol il n'était pas comme ça avant. Je ne comprends pas ce qu'ils ont fait, comment ils ont pu l'abîmer comme ça. »

F. : « Mais parce qu'il y avait autre chose avant ? »

Le technicien : « Il y avait un isolant, quand même, c'était pas juste la dalle ! »

Le propriétaire : « Mais là, elle est complètement fissurée... »

Le technicien : « Le problème, c'est qu'on lui fait des travaux, et qu'au bout d'un an c'est

complètement détruit. Moi je fais bien mon boulot mais ils ne prennent pas soin. De toute façon tu leur donnerais un appartement neuf, ce serait pareil, ce serait dévasté au bout de deux ans. »

F : « Et on a vu que le compteur avait été changé. Elle disait qu'il avait brûlé. »

Technicien : « Oui enfin moi je sais pourquoi il a brûlé. »

F: « Ah oui, pourquoi ? »

T: « Ils faisaient des barbecues à la fenêtre. Quand j'ai vu ça (il se met à rire très bruyamment), j'aurais du prendre une photo mais j'étais vraiment sous le choc. Un barbecue de 300 watt... Et bien évidemment ça a fini par péter. »

F: « Mais du coup, si ça a fini par brûler, c'est que l'installation elle n'a pas tenu le coup. Moi ce que je vois c'est effectivement des gens qui ne savent pas forcément que si on met le chauffage, le frigo, le congélateur de 200L en même temps, et si on met un barbecue, ça va péter... et de l'autre, que l'installation elle n'est pas en bon état. Ca me fait penser qu'on a vu qu'une seule prise terre dans la cuisine... ? »

Technicien : « Euh... Ah oui ? Il me semble que j'en ai vu d'autres. Dans la salle de bain par exemple. Il y en avait mais elles ont été cassées. »

Propriétaire : « C'est vrai qu'ils les arrachent les prises. Plutôt que de tirer au niveau de la prise, ils tirent sur le fil, à deux mètres. Donc peu à peu, ça fini par arracher la prise, évidemment. »

F: « Et donc ça veut dire qu'il y avait des prises avec la terre et qu'elles ont été remplacées par des prises sans terre ? »

T: « C'est possible. Je regarderai. Mais je pense quand même qu'il y a la terre. Ca m'étonne. Je regarderai... »

Nous leur posons ensuite des questions sur les autres appartements : s'il y a des problèmes dans d'autres appartements ? Comment ça se passe avec les autres locataires ?

Propriétaire : « Et bien vraiment, vous n'avez pas eu de chance, vous avez vraiment visité le pire appartement. Les autres sont en très bon état. »

T: « Monsieur Montant a fait faire beaucoup de travaux. »

P: « Et avec les autres locataires ça se passe très bien. Il n'y a que cette famille qui me fait des soucis. Je n'ai aucun problème avec les autres. »

T: « C'est pour ça que ça me fait vraiment de la peine. Y a un problème. Monsieur Montant fait faire beaucoup de travaux, et il s'endette, parce que les charges ne couvrent pas du tout les travaux faits. »

P: « J'en ai eu pour 50 000 euros l'année dernière, avec l'appartement qu'on a refait. Et puis ça, c'est de l'argent qu'on ne récupère jamais... Et dans cet appartement où il y a Mme Boukerid, je voudrais bien faire des travaux aussi, mais le problème c'est qu'ils sont là. Si je refais, ce sera tout à refaire, parce que tout sera sans dessus-dessous quand ils partiront. »

Son père a acheté l'appartement en 74. Il était dans le bâtiment. Il a tout retapé, les appartements les uns après les autres. Il a commencé par celui dans lequel il habite.

Dans l'immeuble, il a des locataires modèles, où tout est propre, bien tenu.

F : « Et au niveau de l'immeuble vous n'avez pas de souci ? »

Le propriétaire : « Non, l'immeuble est une bonne construction. »

F: « Et sinon, on a vu le rapport du service d'hygiène et il y aurait du plomb et de l'amiante dans cet appartement. Est-ce que c'est un problème que vous avez dans d'autres appartements ? »

Le technicien et le propriétaire se montrent vraiment sceptiques sur l'amiante. Ils ne voient pas du tout d'où ça pourrait venir. Le technicien dit au propriétaire qu'il faut qu'il récupère le rapport. C'est la régie qui doit l'avoir. Il faudrait vérifier. Mais ils sont assez sceptiques. Le technicien ajoute qu'il sait très bien comment elles sont les assistantes sociales, ce qu'elles voient...

Le technicien rappelle une autre « anecdote », celle « des lingettes dans les toilettes ». Les locataires appellent le propriétaire à un moment donné car les canalisations sont bouchées. Le technicien intervient et là, il n'en revient pas nous dit-il, il trouve « tout et n'importe quoi : des lingettes, des papiers de paquets de bonbons... » Encore une fois, nous sommes pris à parti : « vous auriez du voir ça ! C'était incroyable. Et on a beau leur dire que les lingettes ne se dissolvent pas dans l'eau, ils continuent... C'est n'importe quoi. Ils jettent n'importe quoi et après ils s'étonnent... ».

Un peu plus tard, c'est la dégradation de l'allée qui est en cause. « Alors que la peinture avait été entièrement refaite dans l'allée, quelques années après, l'allée était déjà complètement dégradée. »

Le technicien : « Les gens rentrent et font des marques de clé. » « De toute façon, les gens n'ont plus peur. » Les CRS de sa famille lui disent... « Et les boîtes aux lettres, c'est pareil... »

F. lui fait remarquer que la porte de l'allée est ouverte et que n'importe qui peut entrer.

Le Technicien : « En effet, mais c'est que l'interphone est en permanence cassé. » Il nous dit qu'il a décidé de ne plus le réparer...

L'entretien se termine. Le propriétaire et le technicien (avec ses patins aux pieds) nous raccompagnent.

### 2.3.4 Reprise

Les discours recueillis entre *le numéro 4* et *le numéro 10* de la rue P. sont à charge ; le récit que l'on propose de nos visites, alternativement chez des locataires et chez un propriétaire, semblent laisser peu de chance à chacun ; en fonction des éléments qui accrocheront le regard du lecteur, celui-ci retiendra l'image de cette femme faisant des barbecues avec un appareil électrique à sa fenêtre et chauffant un appartement avec des grandes bassines d'eau chaude, ou alors, la figure de ce propriétaire laissant vivre une femme avec plusieurs enfants dans un appartement dont les installations électriques ne sont pas aux normes et où le plomb porte atteinte à la santé de la petite fille ; mais il pourra aussi considérer les deux points de vue. L'enjeu ne consiste pas toutefois à englober cette situation, en multipliant les points de vue et en se gardant bien de prendre parti ; nous essayons plutôt de suivre et de reconstituer les fils, très entremêlés, qui tissent cette scène, et tout particulièrement de prendre la mesure des incompréhensions entre le propriétaire, le technicien et les locataires. Cette reprise concerne l'histoire de Brigitte, de Christine, de sa famille, de son propriétaire et du technicien de celui-ci, mais elle ouvre aussi des pistes de compréhension pour d'autres situations où les positions des acteurs sont comparables.

#### **Détérioration**

La grille de lecture qu'activent le propriétaire et son technicien tient à un processus de dégradation de l'appartement qu'ils disent constater par rapport à son état antérieur, notamment de propreté ou de fonctionnalité : sols, placards, compteur électrique, humidité de l'air, canalisations, gaine encrassée, etc. « Cet appartement n'a aucun problème » commence par nous dire le technicien ; « *ils* le dégradent ». Un grand nombre d'exemples vont être donnés au fil de la visite pour prouver que les problèmes qui apparaissent proviennent bien de l'usage qu'en ont les locataires, et non de problèmes qui seraient pré-existants dans l'appartement ou encore de problèmes qui dépendraient d'un défaut d'entretien de la part du propriétaire (doit pouvoir en attester la présence de son technicien et le montant des travaux effectués dans les appartements dont il nous fera part ensuite au cours de la discussion). Par exemple, il est dit que le placard ne tiendrait seulement que deux ans dans cet appartement alors qu'il resterait dans un état correct depuis six ans ailleurs. « On lui fait des travaux et au bout d'un an, c'est complètement détruit ». C'est l'usage qui est en cause et non le matériel (l'équipement ou la qualité du bâti), doivent en témoigner les marqueurs autour de la gazinière pour pister les coups d'éponge de Christine.

Pour contrer cette détérioration, outre les travaux engagés (refaire, et par exemple prévoir de mettre

la machine à laver dans la salle de bain pour que la gazinière reste à sa place), le propriétaire et le technicien disent avoir fait preuve de « pédagogie » (inciter la famille à ne pas mettre à sécher le linge sur les radiateurs par exemple). Ils apparaissent alors en éducateurs voire en redresseurs de comportements : il y aurait un savoir-habiter à inculquer – celui même que l'on retrouve enseigné aux premiers locataires des grands ensembles, aux femmes principalement, issus des bidonvilles, des campagnes ou des logements insalubres sans commodités<sup>49</sup>. Ce savoir ferait défaut à Christine. Or dans le cas de cet appartement, à la différence de l'approche hygiéniste, de mise dans les politiques urbaines accompagnant la construction des grands ensembles – où l'appartement équipé (de ventilation, de vide-ordure, etc.) est sensé donner prises aux « bons » comportements –, les conseils achoppent sur l'état du bâti, celui ne permet pas la mise en pratique.

Dans le processus de détérioration dénoncé, la responsabilité est reportée sur l'usager. Celle de Christine est en effet engagée à différents titres dans les propos du propriétaire et du technicien. Comme locataire tout d'abord : elle ne fait pas bon usage des équipements techniques (prises que l'on tire, l'eau qu'elle chauffe, la présence des bouteilles de gaz, etc.), elle ne fait pas ce qu'elle dit qu'elle fait, etc. Comme gestionnaire ensuite : elle achète au dessus de ses moyens. Et enfin, comme mère (ses enfants ont besoin d'un garde-corps pour ne pas tomber dans le vide, ils s'assoient sur le radiateur et le décrochent, le technicien ose à ce sujet la comparaison avec son chien, bien élevé, lui), sa mission éducative n'est donc pas remplie. En bref, Christine est décrite comme « une femme désemparée, débordée par la situation » qui « n'arrive pas à gérer », puis plus tard à demi-mot comme « assistée ». La situation sociale et économique de Christine est pourtant bien évoquée et connue (le gaz bouteille choisi au lieu du gaz de ville parce que meilleur marché, le mari violent, etc.), mais elle n'explique pas, selon le propriétaire et le technicien, la manière dont la vie s'organise dans le logement.

Si le « chez-soi » permet un étayage et une protection du soi, alors on peut comprendre ce que fait le propriétaire comme une manière d'effacer les traces d'autrui dans l'appartement qu'il possède et qu'il loue à Christine et à sa famille. Pour ce qui est de la présence des chats par exemple, aucun mésusage n'est encore détecté, le propriétaire apprend simplement qu'il y a deux chats, mais ses reproches disent combien il souhaite effacer les traces de la vie domestique de ses locataires. L'usage ici revient à salir, abîmer, dégrader l'appartement et l'on retrouve ce motif anthropologique de la salissure, évoqué plus haut<sup>50</sup>, dans toute la malveillance à laquelle il peut donner lieu dès lors qu'il se glisse dans un rapport asymétrique.

---

49 Sur ce point voir : Bachmann, C., Leguennec, N., *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*. Paris, Albin Michel, 1996 ; Ballain, R., Jaillet, M-C., « Le logement des démunis : quel accompagnement social ? », *Esprit*, mars-avril 1998, pp. 128-141.

50 Douglas, M. *op cit*.

## **Suspicion**

Une autre grille de lecture associée est celle de la suspicion, grille de lecture assez courante dès lors que l'on parle d'habitat dégradé : que se passe-t-il au dedans ? C'est ainsi que dès les débuts des grands ensembles, les rumeurs courent sur le fait que ces femmes de conditions modestes ou pauvres, issues des campagnes ou des bidonvilles, font des élevages dans les baignoires ou y égorgent des moutons. Cette suspicion accompagne très bien la pédagogie qui va s'y développer : si ces femmes sont à *éduquer* elles sont également à *surveiller*. On retrouve ce même motif dans la scène observée, et la visite inopinée du propriétaire. La suspicion est bien le motif officiel d'entrée du propriétaire : il cherche une fuite, qui ne peut venir que de chez Christine – les problèmes s'accumulant, c'est forcément chez elle qu'il faut suspecter l'origine. Mais il vient aussi par surprise constater le « cirque », et, tel que le suggèrent les enfants, connaître la raison de notre visite, chez Christine. La suspicion à l'égard des assistantes sociales est aussi clairement exprimée ; elle l'est aussi à l'égard du ressenti des locataires concernant l'humidité. Dans ce dernier cas, l'appareil (forcément fiable) doit permettre de prouver le contraire. La suspicion naît même vis-à-vis des chats : ils n'ont pas encore fait de dégâts, mais leur seule présence (tracée à partie de l'assiette de croquettes) est déjà problématique.

## **Ostentation**

Une troisième grille de lecture activée dans ces entretiens est celle de l'ostentation. Il s'agit en effet pour Brigitte et Christine de montrer leurs conditions de vie – « montrer la misère », la localiser (les fils qui pendent du plafond, les trous non rebouchés, les prises arrachées, les moisissures...) –, quand elles se plaignent que les propriétaires ne prennent pas à bras le corps les problèmes, les nient ou encore « cachent la misère » (qu'il s'agisse du propriétaire de Christine ou de celui de Brigitte qui la fait déménager pour l'éloigner du plomb sans pour autant décontaminer l'appartement en question).

On retrouve bien ici l'interrogation sur la portée morale et politique des expériences perceptives telle qu'abordée par Claudette Lafaye et Daniel Cefaï (à l'occasion d'une enquête de porte-à-porte de militants d'associations à Belleville dans des immeubles insalubres). La situation exposée « sur le mode le plus personnel [a] une force d'évidence ostensive qui vaut *en soi* » : « L'expérience sensible et affective est alors convertie en sentiment d'indignation, qui donne à percevoir des situations dans ce qu'elles ont d'intolérable ou de révoltant. (...) Loin d'être enfermées dans des corps subjectifs, [les épreuves perceptives] pointent vers le sens commun. Elles parlent d'elles-mêmes et en appellent à une communauté d'émotion, d'expérience et de jugement. Exprimée en discours, elles s'imposent



avec la force du témoignage et engage l'interlocuteur à éprouver la même indignation (...) »<sup>51</sup>.

S'adjoit à ces expériences perceptives, qui « pointent vers le commun », une expérience protocolisée. Le fils de Christine nous montre ainsi par l'expérience technique, à l'aide d'une bille qu'il dépose sur le plancher, que le sol penche, signe pour lui que l'immeuble est bien *en train* de s'effondrer lentement. Les rapports de l'assistante sociale et du service d'hygiène, sont eux aussi introduits dans le cours de la discussion pour appuyer les propos de Christine et de son fils sur l'état de l'immeuble et de l'appartement, bien que n'ayant pas recours au mot magique qui permettrait le relogement immédiat de Christine (« Ils disent que l'immeuble est en très mauvais état mais il n'est pas marqué insalubre »).

Dans ces différents cas, il ne s'agit plus pour les habitants de montrer comment l'on parvient à habiter malgré tout (grâce à de multiples aménagements et usages supposés rendre l'appartement plus *vivable*, mais d'insister sur les difficultés (à vivre dans cet appartement), sur la responsabilité du propriétaire (à qui il faut demander et redemander), sur l'absence (tout du moins jusqu'à une période récente pour Christine) d'autres interlocuteurs en mesure de prendre en charge les problèmes (assistantes sociales, etc.). Il s'agit aussi pour nous ici d'insister sur l'inquiétude qui se dégage de telles situations pour les locataires eux-mêmes mais aussi pour leurs proches : inquiétude de Brigitte face aux problèmes de santé de sa filleule et au désarroi de son amie, inquiétude du fils de Christine pour sa mère, qu'il se sent devoir protéger contre un immeuble qui va tomber inéluctablement : il est là au cas où, il lui parle de logements neufs.

### **Mise en politique**

Si l'habiter (dans ces appartements) apparaît fortement mis à mal, conduisant parfois les locataires à vouloir abandonner (ne plus rien demander au propriétaire), à fuir leur appartement (c'est le cas de Brigitte qui nous dit avoir trouvé un autre appartement, c'est aussi ce que le fils de Christine suggère à sa mère), c'est finalement dans la constitution d'un souci partagé (par *voisinage*), par la sédimentation (et solidarisation) des liens, par la *propagation* (au sens d'une extension dans l'espace et le temps) des attachements de tous ordres pour reconstruire de la confiance, que l'habiter trouve à se réactiver. Et à cet endroit, il est bien question de politique.

Propager v.tr., d'abord *propagier*, au participe passé *propagé* (1480), est emprunté au latin *propagare*. Celui-ci est employé dans la langue rurale pour « provigner », au sens spatial d'« agrandir, étendre » et au sens temporel de « faire durer, perpétuer ». En moyen français, *propagé de* s'est dit d'un fleuve qui se détache d'un autre. L'usage moderne du mot, suscité par les emplois de *propagation*, s'est fixé dans la seconde moitié d'une

---

51 Cefai ; Lafaye. 2001, *op. cit.*, p. 215.

XVIII<sup>e</sup> s. en physique dans le sens de « répandre, étendre, multiplier » (la lumière, le feu) [1752]... (Dictionnaire historique de la langue française)<sup>52</sup>

Ce que nous souhaiterions considérer pour finir, c'est cette capacité/qualité propagatoire, et en cela très immanente, de la politique : lorsque le trouble de l'expérience est amené à se *propager* (de proche en proche, par *contact* – du latin *contactus*, de *contingere* « toucher » (contingent, co-tangible, haptique<sup>53</sup>)) –, et ainsi à être partagé, sans pour autant en passer (tel que le propose Dewey) par la constitution de publics. C'est par la propagation de problèmes (ainsi constitués comme des faits) que se constituent des *communs* dont l'existence publique peut ne pas dépasser un palier de porte et ainsi garder une tonalité affective que bien souvent l'on perd dès lors que l'on pénètre le régime *du public*. Tenir ainsi à un commun dont les manifestations peuvent bien ne concerner que l'ambiance affective qui lie des habitants à la fréquentation quotidienne des parties communes de leur immeuble nous semble permettre la mise en politique de tonalités dans les rapports de voisinage, d'une forme de bienveillance dispositive<sup>54</sup>, difficilement traductible dans le langage du public. Aussi, une telle définition de la mise en politique rejoint-elle celle de J. Rancière et d'une conception de l'espace démocratique (non simplement en termes de constitution de publics mais) en *moments d'interruption* au travers desquels un tort peut apparaître dans l'ordre du sensible<sup>55</sup>. Ainsi, *de la politique* est en jeu dans les minuscules ruptures d'expérience dont nous rendons compte ici, aussi bien que dans les « solidarités de pallier » ou les inimitiés qu'elles entraînent.

Nous pourrions dire que Béatrice apparaît dans cette situation comme une lanceuse d'alerte-pair<sup>56</sup> : depuis l'appartement de Christine où nous la rencontrons, jusqu'à son appartement dans lequel elle

---

52 Que l'on distinguera du terme *propagande*, quoiqu'en soulignant l'étymologie commune : Propagande n.f., 1790 «association ayant pour but de propager certaines opinions (surtout politiques)» (Ranft, p.148); 1792 «action organisée en vue de répandre une opinion ou une doctrine » (Condorcet, *Lettre à de Pange* ds Brunot t.9, p.628, note 5). Francisation du lat. mod. *Congregatio de propaganda fide* «congrégation pour propager la foi» (*propager\**), elliptiquement *Propaganda*, fondée en 1622. (cntrl.fr)

53« La peau, une surface vivante active, se transforme en « lieux de possibilités ». La productivité du toucher n'est pas donnée, elle émerge du contact avec *un monde*, un processus à travers lequel un corps apprend, évolue et devient. L'affirmation de la spécificité du contact ne limite pas les possibilités, la spécificité est ce qui produit la diversité : le toucher a des effets multiplicateurs ». M. Puig de la Bellacasa « Technologies touchantes, visions touchantes. La récupération de l'expérience sensorielle et la politique de la pensée spéculative ». In Dorlin E, Rodriguez E. *op. cit.* p 82.

54 Belin, E. *op. cit.*

55 Rancière, J., *Aux bords du politique*. La Fabrique, 1998.

56 Nous reprenons à F. Chateauraynaud cette catégorie de « lanceur d'alerte » – comme celui ou celle qui interpelle une instance supposée pouvoir agir face à un danger ou à un risque – forgée dans le domaine des risques environnementaux. Chateauraynaud, F., Torny, D., *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*. Paris, EHESS, 1999. Nous y adjoignons la catégorie de « pair » pour expliciter l'idée selon laquelle ici le lanceur d'alerte intervient selon son expérience de vie, qu'il partage avec d'autres (ceux qu'il fréquente, ceux qu'il interpelle, etc.). Le terme de pair est ici donc employé dans le même sens que dans l'expression « pair-aidant » qui désigne des personnes engagées dans des expériences de réduction des risques ou encore de soutien à la santé mentale, et qui sont elles-mêmes concernées (au présent ou par le passé) par les problématiques traitées.

nous invite à la suivre, elle apparaît comme celle qui politise la scène et la situation dans son ensemble (la sienne, celle de son « homme », celle de son amie Christine), en l'invitant à revendiquer ses droits face au propriétaire, pour elle, ses enfants, pour le mener en justice (comme a pu le faire son « homme »). La particularité de cette figure du lanceur d'alerte-pair est de *travailler à mettre en alerte*, non pas à lancer une alerte pour d'autres, tout azimut, non pas à faire un signalement sur la base de critères définis depuis l'extérieur, mais de mettre en alerte son amie, depuis une inquiétude de proche, en connaissance de cause : Brigitte partage avec Christine la précarité économique, un lien d'amitié et de famille (c'est marraine de sa fille), le mal logement. Brigitte reste très inquiète pour la petite qui ne grandit pas et qu'elle pense en grand danger. En d'autres termes, en l'occurrence ceux du travail et du développement social communautaire anglo-saxon, on pourrait dire que Brigitte travaille à *l'empowerment* de Christine. Le terme est difficilement traduisible en français, mais on peut retenir qu'il avoisine *devenir capable, entrer en pouvoir, entrer en relation avec un pouvoir*<sup>57</sup> :

« La mise en acte du pouvoir communautaire est souvent appelée empowerment. Ce mot n'a pas d'équivalent en français mais véhicule la même idée de mouvement que le mot enlightenment pour les Lumières. L'empowerment décrit le processus par lequel un groupe d'individus sans pouvoir (powerless) parvient par ses propres moyens à conquérir du pouvoir (power). Le rôle des associations est d'organiser les habitants en une force cohérente capable de générer assez de pouvoir pour affronter et infléchir les gouvernements. »<sup>58</sup>

Nous retiendrons ici la manière dont Brigitte, en dehors de toute association formelle ici, soutient Christine, l'incite à faire des démarches pour améliorer sa situation, mais elle n'emprunte à aucun moment le registre de la responsabilisation individuelle, on comprend comment elle travaille à l'empowerment d'un ensemble – la communauté de voisinage partageant des problèmes de mal logement – dont elle fait elle-même partie intégrante.

Cette solidarité est également rendue manifeste à travers la résistance collective qui se tisse *malgré tout* dans la scène observée, et à laquelle nous sommes associés (dès lors que l'on est entré dans l'appartement et que l'on a accepté de faire cette « expérience perceptive » commune, ils sont prêts

---

57 C'est notamment ce sens qu'évoque le texte de Pignarre, P. ; Stengers, I., *La sorcellerie capitaliste*. La Découverte, 2007.

58 Doumenc, I., Groc, I., « South-Bronx : un contre-point américain », *Esprit*, mars-avril 1998, p. 228. Le terme « empowerment » et la philosophie du développement qu'il véhicule peuvent prendre des formes et des sens très différents (d'un sens politique de défense politique des minorités à une conception d'économie libérale de « self-help » et de responsabilisation (individuelle) des populations pauvres). Sur ce point, voir : Bacqué, M-H., « Dispositifs participatifs dans les quartiers populaires. Héritage des mouvements sociaux ou néolibéralisme ? Empowerment zones aux États-Unis et politique de la ville en France » in : Bacqué, M-H., Rey, H., Sintomer, Y. (dir.). *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*. Paris, La Découverte, 2005, pp. 81-99.

à nous cacher dans la salle de bain pour échapper au propriétaire), à travers l'humour dont ils font preuve face au propriétaire (l'humour de la fille de Christine ou de Brigitte). Cette situation présente l'intérêt de donner à voir ce que peuvent des présences *étayantes*. Là où pour le propriétaire et le technicien, Christine est avant tout dépassée, elle apparaît comme quelqu'un à soutenir pour Brigitte et son fils ; ils se soutiennent ensemble pour « faire face » à un « trouble » dans l'ordre du familial, mais aussi pour faire « avec ». C'est bien par ce fragile équilibre entre « faire face » à des situations qui les affecte et « faire avec », que se définit la *lutte* quotidienne de ces habitants (au sens d'un corps-à-corps avec un appartement insalubre, des propriétaires envahissants, etc.).

En outre, il nous faut insister sur une question que met particulièrement en exergue la visite chez Christine : *quid* de l'existence politique des personnes en proie aux difficultés de logement ? Elles n'ont pas voix au chapitre, mais on le voit dans le récit, elles tentent de prendre la parole, d'insinuer ici ou là des prises de parole, de protester<sup>59</sup>, de former une force collective durable (un soutien pour la vie de tous les jours) mais aussi des alliances spontanées éphémères qui trouvent à se nouer dans les contingences d'une rencontre avec des enquêteurs par exemple. C'est cette dynamique que l'on retiendra aussi de ce récit, dynamique qui affronte bon an mal an celle plus mortifère des mouvements de propagation des problèmes qui touchent ces habitantes.

L'étude d'usage et son analyse détaillée nous amènent à considérer autrement que telle que définie dans le projet initial de l'enquête la notion de l'urgence, en déplaçant la focale de l'urgence aux *attachements*. Ce déplacement (que nous avons voulu faire progressivement apparaître tout au long de la restitution d'enquête) correspond, dans le cadre de la sociologie de la pauvreté, à celui identifié par E. Gardella concernant le « problème public de l'urgence sociale » en France<sup>60</sup>. Il pourrait être formulé ainsi : comment regarder les problèmes liés à la pauvreté et au mal-logement autrement que sous le prisme de l'urgence, étant donné que l'urgence, du point de vue des politiques publiques comme pour beaucoup des personnes concernées, dure maintenant depuis plus de trente ans.

A bien des égards, les situations de certaines personnes rencontrées, à l'instar de celle de Christine et de sa famille nous ont semblé relever de l'urgence : le logement nécessite une intervention rapide, la santé des personnes est gravement mise en jeu. C'est bien cette caractéristique temporelle qui est

59 On pense ici aussi à cette famille qui affiche sur la porte de l'immeuble un écriteau demandant aux habitants et aux visiteurs de bien fermer la porte parce que le rez-de-chaussée est mal isolé. Il s'agit bien ici de susciter une forme de solidarité (fermer la porte pour ses voisins mal logés) et de faire exister publiquement le problème de l'immeuble – le rez de chaussée est mal isolé –. Cette interpellation participe bien également d'une mise en politique du problème, depuis là où il se pose, le pas de la porte.

60 La thèse d'E. Gardella porte précisément sur la mise en question de « l'urgence sociale comme problème public » par une sociologie pragmatique. Thèse en cours, ENS Cachan.

propre à l'urgence : agir vite, sans délai. Pour autant, nous avons pu également prendre la mesure des attachements qui liaient les habitants à leur appartement – quand bien même celui-ci serait en très mauvais état voire dangereux – , nous avons aussi pu constater leurs attachements à leur quartier, à leur voisinage, etc. Habiter ces appartements et ces quartiers, pour ces habitants, qui sont souvent là depuis plusieurs années au cours desquelles ils ont pu constater la récurrence et l'accumulation des problèmes, c'est *faire avec* cet environnement, ses défaillances criantes et ses positivités (comme l'entraide de voisinage entre « mal-logés » ou entre membres d'une communauté par exemple).

On comprend ici comment urgence et attachement peuvent alors relever de deux logiques d'action antinomiques. L'urgence sanitaire par exemple consiste à éloigner les personnes du danger, autrement dit à les priver de certains de leurs attachements liés à l'habiter. Or, toute action sur le logement insalubre doit prendre en compte cette temporalité propre à l'habiter et les attachements que tissent les habitants avec leur environnement. Il s'agit bien d'agir mais non pas sans laisser du temps aux personnes, *le temps d'agir avec elles* en les accompagnant. Accompagner, ce n'est pas imposer une temporalité, une marche et un rythme à suivre, mais c'est aller là où la personne va, en même temps qu'elle.

Et c'est bien cet accompagnement qui peut devenir au fil du temps un processus d'apprentissage et d'exploration de l'urgence de la situation pour les personnes concernées elles-mêmes : c'est dans ce processus que Brigitte, comme lanceuse d'alerte-pair, veut entraîner Christine en essayant de l'alerter, de *la mettre en urgence* (cf. pp. 75-76) mais en respectant le temporalité et la manière de vivre de son amie.

Nous repensons ici également à cette voisine qui se dit gênée par les odeurs qui émanent de l'appartement d'un couple de l'immeuble dans lequel personne n'est jamais rentré – on soupçonne une situation d'incurie très grave. Elle manifeste au quotidien un souci pour ces voisins mais un souci ajusté à leur situation : elle ne veut pas être intrusive, mais elle connaît bien leurs habitudes. C'est bien ce souci qui lui permet d'invalider la solution proposée par le propriétaire de la pétition pour faire agir les travailleurs sociaux au nom de l'urgence sanitaire. Or, elle perçoit bien comment celle-ci mettrait en péril l'habitat et l'équilibre fragile de ce couple. Il s'agit au contraire pour elle de trouver une solution qui tienne compte des singularités de ce couple (leurs réticences à faire entrer des gens chez eux alors qu'ils ont une vie sociale dans le quartier).

Ces deux exemples ici rappelés font émerger une figure de *tiers* (ceux qui tentent ou aimeraient s'intercaler entre les personnes elles-mêmes et les autorités en mesure de prendre en charge les situations d'urgence). Cette figure du tiers est intéressante dans les situations d'urgence, puisque les personnes elles-mêmes ne sont pas toujours en mesure de déclarer qu'il y a urgence pour elles. C'est

là un des apports de la clinique psycho-sociale. Les souffrances psychiques en lien avec la précarité entraînent un phénomène de « non demande »<sup>61</sup>. Comment alors faire émerger la demande d'aide et d'intervention afin d'éviter le risque d'une « acceptation » de l'urgence quand on est littéralement « englué » dans diverses difficultés ? C'est bien à cette question que s'attelle Brigitte avec Christine (faire émerger une demande d'action en justice, etc). Cette question sera à prendre en compte pour envisager installer des formes d'isolation d'urgence chez des personnes dont l'appartement est dégradé mais pour lequel celles-ci n'auront pas nécessairement de demande. Quels sont les relais, les tiers, les « bons » interlocuteurs à mobiliser qui soient capables de prendre en compte les situations singulières des personnes concernées ?

L'enjeu soulevé par cette étude nous semble tenir dans **une temporisation de l'urgence** et d'**une personnalisation des actions à mener** pour non pas *régler un problème* (sur le plan de sa technicité sociale et/ou physique) mais *travailler à améliorer une situation, singulière et complexe* : la plupart du temps, il s'agirait de prendre en compte le réseau de problèmes qui entourent la personne et qui ne concerne pas seulement le bâti mais aussi les relations avec les administrations, la vie familiale, la vie de quartier, les habitudes construites peu à peu au quotidien, etc. Une action en réseau avec d'autres acteurs serait donc à privilégier<sup>62</sup>, quoiqu'elle nous paraisse insuffisante. En effet, nous pensons que pour que les personnes soient parti-prenante d'une action portant sur l'isolation de leur logement, c'est-à-dire pour qu'elles soient en mesure d'avoir prise tout au long du processus sur les décisions qui les concernent, seul un accompagnement dans une démarche de réduction des risques<sup>63</sup> peut se révéler ajustée, et dans certains cas seulement (celui où les personnes consentent *à tout moment* de participer). Se placer dans une telle démarche, cela voudrait dire d'abord aller à la rencontre des personnes et prendre le temps de la construction d'une relation de confiance, avant même d'envisager quelque solution pratique possible<sup>64</sup>. Il faudrait pour cela parvenir à suspendre non pas simplement la temporalité de l'action, mais aussi toute velléité de maîtrise ou de « bonne conduite » de la part de ses promoteurs, pour se laisser guider par une *co-*

---

61 J. Furtos, 2008, *Les cliniques de la précarité : Contexte social, psychopathologie et dispositifs*, Paris, Masson, pp. 121-125.

62 Il faut noter à cet égard que pour les personnes rencontrées dans l'enquête, la présence des professionnels de l'action sociale liée au logement par exemple ou plus généralement de l'accompagnement social est relativement tardive (lorsque des problèmes de santé se déclarent par exemple chez Christine pour sa fille).

63 Nous faisons référence ici aux nombreuses associations de réduction des risques VIH et drogues présentes depuis le milieu des années 80 sur le territoire français : Techno Plus, Asud, Drogues et Sociétés, pour ne citer que les pionnières. Lire, sur le sujet de la réduction des risques (et sur le véritable « tournant » que cette approche a entraîné dans le champ de la santé publique à la fin des années 90) l'enquête approfondie d'A. Coppel *Peut-on civiliser les drogues ? De la guerre à la drogue à la réduction des risques*, La Découverte, 2002.

64 Dans le cadre de l'appel à projet « Innovation sociale dans le champ de l'hébergement et de l'accès au logement » de la DIHAL, le Grac va accompagner scientifiquement l'association d'action sociale le Mas dans l'expérimentation d'une équipe mobile de réduction des risques sur la question spécifique du mal logement, à Lyon et dans sa proche banlieue.

*construction avec les personnes* (il serait souhaitable pour cela que designers et techniciens soient doublés sur le terrain par des travailleurs sociaux rompus au travail de rue et ayant une bonne connaissance du territoire).